



LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

LE SOLEIL

QUÉBEC, LE SAMEDI 15 AVRIL 1995

La famille Tràn perd patience

Ottawa accusé se traîner les pieds dans le dossier de l'homme détenu au Vietnam

VINCENT MARISSAL
Le Soleil

■ QUÉBEC — Après 15 mois d'attente et d'angoisse, les amis et la famille de Tràn Triêu Quàn désespèrent de le voir revenir un jour au Québec. Ils dénoncent l'inaction du gouvernement canadien, qui a pourtant la preuve que M. Tràn n'est qu'un bouc émissaire dans la présumée affaire de fraude pour laquelle il est emprisonné au Vietnam.

Un rapport de l'ambassade du Canada à Hanoi remis au ministère des Affaires étrangères en mars 1994, et dont LE SOLEIL a obtenu copie, démontre noir sur blanc que l'homme d'affaires de Sainte-Foy est une victime des politiques en vigueur dans son pays d'origine.

« Le gouvernement vietnamien lutte fermement contre la corruption qu'il a identifiée dans ses propres rangs, souligne dans son rapport G.E. Benson, premier secrétaire aux affaires commerciales de l'ambassade. Dans un cas où un important montant d'argent est perdu (par le Vietnam), il y a une forte pression pour identifier une raison ou un bouc émissaire. »

C'est précisément dans cette situation que se trouve M. Tràn, conclut le diplomate canadien en poste à Hanoi. Le gouvernement canadien a reçu les conclusions de M. Benson en mars 1994, soit deux mois après que Tràn Triêu Quàn eut été placé en résidence surveillée par les autorités vietnamiennes. Celles-ci le tiennent responsable de la perte de 1 million \$ US encourue par une société d'État vietnamienne dans une transaction bidon.

M. Tràn, qui a agi comme intermédiaire dans la vente de coton à cette société par une entreprise américaine, était le coupable tout désigné, croient son épouse et ses amis de Sainte-Foy.

Effectivement, le propriétaire de l'entreprise américaine a disparu, la cargaison de coton n'est jamais arrivée et, pire encore, le bateau qui devait la livrer n'existe même pas, ont

Voir TRÀN en A2 ▶

AUTRE TEXTE

■ La caution exigée par Hanoi a triplé Page A19

L'enseignement refait ses classes

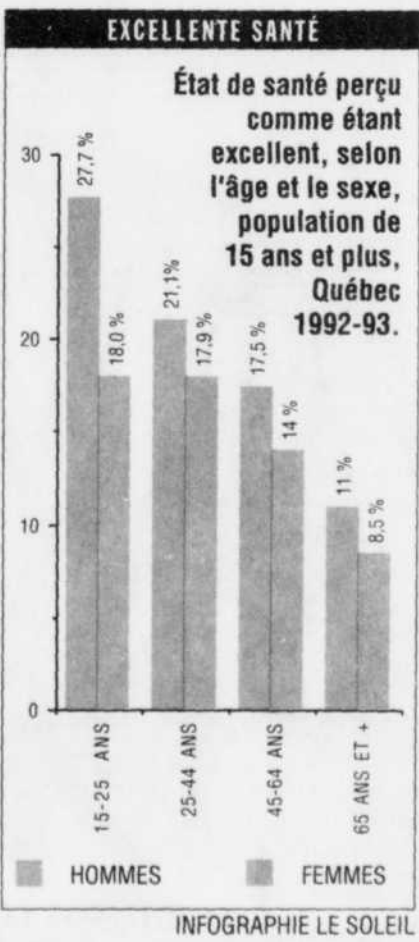


Arthur Tremblay, un des visionnaires de l'enquête Parent sur l'enseignement, dans les années 60, est ravi. Comme plusieurs, il applaudit la grande remise en question du système scolaire québécois, telle que prônée par Jean Garon. Un dossier en A29 et A30.

La santé, ça va? Moins qu'en 87

LISE LACHANCE
Le Soleil

■ QUÉBEC — Les Québécois se jugent en moins bonne santé qu'en 1987. Ils consomment plus de médicaments et leur niveau de détresse psychologique a augmenté, surtout chez les jeunes.



Une lueur éclaire cependant ce sombre tableau: le tabac et l'alcool ont perdu du terrain; les femmes recourent beaucoup plus aux mammographies pour faire échec au cancer du sein.

Tels sont les points majeurs qui ressortent d'une vaste enquête menée auprès de 35 000 citoyens et citoyennes répartis dans tout le territoire québécois, à l'exception des régions cri et inuit, ainsi que des réserves indiennes.

Il s'agit de la deuxième recherche de cette envergure commandée par le ministère de la Santé et des Services sociaux avec l'apport des Régions régionales. Effectuée par Santé Québec de novembre 1992 à novembre 1993, elle entend assurer la continuité de l'enquête de 1987 et aborder de nouveaux thèmes (certains aspects sociaux liés à la santé) afin d'asseoir les différentes priorités d'action du ministère sur des bases très solides.

Seuls les faits saillants de cette mine de renseignements sont disponibles. Les résultats détaillés seront publiés dans trois tomes, en juin, avec tambour et trompette.

DES PERTES...

Selon les chercheurs, la perception qu'une personne a de sa santé est un excellent indicateur de son état physique. Or, depuis la dernière recherche,

la proportion des personnes qui s'estiment en très bonne santé a chuté de 41% à 34%.

Cette détérioration se retrouve surtout chez les moins de 45 ans et explique pourquoi les gens consomment de plus en plus de médicaments (51% contre 45% en 1987) et recourent davantage aux services de professionnels de la santé non médecins.

L'embonpoint prend des allures de problème national: une personne sur quatre en est atteinte comparativement à une sur cinq en 1987. Les hommes ont plus de difficulté que les femmes à contrôler leur poids (29% contre 21%).

Quant à la détresse psychologique liée aux états dépressifs et anxieux, à certains symptômes d'agressivité et de troubles cognitifs, elle a fait un bond inquiétant, passant de 19% à 26%. Les femmes en souffrent davantage que les hommes (30% contre 22%). Si on considère les groupes d'âge, les jeunes de 15-24 ans en sont les premières victimes puisque plus du tiers d'entre eux (35%) se débattent dans de telles difficultés. Les filles de cette catégorie sont donc particulièrement vulnérables: quatre sur dix (41%) éprouvent un taux élevé de détresse.

Dans ce contexte, les idées de suicide rôdent. Quatre pour cent des Québécois (8% des 15-24 ans) rapportent

Voir SANTÉ en A2 ▶

AUTRES TEXTES

- Familles recomposées, papas stressés Page A12
- Trois étoiles à Santé Québec Page A12

ST-APOLLINAIRE Victime d'un règlement de comptes

QUÉBEC — Un homme de L'Ancienne-Lorette a été tué d'au moins un projectile à la tête lors d'un règlement de comptes commis au cours des dernières heures dans la région de Québec.

Le corps de Guy Lévesque, 33 ans, a été retrouvé sans vie hier matin par des travailleurs forestiers dans le rang Terre-Rouge à Saint-Apollinaire. La victime gisait ensanglantée à bord de sa Ford Mustang, abandonnée au pied d'une tour de télécommunications, dans un coin isolé et peu fréquenté.

Les enquêteurs de la Sûreté du Québec ne pouvaient dire hier si Guy Lévesque avait été abattu à cet endroit ou s'il y avait été transporté après le crime. Son décès remonterait à jeudi soir, selon les premières indications dont ils disposaient.

Les policiers refusent pour l'instant d'établir un lien direct entre ce crime et les règlements de comptes et attentats à la bombe commis au cours des derniers mois dans la région de Québec et ailleurs en province. Mais il est évident selon eux que la victime avait des accointances avec les groupes de mo-

Voir VICTIME en A2 ▶

LA RÉGION

Chevalier des causes perdues

André Joli-Coeur, l'avocat que Parizeau a nommé pour « sauver » les Nordiques, est passé maître dans les causes impossibles.

PAGE A3

LA MÉTÉO



Maximum 7, Minimum -1
Nuageux venteux et frais. Demain, quelques éclaircies mais encore frais. Détails page S16

QUÉBEC, 99c ANNEE NO 107
FLORIDE 2,005 US
MONTRÉAL, OTTAWA 1,505 PLUS T.P.S. T.V.Q.
1,355 PLUS T.P.S. T.V.Q.

À l'occasion de Pâques
Je vous offre gratuitement une évaluation de votre portefeuille.
Marcel Croteau
418-647-4888
NBS NESBITT BURNS
Membre du groupe des sociétés de la Banque de Montréal

Québec hors courses

Le gouvernement propose de remettre une partie de ses revenus sur les paris à l'industrie

JACQUES DALLAIRE
Le Soleil

QUÉBEC — Le gouvernement du Québec veut se retirer du domaine des courses de chevaux et, pour ce faire, propose de remettre 5 des 7% qu'il touche sur les paris directement à l'industrie afin qu'elle se prenne en main et assume éventuellement toutes les décisions.

Cette proposition, qui permettrait de dégager de 15 à 20 millions \$ sur les quelque 250 millions \$ de pari annuel, émane d'un document préparé par un comité spécialement mandaté par le ministre de l'Agriculture, Marcel Landry, en vue de relancer les courses en

perte de vitesse, surtout depuis l'avènement des casinos.

Ce document a fait l'objet de plusieurs consultations au cours des derniers mois et encore à Montréal cette semaine alors que des représentants de tous les secteurs de l'industrie, incluant des dirigeants d'hippodromes, étaient rassemblés en vue d'ajuster leurs violons.

Cette réorganisation souhaitée par le ministre de l'Agriculture survient au moment où le président de la Société de promotion de l'industrie des courses de chevaux (SPICC), Gilbert L'Heureux, tire sa révérence.

M. L'Heureux, un fonctionnaire de carrière, avait été nommé par l'ancien

ministre de l'Agriculture, M. Yvon Picotte, à l'automne 1993, alors que la Société prenait la relève de la Commission des courses, élabourée par de troublantes révélations impliquant son président Yves Beaudoin.

M. L'Heureux, d'abord désigné comme secrétaire général adjoint au Développement régional, poste qu'il n'aura jamais occupé, entraînait également en poste à l'issue d'un conflit de six mois qui avait paralysé l'Hippodrome Blue Bonnets et occasionné le départ de son président et unique mandataire, André Marier.

« Je quitte à la fois la SPICC, Blue Bonnets et la fonction publique pour prendre une retraite à laquelle j'avais

de toute façon droit depuis un moment, confiait hier, M. L'Heureux. C'est une grosse semaine et j'espère pouvoir entreprendre bientôt une deuxième carrière, idéalement dans le domaine des courses. »

Pour l'instant, la SPICC, qui avait aussi pour mandat d'acquiescer et de gérer Blue Bonnets, reste en place. Un nouveau président devrait être nommé sous peu. Il est clair que, désormais, tous les intervenants de l'industrie devront faire front commun et composer avec un nouveau joueur, Loto-Québec, car la mesure proposée par le ministre de l'Agriculture suppose un nouveau partage de la grande assiette du jeu sous toutes ses formes.

LES RETOURNÉS

SANTÉ

Le nombre de non-fumeurs en hausse

Suite de la Une

avoir sérieusement pensé à s'enlever la vie au cours des 12 mois précédant l'enquête. Cette proportion représente seulement la moitié de ceux qui y ont déjà songé dans le passé. L'enquête révèle que la majorité (63%) de ceux qui ont flirté avec cette idée durant la dernière année avaient prévu un moyen pour la concrétiser.

ET DES GAINS...

Une des nouvelles les plus positives de l'étude concerne le recours accru à la mammographie pour dépister le cancer du sein. Près de la moitié des femmes de 50 à 69 ans affirment s'être soumises à ce test au cours des deux années qui ont précédé l'enquête. C'est deux fois plus qu'en 1987.

Les habitudes de vie se sont aussi améliorées au chapitre du tabac et de l'alcool. Ainsi, les non-fumeurs sont passés de 60% à 66% et ceux qui grillent des cigarettes tous les jours se font moins nombreux (30% contre 35%).

Par ailleurs, au moment des interviews réalisées en 1992-1993, le Qué-

bec comptait une proportion de buveurs équivalente (79%) à celle estimée en 1987 (80%). Cependant, la recherche met en lumière une baisse remarquable de la proportion de buveurs consommant entre un et six verres par semaine (38% contre 52% en 1987). Elle révèle aussi une hausse appréciable de la proportion de buveurs qui se sont abstenus de tout alcool au cours de la semaine précédant l'enquête (39% comparativement à 26%).

Cette bonne nouvelle est assombrie par une autre que le volet social de l'enquête a permis de découvrir: 13% de la population de 15 ans et plus présente un risque élevé de problèmes d'alcool, contre 10% en 1987.

Les perspectives ne sont pas réjouissantes car, soutiennent les chercheurs, le niveau de détresse psychologique s'accroît considérablement avec les problèmes relatifs à la dive bouteille. Selon le rapport, près de la moitié des femmes (49%) et plus du tiers des hommes (35%) qui présentent des risques élevés de problèmes d'alcool souffrent parallèlement d'une très grande détresse psychologique.

VICTIME

Comme son frère

Suite de la Une

tards criminalisés. « Elle avait des liens avec eux mais ne faisait pas partie d'une organisation structurée », a indiqué l'agent Camille Gagnon de la SQ.

La scène du crime et la façon dont le meurtre a été perpétré ne laissent cependant aucun doute sur le fait qu'il s'agit bel et bien d'un nouveau règlement de comptes.

Guy Lévesque était connu depuis longtemps des policiers pour des histoires de vols qualifiés et de trafic de stupéfiants. Il devait purger sous peu une peine d'emprisonnement pour un vol de camion.

Avant lui, son frère Denis avait déjà fait les manchettes. Il a été abattu en pleine rue à Val-Bélair en septembre 1991 alors qu'il circulait à bicyclette, rue de la Joconde. Denis Lévesque, impliqué lui aussi dans le trafic de stupéfiants, venait tout juste d'être remis en liberté après une condamnation pour tentative de meurtre.

Hier soir, les techniciens en scène de crime de la SQ étaient toujours au pied de la tour de télécommunications du rang Terre-Rouge afin de rassembler le maximum d'éléments pertinents à l'enquête. Un maître-chien a également ratissé le secteur à fond.

AUJOURD'HUI

Un répit

Demain dimanche, jour de la fête de Pâques, LE SOLEIL sera au rendez-vous avec ses cahiers Dimanche Magazine et Maximum Sports, qui consacrent sa page une au défenseur des Nordiques, Adam Foote.

Le journal ne sera cependant pas publié lundi. Il vous reviendra mardi avec les cahiers habituels Mode Magazine, Questions d'argent — qui comprendra les pages sur l'automobi-



André Forgues est le directeur de l'information

le — et les Sports.

Les jours de non-publication sont rares dans la vie d'un journal. Cela ne se produit que neuf fois par année, dans le cas du SOLEIL. Neuf répit qui nous permettent à tous, artisans du journal, de vivre une journée sans heure de tombée et de donner l'occasion à presque tout le monde d'être en congé.

Les bureaux de la rédaction seront donc fermés dimanche et ouverts à compter de 15 h, lundi. Joyeuses Pâques à tous nos lecteurs!

TRÂN

Gare à la susceptibilité d'Hanoi

Suite de la Une

découvert les évaluateurs de la Lloyds chargés de l'enquête.

M. Trân, qui est retourné de son propre chef au Vietnam pour tenter de dénouer l'impasse en janvier 1994, s'est fait confisquer son passeport canadien, a été interrogé par la police tous les jours pendant des mois, puis a été emprisonné en août sans n'avoir jamais été accusé. Il croupit dans un camp de prisonniers de la banlieue de Hanoi depuis maintenant sept mois.

En collaboration avec la Chambre de commerce de Sainte-Foy, Mme Trân et des amis ont demandé moult fois à Ottawa d'intervenir pour faire libérer « Quàn », qui est bien connu dans la région comme maître du taekwon-do. En vain.

Au fil des entretiens téléphoniques et des rencontres avec le ministre des Affaires étrangères, André Ouellet, avec le chef de cabinet de Jean Chrétien, Jean Pelletier et avec des fonctionnaires, on leur a fait comprendre qu'il valait mieux ne pas faire trop de bruit, question de ne pas vexer le gou-

vernement vietnamien.

Dans son rapport, M. Benson note qu'un haut fonctionnaire du ministère vietnamien du Commerce lui a expliqué que l'affaire Trân pourrait avoir de fâcheuses conséquences sur l'accord d'échanges commerciaux entre le Canada et le Vietnam. « Les entreprises vietnamiennes pourraient bien ne plus être en mesure de faire confiance aux Canadiens », a laissé entendre le haut fonctionnaire.

Qualifiant d'excellentes les relations entre la diplomatie canadienne et le ministère vietnamien du Commerce, M. Benson reconnaît que « nos interlocuteurs pourraient être affectés par les répercussions de cette affaire ».

En visite au Vietnam avec Team Canada, en novembre, Jean Chrétien est lui-même intervenu auprès de son homologue en faveur de M. Trân.

Une initiative saluée à ce moment par Mme Trân, mais qui a peut-être eu un effet pervers, croit Janel Gauthier. « Les Vietnamiens se sont dits: si le premier ministre canadien prend sa défense, c'est qu'il doit être important... »

TABLE DES MATIÈRES

CAHIER A
 La Capitale 3 à 9
 Le Québec et le Canada 12 à 20
 Le Monde 21 à 28 et 32
 Dossiers 29 et 30
 Opinions 31

CAHIER B
 Questions d'argent 1 à 4 et 8
 Bourses FERMÉES
 Carrières et professions 5 à 8
 Décès 9 à 11

CAHIER C
 Arts et spectacles 1 à 15
 Votre agenda 16
 La bonne table 17 à 22

CAHIER D
 Partir 1 à 6
 Divertissements 7 et 8

CAHIER E
 Habitat/ Déco 1 à 10
 Annonces classées 11 à 21

TABLOID SPORTS
 Claude Larochelle 5
 Statistiques 10 à 13

SERVICES
 Abonnements 686-3344
 Publicité générale 686-3270
 Annonces classées 647-3311
 Rédaction 686-3394
 Carrières et Professions 686-3270
 Promotion 686-3342
 Publicité Détaillants 686-3435
 Renseignements 686-3233

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est produit par LE SOLEIL, division du Groupe UniMédia qui en est l'éditeur. Il est imprimé par Imprimerie Canada, au 5000 rue Hugues-Randin, à Québec. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198.

NUMÉROS CHANCEUX

INTER-PLUS
 tirage du 14-04-95
 466552 gagne 250 000\$
 66552 gagne 2500\$
 6552 gagne 250\$
 552 gagne 25\$
 52 gagne 10\$

MINI-LOTTO
 tirage du 14-04-95
 7174745 gagne 50 000\$
 17475 gagne 5000\$
 7475 gagne 250\$
 475 gagne 25\$
 75 gagne 5\$

SUPER 7
 les numéros gagnants seront publiés demain
LA QUOTIDIENNE
 tirage du 14-04-95
 9-4-8
 6-5-7-2

PÂQUES
16 AVRIL

L'IDÉE EST DANS LA BOÎTE!
LE TRENTE ET UN*

LE PULL-OVER NYLON PLUME 85.00
Un cadeau idéal pour l'amateur de plein air! Empiècements à carreaux, capuchon zip. Bleu indigo. G.tg.

LA CHEMISE LIN ET COTON 39.95
Une exclusivité du 31. Chemise col mao, boutons de bois. Motifs tissés carreaux ou rayures en tons naturels. P.m.g.tg.

LE POLO IMPRIMÉ DÉLAVÉ 29.95
Tricot pur coton piqué, motifs carreaux, abstraits, rayures verticales, horizontales, tons de bleu, vert, naturel. P.m.g.tg.

LA CASQUETTE NUBUCK 75.00
De la collection Timberland au 31, casquette baseball. Sable ou brun. Taille unique. Ste-Foy et Galeries de la Capitale.

LES BAS MOTIFS JACQUARDÉS 7.99
Une valeur exclusive pour des bas coton peigné et nylon sur fond noir, taupe, olive, sable, charbon. Taille unique.

la maison

PLACE ÉTÉ-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX QUÉBEC

LA CAPITALE

ET SES RÉGIONS

Le gars des causes perdues

Me Joli-Coeur, dernière chance des Nordiques

DONALD CHARETTE
Le Soleil

■ QUÉBEC — L'homme que Jacques Parizeau a choisi pour faire aboutir le périlleux dossier de la survie des Nordiques à Québec est peu connu dans les milieux politiques mais s'est fait une réputation parmi ses pairs de « gars des causes perdues ».

André Joli-Coeur s'est vu confier cette semaine le mandat d'examiner les demandes du club de hockey de Québec et « d'explorer des avenues qui permettraient d'assurer leur présence à Québec ». Me Joli-Coeur n'est pas, selon des gens qui le connaissent, un fan de hockey ou un morde des Nordiques. Il préfère le tennis et les olympiques, et il ne doit rien au tout-puissant Marcel Aubut. Il croit par contre fermement au rôle de Québec en tant que capitale.

Péquistes de la première heure, il n'a jamais fait de politique active et s'il a commencé à sortir de l'anonymat récemment, c'est grâce à sa célèbre conjointe... mais on y reviendra plus tard.

Il n'est pas précisément un poids léger dans le milieu juridique. Il est associé fondateur et président de la firme Joli-Coeur, Lacasse, Lemieux, Simard, Saint-Pierre de Québec, un des plus gros bureaux d'avocats (qui en compte une cinquantaine) à l'est de Montréal et le 12e en importance au Québec.

Ce militant du PQ s'est fait connaître dès sa première cause en faisant déclarer par la Cour suprême du Canada que le tribunal des transports du Québec n'avait pas de juridiction (autobus Farah). Il est aussi connu comme avocat dans une autre affaire qui sent le roussi: la compagnie Alex Couture de Charny. Certains se rappellent qu'il représentait la compagnie de téléphone Guèvremont qui a contesté la juridiction du Québec jusqu'en Cour suprême. Résultat: Guèvremont a gagné et Québec a perdu toute juridiction en matière de téléphonie!

« C'est le genre de gars qui va jouer les règles du système tant qu'il est dans ce système », d'expliquer un de ses amis, Jean Ferron, qui dispute avec lui d'épiques parties de scrabble.

DES CAUSES PERDUES

Des gens qui le connaissent bien ou qui s'y sont frottés en cour le décrivent comme un « grand plaideur ». Le ministre de la Justice, Paul Bégin, qui l'a affronté à plusieurs reprises, affirme que « lorsqu'on dit qu'on a des avocats de gros calibre au Québec, il est dans cette catégorie-là ». M. Bégin ajoute qu'il a mené à terme des dossiers qui semblaient sans issue.

« Il est capable de tenir son bout dans une négociation et il est toujours d'un calme olympien », de mentionner le ministre.

Un autre avocat, Yvon Chouinard, insiste lui aussi sur ce qui semble être la marque de commerce de Me Joli-Coeur. « C'est le gars des causes impossibles, des causes perdues. Quand tu sais pas quoi faire avec un dossier, tu vas le voir et il trouve un moyen de



Me André Joli-Coeur

sortir de l'impasse. »

Sur le plan personnel, on le dit brillant, cultivé, et fin stratège.

Sa relation avec Denise Bombardier, relation qui dure depuis plusieurs années, l'a tiré un peu de la grisaille du prétoire, car la passionaria des lettres et des communications en a parlé en faisant la promotion de son dernier livre, *Nos hommes*, qui ne parle pas pour autant de Me Joli-Coeur.

Dans *La Presse*, Mme Bombardier disait de lui qu'il est « vivant, brouillon, irritant parfois, mais toujours présent ». Dans LE SOLEIL, elle le décrivait comme un homme « extravagant, allumé et que rien ne laisse indifférent » et avouait lui acheter des cravates, lui qui est reconnu comme une carte de mode chez Hermès à Paris.

L'auteure mentionnait également le fait que Me Joli-Coeur ait perdu un fils à l'âge de 14 ans avait contribué à les rapprocher.

UNE VOIE D'ÉVITEMENT ?

Voilà donc celui qui a quelques semaines à peine pour « sauver » les Nordiques.

Certains, comme Guy Bertrand, croient que le gouvernement a nommé un négociateur pour enterrer le dossier. Dans l'entourage de Marcel Aubut, on n'est pas entièrement rassuré par cette nomination.

Le communiqué du bureau du premier ministre indiquait que Me Joli-Coeur devra faire rapport à M. Parizeau lui-même. C'est ce qu'on appelle la ligne directe.

Le ministre Bégin souligne qu'il y a bien peu de gens qui pouvaient se vanter d'avoir l'expertise pour mener ce genre de dossier mais que cet avocat est « homme de consensus, qui peut parler aux deux groupes ». Selon lui, le gouvernement dispose de quelques semaines pour trouver une solution, car il est toujours possible de trouver un terrain d'entente puis de faire le « closing ».

La rondelle est maintenant dans le coin de Me André Joli-Coeur.



Les secouristes évacuent le corps de la victime de l'incendie, René Bolduc.

Début de congé mortel

Incendie dramatique dans Saint-Roch

JEAN-MARC SALVET
Le Soleil

■ QUÉBEC — Le congé pascal a débuté sur une note tragique dans la région de Québec. Une personne a péri hier dans l'incendie de son logement et une autre a perdu la vie dans un accident de la route.

Vers 7 h, les pompiers ont retrouvé le corps de René Bolduc, 48 ans, dans le logement qu'il occupait au troisième étage d'un immeuble de la rue du Roi, dans le quartier Saint-Roch, à Québec.

Il s'agit de la quatrième personne à perdre la vie dans un incendie depuis le début de l'année dans l'agglomération urbaine de la capitale.

La victime, dont le corps portait des traces de brûlures, serait morte par asphyxie, selon les informations recueillies sur place.

« Je n'ai rien pu faire pour le sauver », a relaté son colocataire en regardant le corps sans vie de son compagnon transporté sur un brancard vers le véhicule de la morgue.

Cet ami estime que c'est par miracle qu'il a lui-même pu échapper aux flammes. « Quand j'ai ouvert la porte de ma chambre, la fumée avait envahi tout le logement. On ne voyait rien. Mais j'ai pu quitter rapidement parce qu'il y avait une porte donnant sur l'extérieur dans ma chambre. »

Le propriétaire de l'immeuble, l'ancien coroner Maurice Lagacé, est resté silencieux de longues minutes sur

les lieux du sinistre.

« Vous pensez bien que nous avons fait en sorte que tout dans cet immeuble soit conforme aux normes de sécurité pour qu'il puisse être rapidement évacué en cas d'incendie », disait-il.

« M. Bolduc était un homme très abimé par la vie, ayant subi plusieurs opérations », a ajouté l'ex-caroner, selon qui l'état de santé de la victime était « chancelant ».

René Bolduc, originaire de Bernières, travaillait depuis quelque temps comme bénévole à Lauberivière. Les pompiers l'ont retrouvé dans la salle de bains de son petit logement.

Selon son colocataire, il est possible qu'il ait oublié quelque chose sur la cuisinière, là où le violent incendie a éclaté selon les pompiers.

Ces derniers ont sonné une deuxième alarme avant même d'arriver sur



Le propriétaire, Maurice Lagacé

les lieux. « Nous avons reçu plusieurs appels nous laissant croire que le feu était important », a expliqué le chef André Deslauriers. Des flammes de trois mètres sortaient des fenêtres lorsqu'ils sont arrivés.

SUR LA ROUTE

Un accident de la route a par ailleurs fait une victime et blessé grièvement une autre personne vers 4 h, hier, à Issoudun.

Michel Guimond, 23 ans, de Saint-Édouard de Lotbinière, a perdu la vie alors qu'il circulait en compagnie d'un ami sur la route 271.

Le conducteur aurait raté une courbe. Sa voiture a terminé sa course folle sur le terrain de stationnement d'un garage, après une série de tonneaux.

Les policiers de la SQ croient que la victime s'est endormie au volant. Ils n'ont relevé aucune trace de freinage sur la chaussée. Le passager qui l'accompagnait a été gravement blessé.

Comme par les années passées, la Sûreté du Québec prévoit renforcer sa surveillance sur les principaux axes routiers de la région tout au long du week-end de Pâques. Les effectifs en devoir seront particulièrement attentifs aux excès de vitesse et à la conduite avec facultés affaiblies.

Lors du dernier congé pascal, le Québec avait déploré quatre pertes de vie sur les routes, dont deux dans la région de la capitale.

Échec d'une campagne de vaccination

Le coût du vaccin contre l'hépatite B rebute

CARL THÉRIAULT
Collaboration spéciale

■ RIMOUSKI — Une offre de vaccin contre le virus de l'hépatite B moyennant un débours de 90 \$ s'est révélée un échec à peu près total dans la région Rimouski-Neigette pour les élèves de la 5e année du primaire jusqu'au secondaire et au collégial (11 à 18 ans).

Par contre, les élèves de la 4e année du primaire qui, selon les normes gouvernementales, peuvent le recevoir gratuitement, ont été vaccinés à plus de 80 %.

Au-delà de la 5e année du primaire, moins de 1 % de la clientèle dans le territoire de Rimouski-Neigette, soit une trentaine d'élèves sur plus de 7000, se sont inscrits jusqu'à maintenant pour recevoir ce vaccin.

L'hépatite B est une maladie qui s'attaque au foie et qui se transmet principalement lors de relations sexuelles. Seulement 10 % des cas sont générale-

ment considérés comme étant aigus.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec a offert gratuitement l'automne dernier pour la première fois le vaccin aux élèves de 4e année du primaire mais a demandé aux parents d'en défrayer le coût pour les autres niveaux scolaires.

« On s'y attendait un peu. J'ai l'impression que le coût du vaccin, presque une centaine de dollars pour deux doses, explique le fait que peu d'élèves l'aient après la 4e année du primaire, a commenté l'agente d'information au CLSC de l'Estuaire, Louise Bras-

sard. Il y a aussi la mentalité selon laquelle les vaccins sont gratuits ».

En 1993, dans le Bas-Saint-Laurent, il y a eu au moins neuf cas déclarés comparativement à un peu plus de 2000 au Québec. Depuis une dizaine d'années, l'incidence de cette maladie est restée stable mais suscite de l'inquiétude, selon le docteur Claude Gauthier, responsable de l'immunisation et des MTS/SIDA à la Direction de la santé publique du Bas-St-Laurent.

« Le choix de vacciner les jeunes contre l'hépatite B à l'âge de 9-10 ans s'explique par le fait qu'ils n'ont pas d'activités sexuelles à cet âge et que la dose est deux fois moins grande, donc moins coûteuse, qu'à partir de 11 ans et plus », a-t-il déclaré au SOLEIL.

La campagne universelle pour les élèves de 4e année aurait pu avoir lieu plus tôt, n'eût été de celle contre la méningite qui a nécessité une forte injection de fonds de la part du ministère de la Santé et des Services sociaux.

**CHEVROLET
LUMINA
VAN 1995
7 PASSAGERS**



17 995\$ ou
269\$* par mois

* Basé sur location 36 mois, dépôt de sécurité de 350\$. Versement comptant 3000\$ ou échange équivalent. 24 000 km par année. 045 du km add. Taxes et framp. en sus.

**PAYEZ MOINS
UN POINT
C'EST TOUT!**

FOURNIER
CHEVROLET GEO OLDSMOBILE INC.

AUTOROUTE DE LA CAPITALE, BOUL. PIERRE-BERTRAND, TÉL.: (418) 687-5170



COLLABORATION SPÉCIALE: CARL THÉRIAULT

LA POCATIÈRE

Le diocèse de la Pocatière rend hommage à son pasteur

Le peuple chrétien du diocèse de La Pocatière a rendu mercredi soir un vibrant hommage à l'un de ses fils, Mgr André Gaumond, qui pendant une dizaine d'années a exercé les fonctions d'évêque dans ce diocèse. Quelque 1000 personnes s'étaient rassemblées à la cathédrale de La Pocatière à l'occasion d'une messe chrismale et d'un goûter. Tour à tour, des représentants des jeunes, des communautés religieuses, de la famille, des aînés, du conseil diocésain de pastorale, des confirmés ont remis à Mgr Gaumond une rose en guise de remerciements pour sa générosité et sa présence incessante auprès de ses concitoyens. Une attitude de l'ex-évêque de La Pocatière qui a fait dire au représentant des confirmés, Frédéric Busseau, que «les jeunes du diocèse de Sherbrooke étaient bien chanceux de l'avoir comme évêque». C.T.

GASPÉ
Réfection du réseau routier

Neuf localités de la circonscription de Gaspé se partageront 300 741 \$ pour la prise en charge de leurs réseaux routiers. Percé obtient la part du lion avec plus de la moitié de l'aide accordée, soit 155 667 \$. Les autres municipalités se partagent des enveloppes de moindre importance. Ces sommes, accordées par le ministre des Transports et le député Guy Lelièvre, permettront de réaliser divers travaux de réfection du réseau local. H.M.

LES ETCHEMINS
Émoluments des maires

À l'instar de leurs homologues des MRC Beauce-Sartigan et de Montmagny, les maires des Etchemins souhaitent un éclaircissement des directives de la loi 125, relatives aux règles qui régissent le paiement des salaires, des comptes de dépenses ou des frais de déplacements, qui leur sont versés par la MRC. Une résolution en ce sens a été adoptée la semaine dernière par le conseil des maires et sera acheminée au ministre Guy Chevrette. A.P.

INVERNESS CANTON
La cause de l'ex-inspecteur à la CAS

La Commission des normes du travail vient d'annoncer qu'elle entendrait le 1er mai la cause de M. Jacques Turcotte, l'ancien inspecteur municipal de la municipalité d'Inverness Canton, entre Thetford Mines et Plessisville, congédié l'an dernier dans des circonstances inhabituelles après plus de dix années de service. Le cas de M. Turcotte est d'ailleurs l'un des points majeurs qui divisent les élus du conseil invernois, de même que la population de ce village de 600 habitants. L'ancien inspecteur avait été congédié à la suite de 12 plaintes déposées par cinq citoyens, que le maire André Hallé a toujours considérées comme non fondées. Le maire avait d'ailleurs voté contre le congédiement de l'inspecteur et il avait été appuyé par un conseiller, alors que quatre autres avaient choisi de congédier l'employé. Cependant, l'un de ceux-ci a démissionné de son poste par la suite, avouant dans une lettre qu'il avait voté ainsi après avoir reçu des menaces d'un groupe de citoyens. Hormis ces 12 plaintes déposées contre lui au début de 1994, l'ancien inspecteur n'avait jamais été réprimandé, blâmé ou suspendu depuis son entrée en fonction. A.P.

SAINT-GEORGES
Surplus au budget

Le budget 1994 s'est soldé à Saint-Georges par un surplus de 685 516 \$ sur des disponibilités totalisant 2,2 millions \$. Après avoir annulé ou différé certains projets et réparti les emprunts sur 18 mois, l'endettement autorisé de 32,4 millions \$ a été porté à une dette de 26,1 millions \$. Selon le maire Roger Carette, la situation financière est sous contrôle et le budget d'environ 17 millions \$ sera ramené à des proportions acceptables. En 1994, le service de la dette a atteint 24,2%, comparativement à une moyenne de 21% pour des municipalités de grosseur comparable. La dette à long terme représente 1339 \$ par capita, pour une population estimée à 20 043 personnes. Par contre, la valeur des propriétés de la ville et de ses réseaux routiers est passée de 71 à 82 millions \$, en hausse de 11 millions \$. L.D.



COLLABORATION SPÉCIALE: SOPPEU

MATANE

Bonne année pour les forêts

Le chiffre 13 porte chance à la Société de protection des forêts contre le feu dans le Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie. En effet, la SOPFEU a enregistré en 1994 la meilleure saison de protection depuis 13 ans, avec 45 incendies et une perte de 26,6 hectares. Pour retrouver une superficie inférieure, précise Chantal Perreault, il faut remonter à 1981, alors que 26 foyers s'étaient propagés sur autant d'hectares. Comparativement à la moyenne des dix dernières années avec 63 feux pour 368 hectares détruits, 1994 fait aussi belle figure. Non seulement les sinistres ont été moins nombreux, mais ils ont détruit une surface près de 14 fois moindre. Trois MRC ont été plus affectées, soit Bonaventure avec quatre incendies ayant détruit 10,1 hectares, Témiscouata avec neuf pour 8,7 hectares et Pabok avec sept pour 5,2 hectares. La surface détruite dans chacune des 11 autres MRC est de 1,2 hectare ou moins. Le coût d'extinction pour ces 45 feux est d'un peu plus de 55 000 \$ contre 181 660 \$ en 1993. Selon la SOPFEU, la persistance des conditions hivernales a retardé la période propice à l'éclosion des feux, réduisant du même coup les incendies printaniers principalement amorcés par les brûlages d'herbes ou de rebuts. La régularité des précipitations a aussi contribué à maintenir l'inflammabilité de la forêt à un niveau généralement modéré. À l'exception des incendies provoqués par les activités récréatives, les diverses causes accusent une diminution. Les nombreux orages qui se sont produits n'ont occasionné que quatre brasiers, l'abondance des précipitations et l'humidité dans les combustibles amenuisant les risques d'incendie. R.P.

QUÉBEC
Fête de Pâques pour les enfants

Le Centre de ressources familiales du Québec (CRFQ), division de l'Organisation pour la sauvegarde des droits des enfants, et les trois restaurants Red Lobster de la région de Québec organisent la fête de Pâques à laquelle participeront 500 enfants issus de milieux défavorisés, âgés entre quatre et huit ans. La fête a lieu aujourd'hui. Les enfants arriveront à 10 h au restaurant de la rue Soumande, où ils seront accueillis par Badaboum, Vilipo, Slush Puppie entre autres. Il y aura des spectacles, de l'animation, de la musique, des magiciens, des mascottes et des clowns. Un repas chaud sera servi et chaque enfant recevra un lapin en chocolat. B.R.

SOS Noémie renoue avec la Croix-Rouge

L'organisme offre des garanties de délais raisonnables

PATRICK TURGEON
Collaboration spéciale

■ THETFORD MINES — Le groupe de professionnels du Centre hospitalier de la région de L'Amiante (CHRA), organisateur du Fonds de survie Noémie Marcoux, destiné à venir en aide à cette jeune Thetfordoise de huit ans, atteinte de leucémie depuis la fin décembre 1994, a pris un virage inattendu jeudi alors qu'il a annoncé qu'il se tournera vers la Croix-Rouge pour les prélèvements sanguins, lors de l'appel à la population.

Cette décision signifie que les membres de SOS Noémie n'utiliseront pas les services de la Fondation Second Souffle, de Québec. Pourtant, il y a deux semaines, les organisateurs avaient précisé qu'ils se dissociaient de la Croix-Rouge pour des raisons de délais lors de l'attente des résultats des analyses sanguines, ainsi que pour le nombre qu'il leur était possible de réaliser. Ils voulaient ainsi accélérer le processus lors des prélèvements sanguins.

La porte-parole de SOS Noémie, Mme Céline Grondin, a expliqué que les relations avec les employés du Centre transfusionnel de la Croix-Rouge s'étaient grandement améliorées depuis que Mme Francine Déca-

ry a pris les commandes du centre de Québec, à la suite du congédiement de Michel Hébert. En fait, les problèmes rencontrés par les organisateurs de SOS Noémie, avant l'entrée en scène de Mme Déca-ry, seraient dus à l'administration générale du Centre transfusionnel.

«Nous avons négocié fermement avec la Croix-Rouge pour obtenir ce que nous voulions. La nouvelle directrice générale nous a offert d'effectuer nos prélèvements sanguins auprès du public et elle nous a garanti que nous obtiendrions les résultats en deçà d'une semaine. Il semble bien cette fois que la Croix-Rouge est de bonne foi, car depuis les dernières semaines, nous avons eu de très bons échanges

avec le Centre», précise-t-elle.

D'autre part, Mme Grondin a fait savoir qu'une première séance d'information sur le don de la moelle osseuse se tiendra le mercredi 19 avril à Thetford Mines. Toutefois, cette séance est offerte seulement aux élèves du Collège de la région de l'Amiante qui avaient donné leur nom pour être du nombre des donneurs potentiels. Près de 220 élèves seront présents pour cette rencontre, au cours de laquelle plusieurs spécialistes de la Croix-Rouge viendront expliquer le processus du don de moelle osseuse.

Aussi, la porte-parole de SOS Noémie a ajouté que le donneur potentiel dit compatible, déniché il y a un mois dans la Banque de données internationales de la Croix-Rouge à Vancouver, subit actuellement une multitude de tests d'ADN pour savoir si sa moelle est réellement compatible.

Quant à la jeune leucémique, son état de santé est très encourageant. Noémie poursuit actuellement ses traitements de chimiothérapie au Centre hospitalier de l'université Laval, à Sainte-Foy. «Avec les 35 000 \$ amassés lors de la campagne de financement et l'état de santé actuel de la fillette, tout va présentement pour le mieux», de conclure Céline Grondin.



La petite Noémie en compagnie de son père François Marcoux.

Protégez-vous du mal!



Freins antiblocage aux quatre roues.
Deux sacs gonflables.
Zones de déformation. Poutrelles latérales.
Notre petit diable n'a jamais été aussi sage.

SUNFIRE

 PONTIAC
LA PASSION DE CONDUIRE

La maison des dernières amours

DERNIER DE TROIS

Mitsou, nouvelle croisée de la tolérance, a embrassé un séropositif dans son dernier clip. Fièvre de son exploit, elle en a fait claquer ses bretelles de soutien-gorge si fort, que le bruit s'est fait entendre dans tous les médias.

À la maison Marc-Simon où j'ai passé deux jours, je n'ai pas rencontré Mitsou. Mais j'ai vu à l'oeuvre des Mère Teresa de l'ombre, des bénévoles qui partageront avec les parents, les amis, les amants, les dernières amours sidéens. Ils les baignent, les frictionnent, soignent leurs plaies qui saignent. Ils les embrassent aussi, sans craindre que le virus ne leur saute dessus. Dans la maison de la Pente-Douce, j'ai découvert que le virus le plus contagieux n'était pas celui du sida, mais celui de la solidarité.

Janette Bertrand a rendu hommage l'an dernier, aux médecins du sida, comme ces huit de Québec qui visitent la maison et font leur tour de garde. Ils sont admirables. Mais elle aurait aussi pu écrire sur les soignants, les bénévoles, les cuisinières, les religieuses du sida, ces êtres de patience qui supportent les gestes agacés, les voix douloureuses des malades aigris par la souffrance.

À Marc-Simon j'ai rencontré le même jour trois Lise: Lise, l'infirmière prêtée par le CLSC qui ne retournerait pour rien au monde dans un hôpital où les tâches sont morcelées et déshumanisées. Lise, la cuisinière, embauchée par MIELS-Québec, dont la tarte au sucre est un poème. Elle accepte avec grâce qu'un malade lève le nez sur un potage succulent ou chipote sur l'assaisonnement. « Les gens s'imaginent à tort que c'est terrible de travailler dans une maison comme Marc-Simon », dit-elle. Lise, l'aubergiste de la Grande Allée qui consacre une soirée par quinze à la maison, parce que les sidéens sont encore l'objet de rejet.

Une cinquantaine de bénévoles se relaient chaque semaine, respectant le contrat moral qui les engage. Tous m'ont donné une leçon de vie. Je pense à cet employé du CHUL qui donne une journée de travail par semaine; au garçon dont l'amant est mort du sida qui donne sa soirée du mercredi; au redemptoriste qui vient à la maison pour aider et non pour prêcher, qui dit la messe, si ça adonne, si un résident le lui demande.



Ghislaine Rheault

Mais les bénévoles les plus fidèles, sont les fondatrices Agathe et Jocelyne, deux religieuses qui ont dû, je l'imagine, trouver là un nouveau sens à leur vie de sœur de la Charité. « Je suis devenue plus tolérante face aux homosexuels », dira Agathe. Les retrouvailles de la famille d'un itinérant resteront son plus beau souvenir quand elle quittera sous peu la maison qu'elle dirige. Sa consœur Jocelyne Larroche, va y demeurer.

J'imaginai que Marc-Simon était une maison feutrée et close. C'est plutôt une ruche. 200 bénévoles de tous les milieux y ont travaillé, depuis 1988. Pendant trois ans, pendant six mois. Dans certains cas, leur séjour a été plus court que celui des résidents. Le recrutement n'est pas aisé et le va-et-vient vient difficile à vivre pour les malades, raconte Jocelyne. Mais aucun ne voudrait quitter la grande pension pour l'hôpital.

Il y a un curieux paradoxe d'ailleurs dans la naissance des maisons d'accueil pour sidéens. Le rejet dont ils sont victimes a contribué à la

création de ces havres où ils vivent dans la paix leurs derniers jours. Rappelez-vous l'avertissement que Mathieu m'a lancé: « Tu ne viendras pas "couler" Marc-Simon ». Ces malades ne sont pas encore admis à bras ouverts dans tous les hôpitaux. Jamais la maison Michel-Sarrasin n'a voulu accueillir de sidéens en phase terminale même quand ils étaient atteints d'un cancer.

Quand je suis entrée le coeur serré dans la maison de la Pente-Douce il y a trois semaines, il y avait dix résidents: huit hommes, deux femmes. Ils ne sont plus que neuf maintenant. Pierre, qu'on appelait « le ressuscité », est mort dimanche. Charles est à demi-paralysé. En l'apprenant j'ai pensé à la comptine terrible qui a inspiré Agatha Christie dans son roman *Dir petits nègres...* Ils étaient dix... puis neuf... puis huit. J'ai eu envie de crier: « Vite qu'on arrête le meurtrier! »

Mais le souvenir des vivants me console. J'imagine ce matin Lorraine faisant ses mots croisés, Laurent peaufinant un poème, Mathieu le nez à la cuisine: « Qu'est-ce qu'on mange à midi? » Je me demande si Julien a pu s'asseoir dans son fauteuil gériatrique, si Nicole aura encore une fringale de sous-marin. Et où a-t-on déposé le bouquet qu'un fleuriste apporte à la maison chaque mercredi?

Québec profite enfin du printemps

Le timide soleil a fait renaître la ville en attendant Pâques

BENOÎT ROUTHIER
Le Soleil

QUÉBEC — Le printemps a pris toute sa place dans la Vieille Capitale hier. Tandis que plusieurs centaines de jeunes et vieux se laissaient ébahir par les prouesses d'acrobates et de clowns aux Galeries de la Capitale, des familles participaient à la chasse aux oeufs de Pâques dans le secteur du Vieux-Port. Enfin, dans Saint-Roch, des centaines de fidèles ont suivi le curé Pierre-André Fournier dans une procession rappelant la mort du Christ, en ce Vendredi saint.

Le soleil se faisait timide, mais la température était à la hausse de sorte que l'on sentait comme une résurrection dans l'air. Résurrection toute profane car Pâques ce n'est que demain.

Cette renaissance se voyait particulièrement dans les yeux de ces tout-petits qui, couchés ou assis par terre, les pieds sous les fesses, n'en finissaient pas d'éclater de rire devant les facéties de Rodrigue «Chocolat» Tremblay, ce sympathique clown originaire de Normandie, au Lac-Saint-Jean. Il fêtait ses 48 ans hier mais il en paraissait cinq tellement il est encore tout enthousiaste. Si c'était à refaire Chocolat? «Je commencerais plus jeune à faire le clown!».

Les adultes comme les adolescents étaient tenus en haleine par les prou-

esses d'acrobates qui en ont fait voir de toutes les couleurs dans ce centre commercial où les commerçants devaient être aux anges tellement il y avait foule.

Au spectacle de 13 h, une acrobate prénommée Caroline a créé tout un suspense chez les spectateurs quand elle n'a pu rejoindre la barre du trapèze dans ce qui fut la dernière de ses prouesses qui, déjà avant qu'elle ne manque son coup, faisaient frémir les gens. Heureusement qu'elle était attachée car il n'y avait pas de filet. Toute professionnelle, elle s'est laissée glisser le long d'un câble jusque sur le plancher des vaches comme si de rien n'était.

Ces spectacles, conçus par les créateurs du Théâtre de l'Aubergine, sont gratuits et sont présentés aujourd'hui encore à 11 h et 13 h dans la cour centrale du centre commercial.

En ce qui concerne la course aux oeufs de Pâques dans le secteur du Vieux-Port et de la place Royale, ce n'est qu'un des nombreux événements organisés par la Corporation des célébrations du printemps pour souligner le début de la saison touristique et la fin de semaine de Pâques.

Mme Gaudreault, de la galerie d'art La boutique céleste, s'est déclarée très satisfaite de l'événement qui, croit-elle, lui a attiré une clientèle plus nombreuse que d'habitude. À la gale-

rie Le Sceau du Roy, les chasseurs n'ont pas manqué mais on a regretté qu'ils ne soient pas hauts de taille ni élevés en âge...

LA CHASSE SE POURSUIT JUSQU'À LUNDI

À noter, ce soir, le défilé aux flambeaux, avec départ à 22 h 30 sur le parvis de la basilique-cathédrale Notre-Dame de Québec et la soirée des légendes, à 23 h, aux jardins de l'hôtel de

ville. On y vivra la Légende de Tудal ou «l'arrivée du printemps au pays des alentours», un conte à sept temps dans lequel le valeureux Tудal délivrera Printemps que l'hiver retient prisonnier. C'est un conte de Mme Françoise-Laure Burlet, une création exclusive pour les fêtes du printemps.

Demain et lundi il y aura aussi une foule d'activités dans le Vieux-Québec, le Vieux-Port, le Petit-Champlain et la place Royale.



Des acrobates de toutes sortes ont fait les plaisirs des enfants hier aux Galeries de la Capitale.

Anglais langue seconde
Programmes d'immersion - Été 1995
Pour garçons et filles de 14 à 17 ans et pour adultes de tout âge...

Programme pour jeunes Sessions de trois semaines Du 25 juin au 15 juillet Du 16 juillet au 5 août	Programme pour adultes Sessions de six jours 2-7 juillet, 9-14 juillet, 16-21 juillet.
---	---

Champlain Regional College
Lennoxville (QC) J1M 2A1
Tél.: (819) 564-3684
Sans frais: 1 (800) 561-8321
Télécopieur: (819) 564-5171

Clinique d'ophtalmologie
Dr J.R. Clément m.d.
C.S.P.Q., F.R.C.S. (C), F.A.C.S.
ophtalmologiste

Traitement de la myopie et de l'astigmatisme au **LASER**

VERRES DE CONTACT

PLACE DE LA CITÉ
2600, boul. Laurier, Sainte-Foy, bureau 155
(418) 654-1488

Si j'avais été mieux chaussé la dernière fois, je l'aurais gagnée ma course... j'aurais dû aller chez **SPORTS EXPERTS au PEPS!** affilié à la clinique Arco. 872-2944

Les vendredi et samedi 21 et 22 avril, visitez le **1er SALON DE LA CHAUSSURE SPORTIVE DE QUÉBEC** au P.E.P.S. de l'Université Laval (hall d'entrée de l'Arena)

Vous pourrez y admirer toutes les nouveautés en matière de chaussures sportives. Également sur place: quantité d'articles et de services connexes.

Heures d'ouverture: vendredi 21: 17h à 21h samedi 22: 10h à 17h

Entrée gratuite. Bienvenue à tous!

L'événement est organisé par sports experts PEPS.

sports experts UNIVERSITÉ LAVAL

entrée principale: 555-9914

LES ÉMOTIONS ET LE CORPS

LA PSYCHO-KINESIOLOGIE PAR LE Dr RÉAL CHOINIÈRE

Chiropraticien
Kinésiothérapeute
Psycho-thérapeute

«Après plusieurs années de pratique, de recherche et de réflexion, il m'a semblé évident que toutes les maladies (migraines, maux de dos, arthrite, peur, angoisse, etc.) sont d'origine émotionnelles.

Lors de ma conférence, je ferai une démonstration pratique à savoir comment trouver l'émotion, en prendre soin et ainsi retrouver une santé permanente.»

CONFÉRENCES 19h30, COÛT: 20 \$

19 avril St-Georges Hôtel Benedict Arnold 18255, boul. Lacroix Info: (418) 387-7913 (418) 464-4294	26 avril Québec Hôtel Le Cottage 3135, chemin St-Louis Info: (418) 829-0947
---	---

ATELIERS 2 jours / 285 \$

22-23 avril St-Georges Hôtel Benedict Arnold	29-30 avril Québec Hôtel Le Cottage
--	---

ROBERT BOISSINOT ET ASS.
CONSEIL EN HÉBERGEMENT

Centre médical Berger

Service professionnel dans le but de vous éviter des démarches inutiles dans la recherche d'une résidence pour personnes âgées.

Choix de résidences correspondant le mieux à vos besoins et critères spécifiques.

657-7639

Service gratuit
Honoraires défrayés par le réseau des résidences

Robert Boissinot
Diplômé en gérontologie et Service Social de l'Université Laval

MAXI golf

Le livre officiel de l'Association des propriétaires de Terrains de Golf du Québec

Édition 1995

20% à 50% de rabais

Des milliers de golfeurs ont réalisé des économies grâce aux rabais offerts par MAXI golf dans plus de 150 clubs de golf du Québec. Procurez-vous le vôtre dès aujourd'hui!

À GAGNER

- Voyage sur la Côte d'Azur
- Sac de golf KING cobra
- Chemises de golf KING cobra

1 (418) 825-3220

☐ VISA ☐ MasterCard ☐ Chèque ci-joint

No de carte _____ Date d'expiration: _____

Veuillez me faire parvenir _____ (copie(s) du livre MAXI golf 1995 (quantité) _____

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____ Prov: _____ Code post: _____

Tel: () _____ Signature: _____

Fax: () _____

30\$ ch.
TPS et TVQ incluses
Renseignez-vous
Prix spécial de groupe

Renvoiez et retournez ce bulletin à: MAXI GOLF inc.
C.P. 311, Sainte-Brigitte-de-Laval, Québec, G0A 3K0
ou au télécopieur au (418) 661-1820
Pour les commandes téléphoniques composez le 1-418-825-3220

POUR LES ATHLÈTES MUSCLÉS DES PIEDS À LA TÊTE

Vous pratiquez un sport différent à tous les jours. Un vrai sportif. Vous portez un multisports des mieux ajustés et des plus performants sur le marché. Pas bête le sportif...

new balance AB
Une approche plus intelligente à la fabrication de chaussures.

PROTHÈSES • ORTHÈSES SAVARD
SERVICES-CONSEILS

MODELE	LARGEUR	2A	B	D	2E	4E
M 998	COURSE					
CXT 775	TENNIS					
MK 706	MARCHE					
MK 907	DE VILLE					
W 496	COURSE					
W 740	MARCHE					
W 750	MULTISPORT					

☐ En magasin ☐ Disponible avec plaisir sur commande rapide

Certains modèles d'hommes jusqu'à 16, femmes 13.

2575, boul. Hamel Ouest, Québec (Québec)
G1P 2H9 (418) 681-6381 ou 1-800-463-6436

LIMOILLOU



Des ambulanciers transportent le corps du désespéré après une heure de lourd suspense.

Il se tue après avoir tenu les policiers en haleine

■ QUÉBEC — Un homme dans la quarantaine est mort après avoir tourné contre lui-même une arme de calibre .12, hier après-midi, dans le quartier Limoilou. Durant plus d'une heure, il a tenu en haleine la vingtaine de policiers accourus sur les lieux... On a d'abord cru qu'il y avait prise d'otage.

L'homme s'est barricadé dans son logement, au-dessus du marché Richelieu de la 3e Rue, angle 6e Avenue. « Sa

femme venait de le laisser. Il était dépressif », disaient les voisins, rassemblés autour des lieux du drame.

Comme c'était congé hier, les badauds étaient nombreux. Les mères expliquaient à leurs jeunes enfants combien l'homme devait être malheureux pour faire un tel geste... et cachaient leurs yeux pour qu'ils ne voient pas le corps dans la civière.

L'homme a été aussitôt transporté en ambulance dans un hôpital de Québec où les médecins ont constaté son décès. (LE SOLEIL)

SPÉCIAL D'OUVERTURE



VISION-DÉPÔT

1670, Jules-Verne, suite 117
Sainte-Foy (boul. Charest sortie Legendre)

Lunette complète

Lentilles simple vision ou doubles foyers* ST ou Rond

109\$*

Doubles foyers progressifs

à partir de

103\$

Obtenez un traitement antireflet pour 30\$ additionnels.

Lentilles cornéennes souples

(souples, sphériques, claires, port quotidien)

à partir de

69\$

(montures sélectionnées, lentilles plastiques traitement antirayure RX+2.00 D-2.00 cyl)

(si votre Rx diffère, un léger supplément peut s'appliquer)

* les lentilles doubles foyers sont sans traitement antirayure.

Offre valide jusqu'au 15 mai

Yves Ouellette, optométriste
Jean-Marc St-Hilaire, technicien
André Ayotte, opticien

Vous invitent à les consulter pour toute question relative à votre vision, lunettes ou lentilles cornéennes. Ils se feront un plaisir de vous accueillir.

Publireportage

Le chômage en informatique? Connais pas!

Le 24 avril, l'Institut d'informatique de Québec accueillera des étudiants pour une nouvelle session; mais, les places disponibles étant limitées, il faut faire vite pour s'inscrire.

Alors que plusieurs domaines professionnels sont affectés par la récession, le secteur de l'informatique demeure une des avenues les plus prometteuses pour ceux qui songent à faire un choix de carrière ou à réorienter cette dernière.

Grâce au développement de l'autoroute électronique, le secteur de l'information connaît un essor sans précédent et les employeurs sont plus que jamais à la recherche de spécialistes. Plusieurs entreprises qui effectuaient jusqu'à maintenant des coupures de personnel importantes, ont repris l'embauche et de bons candidats peuvent se voir offrir jusqu'à six ou sept postes en informatique.

Plus précisément, les employeurs recherchent des diplômés compétents, polyvalents, dynamiques et innovateurs. Choisir le meilleur institut, apte à développer ces aptitudes, devient donc un facteur déterminant pour une recherche d'emploi fructueuse. Cet institut existe et c'est la maison de formation en informatique la plus importante de la région de Québec, l'Institut d'informatique de Québec. Cette école offre depuis 31 ans un enseignement adapté aux besoins et aux exigences du marché, ce qui garantit à ses étudiants un contact direct avec le marché du travail.

Afin que chaque étudiant profite du meilleur encadrement, l'Institut d'informatique de Québec ne retient qu'un nombre limité de candidatures. C'est dire qu'il faut faire vite pour s'inscrire! De plus, avant leur inscription, les postulants encore incertains de leur choix peuvent avoir recours à un service d'orientation et d'évaluation mis à leur disposition par l'Institut. Et, ce qui en soulagera plusieurs, les étudiants de l'Institut d'informatique de Québec sont admissibles au régime de prêts et bourses, aux pro-

grammes de l'assurance-chômage ainsi qu'au programme d'aide financière Sprint.

Le programme de formation professionnelle collégiale offre les cours suivants: "La gestion financière informatisée", "programmeur-analyste" et "installation et gestion de réseaux". Ces cours sont d'une durée d'un an à temps plein. En plus des cours magistraux, les étudiants bénéficient d'exercices en laboratoire, de visites industrielles, de conférences et de stages en milieu de travail.

La formation à l'Institut d'informatique de Québec: la certitude de trouver un emploi à sa mesure... à l'abri du chômage!



À l'Institut d'informatique de Québec, le chômage... connais pas!



1275, chemin Sainte-Foy, bureau 385, Québec
Téléphone : 687-5801

THETFORD MINES

Autre règlement fortement contesté

PATRICK TURGEON
Collaboration spéciale

■ THETFORD MINES — Quelques semaines après avoir adopté le règlement controversé sur les images de pendaison à l'Halloween, les élus municipaux de Thetford Mines sont en voie d'adopter une nouvelle réglementation d'ordre esthétique concernant les antennes paraboliques. La motion déposée par le conseiller Harold Vachon a été contestée fermement par deux vendeurs d'antennes paraboliques...

En fait, la ville veut interdire l'installation d'antennes paraboliques sur la toiture des résidences de moins de deux étages. Toutefois, le conseil permettrait aux citoyens qui désirent posséder une telle antenne de l'installer sur un poteau de moins de six mètres, mais dans la cour arrière de leur résidence.

Cependant, deux opposants à l'adoption de ce règlement, Claude Bourassa et Serge Fortin, ont tenté d'expliquer au conseil les technicalités qui rendent plus difficile l'installation d'antennes paraboliques dans les endroits ciblés par la ville. Ils ont aussi tenté de démontrer à l'aide de photos que les antennes UHF et VHF installées sur les toitures des résidences ne sont pas plus esthétiques que les antennes paraboliques.

«L'installation d'une antenne parabolique au sol entraîne des coûts supplémentaires à l'acheteur car il doit creuser un trou à l'aide d'une rétrocaveuse et couler du ciment afin d'être plus sécuritaire. De plus, certains canaux exigent que l'antenne soit placée dans un axe précis qui ne peut être atteint du sol. Les antennes pourraient être installées sur la partie arrière du toit», explique Serge Fortin, tout en ajoutant qu'il n'était pas contre l'instauration d'un règlement visant la pleine sécurité des citoyens.

De plus, il a souligné à l'intention du conseil que s'il adoptait ce règlement, il irait à l'encontre d'une loi fédérale prévue à la charte des télécommunications, qui stipule qu'aucun règlement ne peut empêcher un citoyen d'installer une antenne dans une zone de transmission de canaux.

Après plusieurs minutes de discussions, le maire Henri Therrien, a décidé que le comité d'urbanisme, sous la présidence du conseiller Jean Paré, se pencherait de nouveau sur l'application du règlement et qu'il rencontrerait MM. Fortin et Bourassa au cours des prochaines semaines afin d'obtenir davantage d'informations sur les possibilités de l'antenne parabolique.

OUVERT
LUNDI de PÂQUES

Aucun
versement
avant

6
mois

1er
versement
en
octobre 95

aucun
comptant



Cronos DX 626 1995 5 vitesses

55 versements de

354\$

par MOIS

mazda
Je me sens bien.



PRÊT RACHAT ROYALE
TAUX D'INTÉRÊT 10.9% 120 000 km/60 MOIS. Sous réserve de l'approbation du service de crédit. Frais de gestion inclus. Rabais Mazda inclus. Transport et préparation inclus. Taxes en sus. POUR UN TEMPS LIMITÉ. Le montant financier 19 691 \$ Réserve 6075 \$ Coût de financement 7304 \$ 76 du km excédentaire.



Lachance
mazda (Lévis)

837-8897

5095, Louis-H. Lafontaine, Lévis
(autoroute 20, sortie 325 Nord, 1re lumière à gauche)

AMIANTOSE

30 000\$ pour les héritiers d'un mineur

PATRICK TURGEON
Collaboration spéciale

■ THETFORD MINES — La succession de Delphis Byrns, un mineur de Thetford Mines, décédé le 16 avril 1992, touchera près de 30 000\$ en indemnité pour dommages corporels, indemnité à laquelle aurait eu droit le travailleur n'eût été de son décès relié à l'amiantose.

C'est la décision qu'a rendue la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles (CALP), confirmant ainsi la décision du 3 août 1993 du Bureau de révision. La CALP rejette ainsi l'appel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) publié le 20 août 1993. La CSST devra ainsi verser à la succession les indemnités pour dommages corporels auquel elle a droit car l'atteinte permanente sur le travailleur a été reconnue du vivant du travailleur.

Les faits: le 23 septembre 1991, M. Byrns décide de produire une réclamation pour la reconnaissance de sa maladie professionnelle d'amiantose conséquence de son travail pendant plusieurs années dans les mines d'amiante de la région de Thetford Mines. Une fois son dossier médical complété par la CSST, il est convoqué le 6 avril 1992 devant le Comité des maladies professionnelles pulmonaires.

Quelques semaines plus tard, le Comité des présidences, formé de trois autres pneumologues, fixe l'atteinte permanente à 110% et la CSST ne rend toujours pas sa décision. Toutefois, le 2 juin 1992, l'agent apprend lors d'une entrevue téléphonique que M. Byrns est décédé depuis le 16 avril. La succession produit alors le 25 juin 1992 une réclamation de décès reliée à la maladie professionnelle et dès le 24 septembre, la CSST en conclut que le décès de M. Byrns est relié à l'amiantose. La Commission accepte alors de payer les indemnités de décès mais refuse de remettre le montant forfaitaire auquel avait droit le travailleur dès le 14 mai 1992.

Face à cette situation, la succession du mineur décide de faire appliquer ses droits et se rend au Bureau de révision. Une décision est alors rendue le 3 août en faveur du mineur thetfordois, et sera portée en appel par la CSST deux semaines plus tard.

Le conseiller syndical à la CSN de Thetford Mines, Pierre Létourneau, estime que la CSST appliquait la loi en considérant que la succession n'avait pas le droit à l'indemnisation pour dommages corporels si le travailleur décédait de sa maladie avant d'avoir reçu les sommes dues. « Cette directive allait à l'encontre des principes du droit civil voulant qu'un droit personnel soit transmissible aux ayants droit en cas de décès », conclut-il.

UNIVERSITÉ EN CHAUDIÈRE-APPALACHES

Partie de bras de fer entre la région et Jean Garon

ANDRÉ POUILLIN
Collaboration spéciale

■ LAC-ETCHEMIN — La Corporation des services universitaires en Chaudière-Appalaches et la Fondation du même nom ont entrepris avec Jean Garon une partie de bras de fer qui a pour enjeu l'organisation des services universitaires autonome en Chaudière-Appalaches au début du troisième millénaire.

Le fer de lance des deux adversaires: les fondations créées par l'une et l'autre parties pour appuyer financièrement ses prétentions et prémisses à toute démarche sérieuse de constitution d'une université. Lévis vient de mettre la sienne sur pied à la suggestion même de son député et ministre de l'Éducation, Jean Garon.

Pour sa part, la Fondation de la Corporation des services universitaires Chaudière-Appalaches existe, depuis 1992, à l'initiative de cet organisme qui a obtenu lors du sommet socio-économique Chaudière-Appalaches de 1990, un consensus autour du projet de création d'une université régionale en Chaudière-Appalaches.

CONSENSUS

Le consensus dont faisait partie le député de l'opposition de l'époque, Jean Garon, prévoit que la future université régionale décentralisée aura son siège social et son implantation principale à Lévis, un sous-centre à Saint-Georges de même que des points de services à Montmagny, Sainte-Marie et Thetford Mines.

Le consensus ne ralliant plus de toute évidence le ministre Garon, la Corporation des services universitaires en Chaudière-Appalaches a donc décidé de donner du poids à sa fondation en entreprenant une tournée des MRC de Chaudière-Appalaches dans le but d'obtenir leur appui moral et financier au projet de création d'une université régionale décentralisée en Chaudière-Appalaches.

PREMIÈRES ADHÉSIONS

Trois MRC ont déjà répondu à l'appel, Beauce-Sartigan, le mois dernier. Les Etchemins et Robert-Cliche, cette semaine. Une quatrième, Montmagny a reçu l'invitation avec sympathie en début de semaine. La démarche vise à élargir le membership de la Corporation de même qu'à soutenir financièrement les activités

d'enseignement et de recherche universitaires en Chaudière-Appalaches.

La Corporation et la Fondation souhaitent que le plus grand nombre possible de MRC, municipalités, commissions scolaires, cégeps, commissariat industriels, représentants des milieux d'affaires et autres agents économiques de Chaudière-Appalaches joignent les rangs de la Corporation des services universitaires en Chaudière-Appalaches ainsi que la Fondation du même nom en souscrivant une cotisation de membres.

DES CONTRIBUTIONS MODESTES

De plus, on souhaite que les municipalités souscrivent financièrement à ce projet de création d'une université régionale en s'engageant à verser sur trois ans des contributions financières décroissantes équivalentes à 0009\$ (9 millièmes de cent) du 100\$ d'évaluation imposable la première année, à 0007\$ la deuxième année et 0005\$ la troisième et ce, en excluant la valeur imposable des immeubles industriels et commerciaux, ce qui représente un premier déboursé annuel de moins de 5000\$ par année pour une MRC comme Les Etchemins, dont le rôle d'évaluation s'établit à un demi-milliard de dollars.

ISOLEMENT POSSIBLE

Les premières rencontres sont donc très positives. À ce rythme, Lévis pourrait bien se retrouver isolée comme métropole régionale comme l'est la ville de Montréal qui a ignoré trop longtemps sa région.

Ce risque, M. Roger Carette, maire de Saint-Georges et représentant de la Corporation des services universitaires de Chaudière-Appalaches, le soulignait devant les maires des Etchemins, mercredi, comme pendant de la présence d'un leader trop fort, comme Jean Drapeau l'a été pour Montréal...

Procession du Vendredi saint



LE SOLEIL, GILLES LAFOND

La tradition de la procession du Vendredi saint est toujours vivante dans les différentes paroisses et les gens de la basse-ville l'ont clairement démontré hier en participant nombreux à un chemin de la croix qui les a menés dans les huit églises de ce quartier. La marche de réflexion a débuté à 9 h 30 à l'église Notre-Dame pour se terminer à 15 h à l'église Saint-Roch.

CAROL LAMBERT

Monture
Marco Polo # 3327
Lentilles organiques
Nikon

Conseillère, Levesque Beaubien Geoffrion

porte toujours des lunettes de Jacques Langlois

Rabais de 50% sur toutes nos montures à l'achat d'une lunette complète. Jacques Langlois vous offre le plus beau choix de montures signées par les grands couturiers. Profitez de plus, et ce gratuitement, du système de vérification haute précision LANGTECH, exclusif à Jacques Langlois opticien. (Dépliant explicatif disponible en magasin)

JACQUES
Langlois
OPTICIENLIMOULOU
455, 3^e Avenue
523-6690MAIL CENTRE-VILLE
460, St-Joseph est
529-9351SAINTE-FOY
1113, rte de l'Église
659-3616

Examen de la vue par optométriste

FABRICANT DEPUIS 1958
Estampes-Ray INC.1. TROIS GAMMES D'ÉTAMPES AU CHOIX...
SELON VOTRE BUDGET

1. Étampe préencrée Stamp-Ever réencrable au besoin
2. Étampe à encrage automatique Trodat Printy
3. Étampe traditionnelle en bois

Aussi: Gravure sur plastique et métal, épinglettes, impression de balles de golf, sceaux de corporation, d'attribution, d'anniversaire, cartes d'affaires.

667-1626

2. trodat printy 1985, av. Maufils, G1J 4J7 Québec Fax: 667-5101 et 800-363-5101

UN SPAGHETTI
GRATUITPrésentez ce coupon.
Il vous donne droit à un spaghetti gratuit
lorsque vous en achetez un de même
valeur au prix courant.Pour dégustation sur place seulement.
Valable en tout temps
Un coupon pour 2 personnes.
Valable jusqu'au 22 mai 1995.CHARLESBOURG 627-0161
SAINTE-FOY 659-5628ACADÉMIE
RENÉ-
ALEXANDRE
30 années d'expérienceÉCOLE D'ESTHÉTIQUE
ET D'ÉLECTROLYSEUn enseignement des plus professionnels,
à la fine pointe des technologies
nouvelles.

ESTHÉTIQUE

JOUR: 18 avril 1995
11 sept. 1995
SOIR: 11 sept. 1995

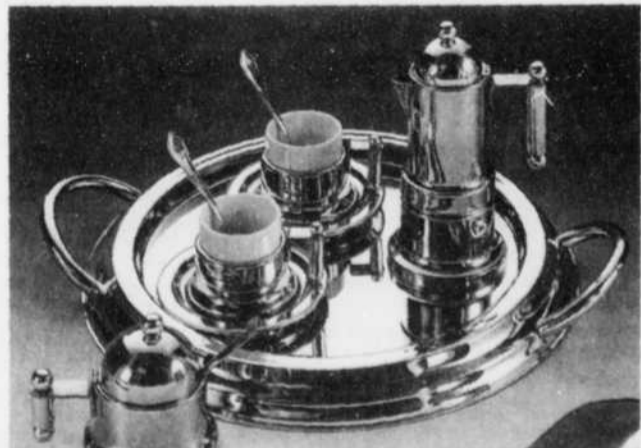
ÉLECTROLYSE

JOUR: 18 avril 1995
5 juin 1995
SOIR: 18 avril 1995
11 sept 1995Diplôme de l'Académie
scientifique de beauté -
Paris (1993) Diplôme
de l'Académie René-
Alexandre - Québec

339, St-Joseph Est (418) 522-0134

BOSS
HUGO BOSSMAISON
GUY POIRIER

1200, avenue Germain-des-Prés, Sainte-Foy 658-8814

VOTRE LISTE DE CADEAUX
chez RENAUD:La Maison Renaud
vous propose un
vaste choix de pièces de
service en acier inoxydable
18/10 et de placage
doré 24 carats.Spécialisé dans les
listes de cadeaux,
RENAUD CIE vous offre,
depuis 150 ans, le plus
beau choix de vaisselle,
verrerie, coutellerie et
cadeaux à Québec.

Renaud & cie

«L'expérience à votre service»

82, rue Saint-Paul
Québec
692-0122Heures d'ouverture: du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h, le samedi, de
9 h 30 à 16 h 30 (section domestique seulement)

RÉGION DE L'AMIANTE

Le centre hospitalier a vaincu son déficit

IAN BUSSIÈRES
Collaboration spéciale

■ THETFORD MINES — Le déficit accumulé de 1 145 000 \$ du Centre hospitalier de la région de l'Amiante (CHRA) est maintenant chose du passé! C'est ce qu'a été en mesure de déclarer cette semaine, le directeur des ressources humaines et financières de l'hôpital, Gilles Rémillard, même s'il ne dispose pas encore des données finales de l'exercice financier qui prenait fin le 31 mars.

M. Rémillard a déclaré que les chiffres qu'il avait en sa possession lui permettaient d'annoncer que l'on avait atteint l'objectif fixé au mois de janvier

par le conseil d'administration de l'hôpital, soit d'effacer complètement ce déficit, que le CHRA traînait depuis de nombreuses années, afin de pouvoir

mieux faire face aux coupes qui s'annoncent dans le réseau de la santé et des services sociaux.

L'hôpital thetfordois devra en effet subir des coupes de l'ordre de 2,3 millions \$ en 1995-96, soit presque le double de la somme qu'il a dû récupérer au cours de l'exercice financier qui vient de prendre fin. Cela représente presque 5% du budget annuel du CHRA, qui est de 38 millions \$. « De telles coupures, c'est du jamais vu à Thetford Mines! » a déclaré M. Rémillard.

Face aux coupes gouvernementales, le CHRA partirait tout de même avec

une longueur d'avance sur les autres hôpitaux de la province puisqu'il a déjà entamé le « virage ambulatoire » prôné par le ministre de la Santé et des Services sociaux, Jean Rochon. Un centre intégré de ressources alternatives (CIRA) ouvrira en effet ses portes au CHRA à la mi-mai, ce qui permettra d'accroître le nombre de chirurgies d'un jour et de réduire les coûts d'hospitalisation.

Nouvelles coupes de 2,3 millions \$ à prévoir

Le conseil d'administration de l'hôpital déposera aussi lors de son assemblée du 19 avril un plan d'équilibre budgétaire pour 1995-96, qui comprendra entre autres des mesures afin d'améliorer la productivité de la cuisine de l'établissement, étant donné que le CHRA se situe présentement au-dessus de la moyenne provinciale en ce qui a trait au coût par jour/repas.

Quant aux impacts éventuels de ce plan d'équilibre sur le personnel de l'hôpital, M. Rémillard a toutefois déclaré qu'il était trop tôt pour s'avancer à ce sujet. Le CHRA emploie présentement environ 800 travailleurs.



DOSSIER GENS D'AFFAIRES

Bell Mobilité présente son nouveau Forfait PME.

Pour 49,95 \$ par mois*, ce téléphone « Flip Motorola » vous appartient et vous obtenez une multitude de minutes gratuites :

- Appels locaux gratuits tous les week-ends, durée illimitée.
- Appels locaux gratuits en soirée les 6 premiers mois, durée illimitée.
- 30 minutes d'appels locaux gratuits par mois, en semaine.

Toute autre minute d'utilisation : seulement 50 ¢.

Pour plus d'information, composez le 1 800 361-0040 ou passez chez l'agent le plus près de chez vous.

Bell Mobilité

49,95\$ incluant ce téléphone.

*Contrat de 36 mois. Sous réserve d'approbation de crédit. Frais d'activation et frais annuels d'accès au réseau en sus. Taxes, frais d'interurbain et d'abonnés itinérants en sus. Disponible chez les agents participants jusqu'à épuisement des stocks. L'offre se termine le 21 mai 1995.

CENTRES CELLULAIRE PLUS

Chicoutimi
Cellulaire Chic enr.
Tél.: (418) 696-0506

Québec
Centre Cellulaire
Charest
Tél.: (418) 687-2121

Radio d'auto de
Québec inc.
Tél.: (418) 872-4040

Ste-Foy
La CelluBoutique
Tél.: (418) 650-1000

AGENTS AUTORISÉS

Beauport
Inter Cellulaire enr.
Tél.: (418) 660-9909

Charlesbourg
Télé-Dynamique inc.
Tél.: (418) 623-5404

Chicoutimi
Communication
Proplus
Tél.: (418) 690-9300

Lévis
Cell Pro
(Div. Centre Automod)
Tél.: (418) 838-2355

Québec
Ameublements
Tanguay inc.
Tél.: (418) 847-4411

Cellulaire Canada
Division de
C.B.C.I. Télécom inc.
Tél.: (418) 626-2773

La Clef de Sol inc.
Tél.: (418) 627-0840

Stéréauto
Tél.: (418) 527-5644

Rivière-du-Loup
La CelluBoutique
Tél.: (418) 868-8888

Robertsonville
Le Pro du C.B. inc.
Tél.: (418) 338-3440

Stéréo Plus participants



ON CHERCHE UN FOYER

Les adolescentes

Les adolescentes, une clientèle si souvent présentée et si peu convoitée que nous avons l'impression que la source s'est tarie et que plus personne ne s'intéresse à elles.

Mais nous sommes tenaces et nous n'abandonnerons pas aussi rapidement car, en cherchant bien, nous finirons certainement par trouver le chaînon qui nous conduira vers des personnes qui ne craignent pas d'embrasser les adolescentes. Bien sûr qu'elles contestent le monde des adultes avec ses normes et ses dikats, mais c'est précisément en confrontant

l'adulte et en se mesurant à celui-ci qu'elles parviendront progressivement à bâtir leur propre identité et qu'elles passeront de l'adolescence à l'âge adulte.

Toutefois, pour réussir ce périple, ces adolescentes ont besoin de côtoyer des personnes responsables et équilibrées qui les aideront à reprendre confiance en elles-mêmes.

Les situations auxquelles elles ont été confrontées dans leur milieu familial ont grandement endommagé les fondements de l'estime de soi et les ont ainsi rendues plus vulnérables.

C'est en cela qu'elles diffèrent des autres adolescentes du même âge.

Nous cherchons donc pour ces jeunes filles de 13 à 16 ans, des personnes dynamiques, déterminées et confiantes en leurs capacités personnelles et prêtes à partager ce potentiel avec l'une d'entre elles. Accueillir l'une de ces adolescentes exigera beaucoup de votre part.

L'Accueil Ressources Les Centres jeunesse de Québec Centre de protection de l'enfance et de la jeunesse 529-7351 poste 2647

EN BREF

SAINT-GEORGES Massothérapie

Le premier cours de massothérapie de niveau collégial donné au Québec sera complété en octobre, à Saint-Georges, par 12 élèves. Le programme, développé au cégep Beauce-Appalaches, a été réalisé en collaboration avec les collèges de Sainte-Foy et de Rosemont. Selon M. Alain Ainsley, le cours sera reconduit en fonction du taux de placement des élèves. Le nouveau cours a nécessité des investissements de 125 000 \$ que se sont partagés le cégep Beauce-Appalaches, la SQDM et Développement ressources humaines Canada. (L.D.)

Francis Quirion remporte un prix

Maître-photographe, M. Francis Quirion a remporté le premier prix de la catégorie « commerciale-digitale » lors du congrès annuel de l'Association grâce à une photographie réalisée pour promouvoir les bicyclettes de Procycle. M. Luc Lapiere de l'Usine Graphique de Saint-Martin a collaboré à la réalisation de cette photo, retouchée par ordinateur. (L.D.)

Quatrième démission

Département de psychiatrie du Centre hospitalier régional de Baie-Comeau

ANNIE ST-PIERRE
Collaboration spéciale

■ BAIE-COMEAU — Une quatrième démission vient s'ajouter à la longue liste des départs volontaires annoncés depuis deux semaines au sein des médecins affectés au département de psychiatrie du Centre hospitalier régional de Baie-Comeau.

Le Dr Alina Czarlinska, psychiatre itinérant, vient d'annoncer à la direction de l'hôpital qu'elle cesse de pratiquer à Baie-Comeau.

Il s'agit de la quatrième démission annoncée en deux semaines au Centre hospitalier régional de Baie-Comeau. Un litige entre les administrateurs de l'hôpital et les médecins est la cause de la démission en bloc du personnel. Quant au psychiatre itinérant, elle allège dans sa lettre de démission remise aux médias, qu'elle sent s'effondrer le département de psychiatrie et se voit obligée de renoncer à l'engagement qu'elle a pris.

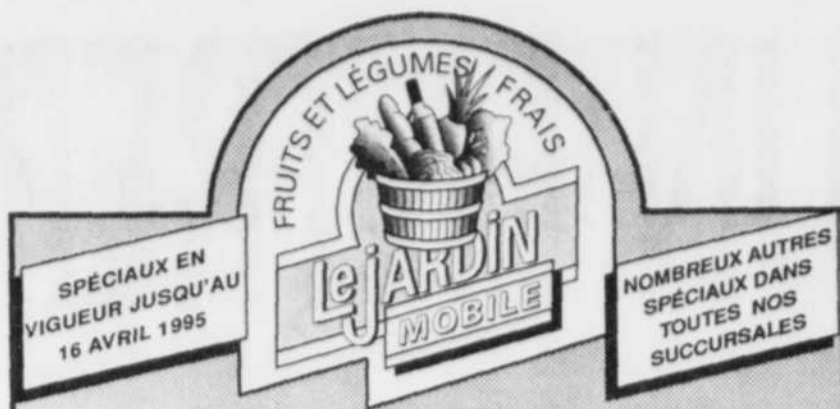
La directrice du département de psychiatrie, Mme Natalie Beauchemin, a fait savoir, la semaine dernière, qu'elle ne reçoit pas l'appui du conseil d'ad-

ministration pour maintenir une structure organisationnelle afin d'assurer les soins de santé mentale aux patients.

Des conflits internes entre les médecins et la direction seraient à l'origine des protestations du personnel médical, disait-elle. Le projet de réaménager le département de psychiatrie à l'intérieur du pavillon de l'hôpital ne fait pas l'affaire des médecins et des psychiatres.

La direction de l'hôpital n'a pas encore commenté le départ des médecins mais soutient qu'un nouveau psychiatre sera en poste à Baie-Comeau dès cet été.

Entre-temps, on envisage le transfert des patients en psychiatrie vers le centre Robert-Giffard, de Québec.



SPÉCIAUX EN VIGUEUR JUSQU'AU 16 AVRIL 1995

NOMBREUX AUTRES SPÉCIAUX DANS TOUTES NOS SUCCURSALES

BANANES
Produit importé

77c le kilo **35¢** la livre

CANTALOUPE
Produit des États-Unis, gr.23

95¢ chacun

CONCOMBRE ANGLAIS
Produit de serre, de l'Ontario, gr. moyen

95¢ chacun

BROCOLI
Produit de Californie

1.75\$ chacun

ANANAS
DELMONTE, produit importé, gr.10-12

1.95\$ chacun

CHAMPIGNONS
Blancs, frais, de l'Ontario

1.25\$ la chopine

FEVES VERTES
Produit des États-Unis, préemballées

1.25\$ la livre

ZUCCHINIS
Produit des États-Unis, préemballés

95¢ la livre

EPINARDS
Produit des États-Unis, sac de 10 onces (284gr)

95¢ sac 284 gr

LAITUE CHINOISE
Produit des États-Unis

95¢ la livre

AVOCAT HASS
Produit du Mexique, gr.18-20

55¢ chacun

ECHALOTES
Produit des États-Unis

2 pour 95¢

AUBERGINE
Produit des États-Unis

95¢ la livre

RADIS 1 LIVRE
Produit des États-Unis, sac de 1 livre (454gr)

95¢ sac 454 gr

SIROP D'ÉRABLE
PUR, produit du Québec, 540 ml

3.95\$ contenant de 540 ml

MOUSSE PROLIMER
180 g, aux crevettes ou au saumon

2.45\$ paquet de 180 g

11 SUCCURSALES LE JARDIN MOBILE

NEUFCHÂTEL 2065, boul. Bastien 842-3084	CHARLESBOURG 1047, boul. du Jardin 627-0344	STE-FOY 3440, de la Pêrade 657-7717	NEUFCHÂTEL 9210, boul. l'Ornière 842-0909
LÉVIS 51 route Kennedy 835-5526	BEAUPORT 344 Seigneuriale 661-7997	CHARLESBOURG 4145, 11ère Avenue 622-2291	CAP-ROUGE 1198 Jean Gauvin 872-7473
STE-FOY 2700 chemin Ste-Foy 651-2717	BÉRNIERES 585 Route 116 831-4611	ST-ROMUALD 835, 4ième Avenue 834-3232	NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS.

BIENVENUE CHEZ BILODEAU

M. Yves Barakatt, avantageusement connu dans le domaine de l'automobile de la grande région de Québec, est maintenant membre de l'équipe des ventes de Bilodeau Chevrolet Geo Oldsmobile, sous la direction de M. Guy Beaulieu. Yves profite de l'occasion pour vous inviter, clients, amis et connaissances, à venir le rencontrer pour discuter de vos besoins, présents et futurs, dans nos gammes de produits Chevrolet Geo Oldsmobile et camions Chevrolet.



9641, boul. Ste-Anne
Ste-Anne de Beaupré
827-3773

VENTE ET SERVICE
Jusqu'à 21h, lundi-ven.
Le samedi de 8h à 16h30

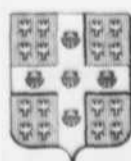


LE SECONDAIRE POUR GARÇONS ET FILLES DU PETIT SÉMINAIRE DE QUÉBEC

TREMPIN POUR L'AVENIR

Au Petit Séminaire, vous avez le choix!
Deux programmes sont offerts pour mieux satisfaire les besoins de chacun.
Un programme enrichi conduisant au diplôme d'études secondaires.
Un programme d'éducation internationale.
Quel que soit votre choix, vous trouverez un milieu stimulant et une vie parascolaire emballante.

EXAMEN D'ADMISSION
Pour septembre 1995
1re à 5e secondaire
Inscription par téléphone
jusqu'au 24 avril 1995
694-1020, poste 222
Mme Colette Breton



LE PETIT SÉMINAIRE
DE QUÉBEC

UN ENTREPÔT DE LA RÉNOVATION 100% QUÉBÉCOIS...

MAINTENANT OUVERT!

Ro-Na

L'entrepôt

Aux Galeries de la Capitale

12 PROPRIOS DE QUÉBEC

Ro-Na L'entrepôt, c'est un concept unique mis au point par et pour les Québécois. Et faisant partie de la grande famille Ro-Na Dismat, notre magasin profite du plus gros pouvoir d'achat en produit d'habitation au Québec!



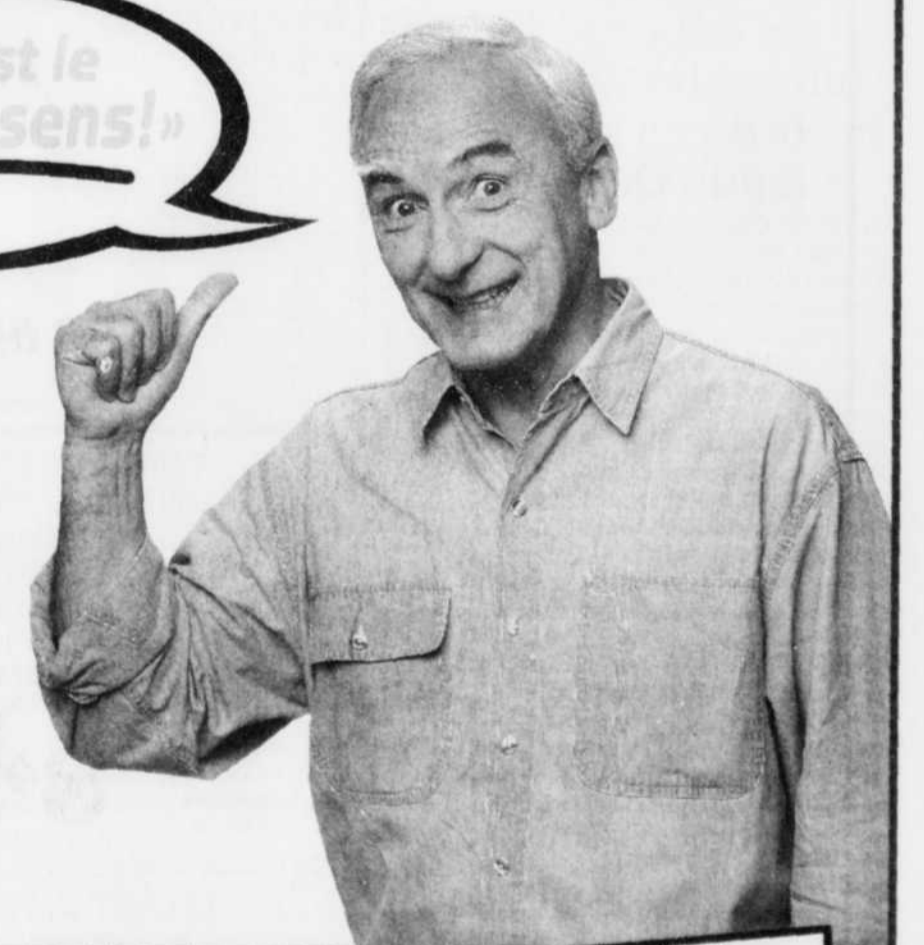
Vous n'avez pas reçu votre catalogue... Procurez-vous en une copie sans tarder au nouveau Ro-Na L'entrepôt des Galeries de la Capitale.

...LES BAS PRIX DE TOUS LES JOURS

Chez Ro-Na L'entrepôt, toute la marchandise est au plus bas prix de tous les jours. C'est garanti!

Et si vous trouvez un produit identique à plus bas prix ailleurs, preuve à l'appui, nous vous le vendrons à ce prix moins

"Ca, c'est le gros bon sens!"



10%

BALAI À FEUILLES et à gazon «Lynx», 22 dents, manche de 48" en bois dur. 0123239 CARANI 4²³	CHAISE «CALAIS» À 5 POSITIONS 01475054 19⁹⁹	COUPE-BORDURE ÉLECTRIQUE «TAP-N-GO» avec avance automatique du fil. Coupe sur 8". 0596013 WEDEATER 37⁹⁵	BARBECUE 35 000 BTU Surface de cuisson de 405 po.ca. Briquettes de céramique incluses. (Bonbonne en sus). 1666004 STERLING 129⁹⁹	TONDEUSE À ESSENCE 21" Moteur 4,5 hp Briggs & Stratton Quantum. Évacuation arrière. Ensemble de déchiquetage inclus. 07985029 NOMA 289⁹⁹
PARQUETERIE EN MERISIER VOGUE 12" X 12", pré-sablée et pré-vernée. Vendu en paquet de 10 pi.ca. 12315000 1⁶⁹	ÉPINETTE SÉCHÉE 2" X 3" X 8' 0971044 1⁶⁵	CONTREPLAQUE D'ÉPINETTE 5/16" X 4' X 8' catégorie sélect. 0938010 15⁹²	ESCABEAU EN ALUMINIUM 5' Tablette porte- outils et pieds antidérapants. Type III. Certifié ACNOR. 0270107 32⁵⁵	PORTE INTÉRIEURE 30" «COLONIST» 6 panneaux en relief. 66605007 PREMDOR 38⁹⁴
BORDURE DE PAPIER PEINT Rouleau de 15 pieds. Choix de modèles. 51965141@152/ 181@186 8⁹⁹	TAPIS D'INTÉRIEUR «DUNDEE» , 24 onces. Largeur de 12'. Fibre 100% nylon. Résiste aux taches. Choix de 9 couleurs. Garantie de 10 ans. 51375071@79 PACKER 8⁹⁹	TAPIS STYLE ORIENTAL 100% Terclon, qualité supérieure apparence de laine. Environ 5,5' x 8'. 51925011 171⁶²	LATEX D'INTÉRIEUR «PREMIUM» Fini coquille d'oeuf, blanc, 3,78 L. 52375297 19⁹⁵	LATEX D'INTÉRIEUR Fini semi-lustre, blanc, 18,93 L. 2013454 44⁹⁹
POMPE PUISARD À COLONNE Moteur 1/3 hp. Base en polypropylène interrupteur sur moteur. 06685000 DORA-FLO 52^{\$}	ROBINET D'ÉVIER 8" MONOCOMMANDÉ Cartouche de céramique. Chrome. 1236124 BELANGER 86⁶⁵	ÉVIER DOUBLE En acier inoxydable, 3 ou 4 trous. 20 1/2" x 27 1/4". Grande cuve 16" x 14", petite cuve 16" x 10". 12970039 KINDRED 171^{\$}	TOILETTE BLANCHE «NEW CARLTON» EN PORCELAINÉ VITREUSE Réservoir isolé. Chasse d'eau économique de 2,9 gallons. (Siège de toilette en sus). 1325046047 153⁷⁷	«ÉCONO» Inklus 1 contrôle. 1 ens. de ressorts / crochets / vis / 4' de chaîne et 1 manuel d'installation. 0909051 VENMAR 335^{\$}

Ro-Na

L'entrepôt

HEURES D'OUVERTURE

Lundi au
Vendredi : 8h à 21h
Samedi : 8h à 17h
Dimanche : 9h à 17h



Nous nous réservons le droit de limiter les quantités vendues aussi bien aux entrepreneurs qu'au grand public. Même si nous prenons tous les moyens pour éviter des erreurs, nous ne sommes pas à l'abri d'une erreur humaine ou mécanique. En cas d'erreur, nous ferons tout en notre pouvoir pour satisfaire le client ou la cliente lésée. La garantie de prix RO-NA L'ENTREPÔT ne s'applique pas aux commandes spéciales, soldes de liquidation, de fin de saison et de faillite de nos concurrents (voir détails en magasin). La TPS et la TVQ ne sont pas comprises dans nos prix. Le marché fluctuant constamment, nos prix sont susceptibles de changer après le 30 avril 95. Si vous n'êtes pas satisfait d'un produit que vous avez acheté chez Ro-Na L'entrepôt, rappelez-le avec votre reçu et nous vous rembourserons sur-le-champ. Si le produit a été utilisé, il ne doit pas l'avoir été de façon abusive.

LE QUÉBEC LE CANADA

La famille recomposée stresse les hommes

LISE LACHANCE
Le Soleil

■ QUÉBEC — Les pères de famille recomposée souffrent d'une détresse psychologique plus grande que les pères de famille biparentale intacte, c'est-à-dire ceux qui vivent avec leur femme et leurs propres enfants.

Voilà une des conclusions majeures qui se dégagent d'une vaste enquête menée auprès de l'ensemble des ménages des régions sociosanitaires du Québec.

La collecte d'information, dont le ministère de la Santé et des Services sociaux a été le maître d'œuvre, a été réalisée grâce à la collaboration d'une centaine de chercheurs provenant du réseau de la santé et des services sociaux, des universités québécoises et de quelques ministères. Elle s'est échelonnée de novembre 1992 à novembre 1993 afin de tenir compte du caractère saisonnier des problèmes de santé et des comportements. Trente-cinq mille Québécois et Québécoises ont été approchés, pour un taux de réponses de 89 % aux 350 questions posées sur 20 sujets.

LE RÔLE DE BEAU-PÈRE

Comment expliquer le haut niveau de détresse psychologique dont souffrent 33 % des pères de famille recomposée comparativement à 21 % des hommes dont la famille est intacte et à 25 % des chefs de famille monoparentale? Les chercheurs avancent cette hypothèse: c'est peut-être parce qu'ils assument plus souvent, au sein des familles recomposées, le rôle de beau-père pour lequel peu de normes existent, ce qui entraîne des problèmes d'ajustement, donc un stress.

En fait, non seulement les hommes vivant en famille recomposée sont-ils plus nombreux à ressentir une grande détresse psychologique, mais encore ils se montrent plus souvent insatisfaits de leurs relations avec leurs en-

fants que les autres pères.

Quant aux femmes, le rapport confirme la situation difficile des mères de famille monoparentale. Même si les femmes enrégistent toujours, pour chaque type de famille considéré, un niveau de détresse psychologique plus élevé que les hommes, ce sont les femmes chefs

de famille monoparentale qui se situent au premier rang pour le stress.

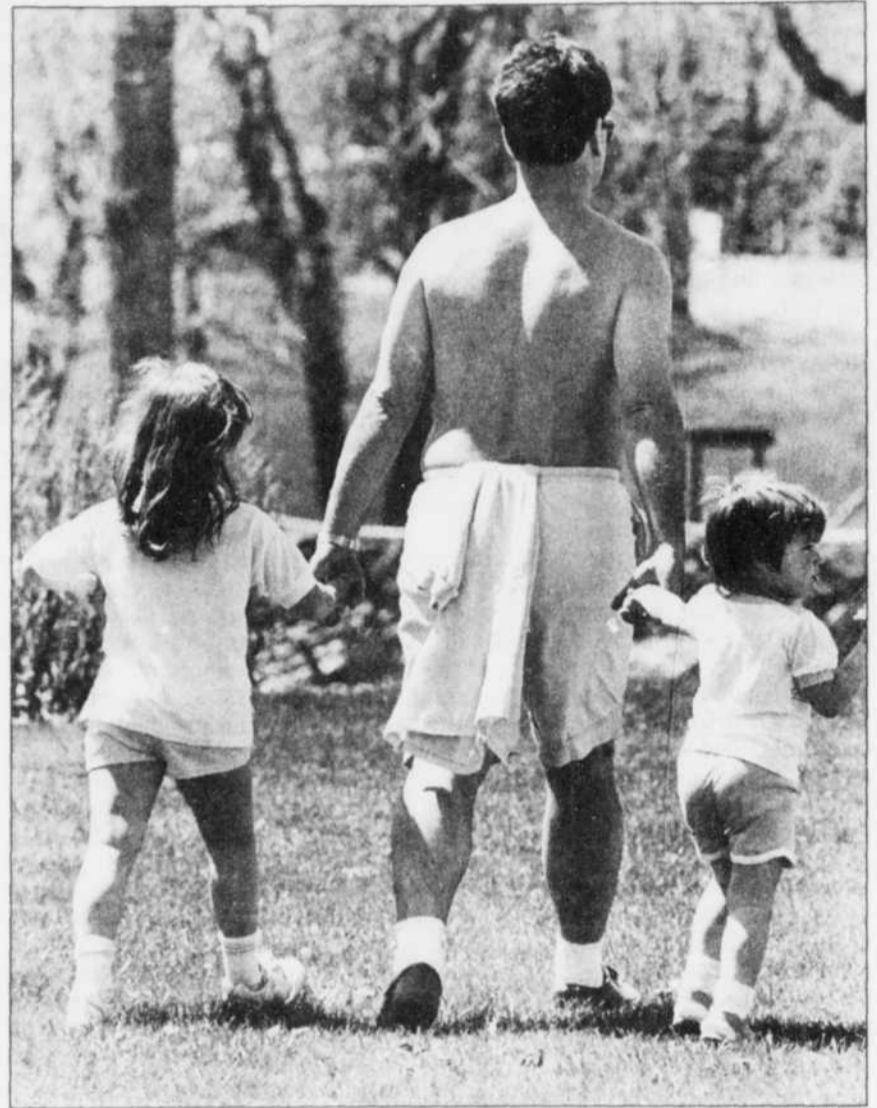
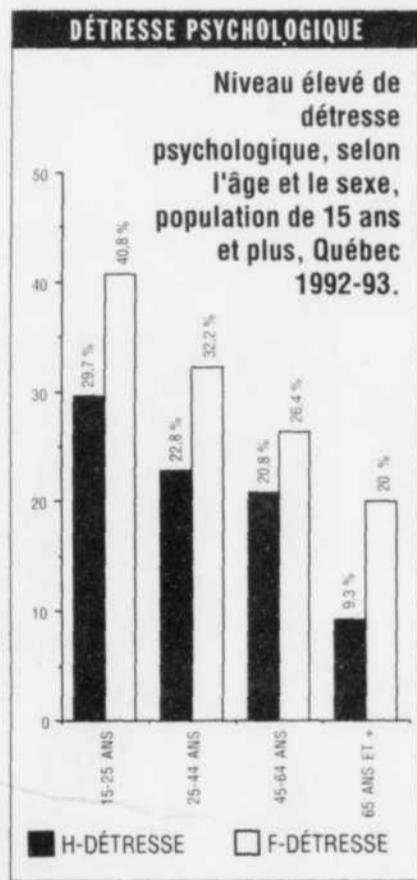
Ce titre peu enviable leur colle à la peau pour plusieurs raisons. L'étude affirme que ces femmes connaissent la pauvreté dans plus d'un cas sur deux, combinent un taux d'emploi et un niveau de rémunération plus faibles que les autres, éprouvent des conditions de vie particulièrement difficiles.

Ces données recourent des aspects que la recherche a mis au jour. Par exemple: les personnes qui se perçoivent comme pauvres ou très pauvres par rapport aux gens de leur âge sont plus nombreuses à se considérer en mauvaise santé que les bien nantis et connaissent un fort indice de détresse psychologique. Précisons qu'un Québécois de 15 ans et plus sur quatre s'estime pauvre ou très pauvre.

Dans la même veine, l'étude s'est penchée sur le patrimoine des ménages. Elle a découvert que près de la moitié des citoyens habitent dans un foyer où au moins une personne est propriétaire et a des revenus de placement comme des obligations d'épargne ou un REER (niveau de patrimoine supérieur); que le tiers des gens vivent dans un ménage ayant soit une propriété, soit des placements (patrimoine moyen); qu'environ une personne sur six (18 %) se trouve dans un ménage où les membres sont locataires et ne possèdent aucun placement (patrimoine inférieur).

Les chercheurs ont pu établir cette corrélation: la proportion de personnes qui s'estiment en moyenne ou mauvaise santé augmente graduellement avec la diminution du patrimoine familial, passant de 8 % parmi celles qui jouissent d'un patrimoine supérieur, à 17 % chez celles qui sont issues de ménages sans propriété ni placement. Le niveau de stress est inversement proportionnel, lui aussi, à la sécurité financière.

Le chômage entraîne exactement la même dynamique, conclut l'étude.



Les chefs de familles monoparentales souffrent moins de détresse psychologique que les pères faisant partie de familles recomposées.

Trois enfants sur quatre vivent avec leurs deux parents

QUÉBEC — Malgré l'éclatement des couples, trois enfants sur quatre vivent encore dans une famille biparentale intacte, au Québec.

C'est ce que révèle l'imposante enquête de Santé Québec effectuée auprès de 35 000 personnes.

Dans *Un profil des familles québécoises*, une plaquette de 80 pages qui accompagne celle des faits saillants de l'étude et que LE SOLEIL a obtenue cette semaine (le rapport final sortira en juin), les chercheurs affirment que le pourcentage d'enfants mineurs faisant partie de familles monoparentales atteint désormais 15,5 % et qu'il frôle 9 % dans les familles recomposées. Ainsi donc, en dépit de l'instabilité conjugale croissante qui secoue la société québécoise depuis 20 ans, les trois quarts des enfants vivent avec leurs deux parents.

Selon le document, les familles biparentales intactes sont celles qui jouissent des revenus les plus élevés, même si elles rassemblent la plus forte proportion de femmes occupées à tenir maison. Les conjoints de ce groupe sont en très grande majorité unis par le mariage.

Il n'en va pas de même des familles recomposées qui, elles, privilégient l'union libre dans plus de trois cas sur quatre. Les femmes appartenant à ces dernières familles sont plus jeunes. Neuf sur dix étaient âgées entre 25 et 44 ans au moment de l'enquête. Elles étaient également plus nombreuses à avoir occupé un emploi au cours des 12 derniers mois.

La situation financière la plus dramatique est le lot des femmes chefs de famille monoparentale, incluant les hommes chefs de famille monoparentale. Ces mères, dont une fraction est très jeune, connaissent la pauvreté dans plus d'un cas sur deux.

ÉTUDIER LES CHANGEMENTS

Dans son document sur la famille, Santé Québec souligne la nécessité de mener une nouvelle étude qui, elle, porterait sur un large échantillon représentatif de familles québécoises recomposées. Il importe, à son avis, d'examiner plus en détail non seulement les difficultés auxquelles sont confrontés les gens appartenant à ce type de famille, mais encore les stra-

tégies et les moyens qu'ils développent pour y faire face.

Les chercheurs estiment que, pour mieux connaître les liens entre santé et famille, il faut cesser de considérer les situations familiales comme des catégories statiques homogènes dont les individus acquièrent les caractéristiques dès l'entrée. Au contraire, opinent-ils, tout changement familial — comme le passage d'une famille monoparentale à une famille recomposée — renvoie à un processus s'étalant dans le temps, marqué par des étapes de conflits et d'apaisement susceptibles de déboucher, dans certains contextes, sur une phase de stabilisation du système familial.

Il devient donc urgent, croient-ils, d'entreprendre des études longitudinales afin de suivre les Québécois à travers les différents parcours familiaux qu'ils empruntent. La collecte et l'analyse de telles données s'avèrent essentielles pour orienter de façon adéquate la politique de soutien aux familles québécoises. L.L.

Une cote à faire rougir Paul Martin

Un groupe d'experts internationaux a accordé un AAA+ à Santé Québec

QUÉBEC — Le groupe Santé Québec pourrait faire des jaloux. Un comité d'experts internationaux lui a décerné dernièrement la cote AAA+.

« Ils ont été impressionnés aussi bien par la quantité que par la qualité des recherches effectuées par le groupe », a déclaré au SOLEIL M. Simon Caron, sous-ministre adjoint au ministère de la Santé et des Services sociaux.

Présidé par le Dr Fernand Turcotte, épidémiologiste à l'université Laval, le comité se composait de deux spécialistes en enquêtes épidémiologiques de France, un de l'Angleterre et un des États-Unis (université Johns Hopkins). À eux se sont greffés deux experts de Statistique Canada.

Dans son rapport remis début décembre, l'aréopage scientifique s'est fait très louangeur des méthodes du groupe Santé Québec et a formulé des recommandations. « Le jugement de ces experts a été éminemment utile pour nous rassurer sur notre travail et nous aider à garder le bon cap », souligne M. Caron.

Santé Québec a été mis sur pied il y a une dizaine d'années pour mener la première enquête d'envergure sur la santé des Québécois. Prenant comme point de référence la recherche pan-canadienne effectuée par Ottawa, cette enquête entendait suivre les tendances et l'évolution des données. Elle a débouché sur un vaste panorama de l'état de santé de la population québécoise et a joué un rôle clef dans la détermination de la politique de santé et de bien-être au Québec. Elle fournit au gouvernement les outils nécessaires pour orienter sa politique dans ce domaine.



Le sous-ministre adjoint de la Santé et des Services sociaux, Simon Caron, est fier de dire que les experts internationaux ont été impressionnés par la qualité et par la quantité des recherches effectuées par Santé Québec.

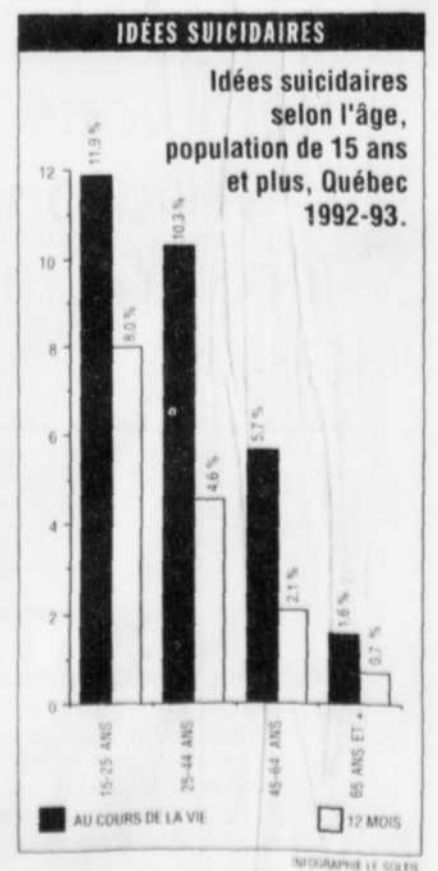
Cette « photo » de la situation qui existait en 1987 a été décortiquée et a généré plusieurs recherches ponctuelles sur, par exemple, les groupes cibles, les MTS et la santé mentale chez les jeunes, l'alimentation, les maladies cardiovasculaires, les Inuit et les Cris.

La deuxième enquête générale — et quinquennale — dont LE SOLEIL publie les faits saillants aujourd'hui, constitue le suivi de la précédente tout en essayant, pour la première fois, d'approfondir le lien entre le statut socio-économique et la santé. Elle a coûté environ 4 millions \$.

« C'est peu », estime le sous-ministre adjoint. Il explique que, pendant les cinq ans au cours desquels le rapport sera la bible de la santé des Québécois

et fournira au gouvernement les outils nécessaires pour orienter sa politique dans ce domaine, le Québec investira 65 milliards \$ à ce chapitre, soit 13 milliards \$ par année.

Santé Québec n'est pas un organisme structuré, avec charte corporative. C'est une association constituée de représentants du ministère de la Santé et des Services sociaux, des Régions régionales de la santé, de la Fédération des CLSC, de l'Association des hôpitaux, du Fonds de la recherche en santé du Québec, du Conseil québécois de la recherche sociale et du Bureau de la statistique du Québec. Le ministère fournit la moitié du budget annuel de 1 million \$, le reste provenant des autres instances participantes. L.L.



Chrétien reporte la réforme de la TPS

JOËL BELLAVANCE
Presse canadienne

■ OTTAWA (PC) — Le gouvernement Chrétien a fait son deuil d'une réforme de la taxe sur les produits et les services (TPS) qui devait entrer en vigueur en janvier 1996, comme il l'avait promis durant la dernière campagne électorale, a appris la Presse canadienne.



Ce n'est que partie remise pour Jean Chrétien.

En outre, Ottawa mise maintenant sur l'arrivée au pouvoir des libéraux de Lyn McLeod en Ontario afin de mener à bien, du moins en partie, toute réforme de cette taxe honnie par les contribuables d'ici à la fin de son mandat.

«Ce sera difficile de respecter cet échéancier», a admis le député libéral Jim Peterson, qui est président du comité permanent des Finances, soulignant que la conjoncture politique au Québec et les élections qui doivent avoir lieu dans au moins trois provinces d'ici un an font piétiner les négociations. Le premier ministre Jean Chrétien avait pourtant réitéré en décembre dernier sa promesse de remplacer la TPS au début de janvier 1996.

À l'heure actuelle, seules les quatre provinces de l'Atlantique (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve), toutes dirigées par des gouvernements libéraux, ont manifesté le plus grand intérêt à l'harmonisation des deux taxes à la consommation.

À Ottawa, les libéraux fédéraux attendent que les électeurs ontariens se soient prononcés afin de relancer les négociations. Ils calculent qu'un gouvernement libéral à Queen's Park sera plus disposé à se ranger de leurs côtés que ne l'a été jusqu'ici le premier ministre néo-démocrate Bob Rae.

Conscient qu'il devra compter sur la bonne volonté des provinces afin de donner suite à l'une de ses plus importantes promesses du dernier scrutin, le régime Chrétien serait prêt à aller de l'avant avec une réforme de la TPS, même s'il n'a l'appui que de cinq provinces, dont l'Ontario.

«Toutes les provinces reconnaissent que l'harmonisation des taxes compte de nombreux avantages. Nous avons prévu la possibilité de pas avoir toutes les provinces dans un système harmonisé. Mais si nous avons cinq provinces de notre côté, nous pourrions faire quelque chose», a indiqué M. Peterson.

Les négociations entre Ottawa et les provinces sont au point mort depuis que les ministres des Finances se sont entretenus à ce sujet en octobre à Toronto.

À un point tel que le ministre fédéral des Finances, Paul Martin, confiait à une coalition d'associations patronales, quelques jours seulement après avoir rencontré ses homologues l'autome dernier, qu'ils ne devaient pas s'attendre à une réforme de la TPS avant deux ans au plus tôt, selon des informations obtenues par la Presse canadienne. Les gens d'affaires réclament à hauts cris une harmonisation de ces deux taxes à la consommation.

La dernière proposition du gouvernement fédéral, qui a été rejetée par les provinces, aurait permis de remplacer les taxes de ventes provinciales et la TPS par une seule taxe à la consommation de 12% d'un océan à l'autre. De cette taxe, 5% serait allé dans les coffres d'Ottawa et 7% dans les goussets des provinces.

L'Ontario et le Manitoba ont mis sur la table leurs propres propositions, rejetées. Les négociations sont fort complexes d'autant plus que les provinces ont des taux de taxes différents. Qui plus est, l'Alberta, qui, elle, n'a aucune taxe de vente provinciale, a adopté une loi forçant tout prochain gouvernement provincial à tenir un référendum avant d'introduire une telle taxe.

Depuis l'entrée en vigueur de la TPS, le 1er janvier 1991, seul le gouvernement du Québec a accepté d'harmoniser sa taxe de vente à celle du fédéral. L'an dernier, la majorité libérale du comité permanent des Finances avait recommandé de fusionner la TPS et les taxes de ventes provinciales en une seule taxe qui serait incluse dans les prix. La TPS rapporte au gouvernement fédéral quelque 16 milliards \$ par année.

Si c'est du changement que vous voulez, vous n'avez qu'à changer de verre.



Le lait Laval n'a pas changé.
Il est toujours aussi bon, aussi frais et aussi pur.
Alors, si vous voulez du changement,
choisissez un verre à votre goût.
Et laissez votre goût choisir Laval.

Laval

ON NE CHANGE JAMAIS
CE QUI EST PARFAIT.

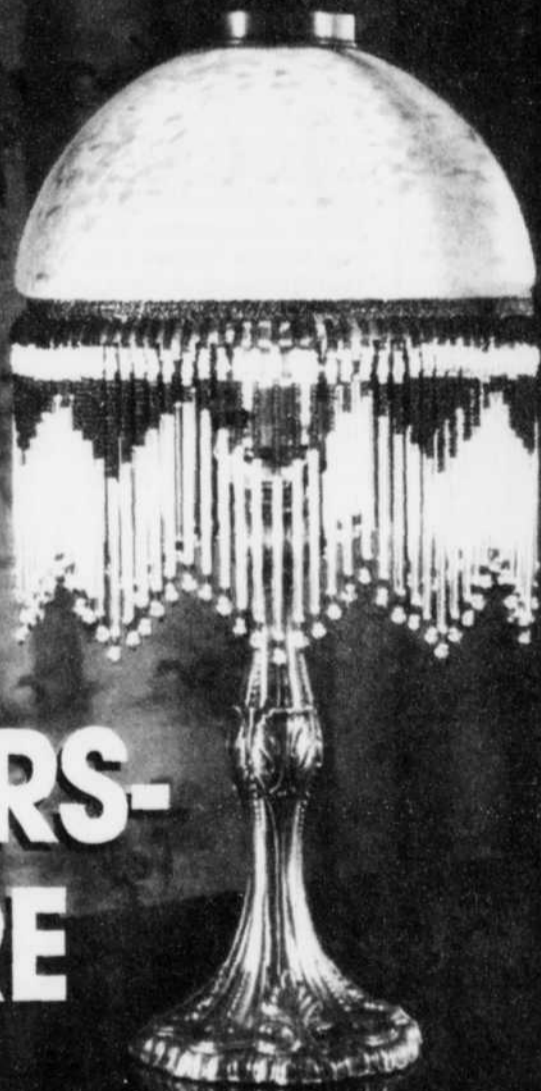
Natrel
La force du lait

Venez profiter de la grande vente
«Sauvez plein de dollars-lumière»
de Boiteau Luminaire.

Une seule fois par année,
Boiteau Luminaire fait une
grande vente: de magnifi-
ques lampes en salle de
montre ou sur le plancher,
liquidation d'inventaire,
modèles de démonstra-
tion ou discontinuïtés

Rendez-vous sans tarder
chez Boiteau Luminaire
jusqu'au 29 avril et...

SAUVEZ PLEIN DE DOLLARS- LUMIÈRE



boiteau
luminaire

1295, boul. Charest ouest (coin St-Sacrement), Québec 687-2271

Les «majors» prêts à s'ouvrir à la coproduction avec le Canada

PIERRE-PAUL NOREAU
Le Soleil

■ QUÉBEC—Les «majors» d'Hollywood sont prêts à explorer la voie de la coproduction avec l'industrie canadienne du cinéma pour éviter que le gouvernement fédéral ne les contraigne à faire une place aux films canadiens dans les salles d'ici, selon le ministre Michel Dupuy.

«Je leur ai expliqué que plus notre industrie cinématographique sera forte et bien financée, et moins il sera nécessaire de la protéger» a raconté, en entrevue téléphonique hier, le ministre du Patrimoine canadien, tout juste de retour d'un séjour à Los Angeles où il a rencontré les représentants des grands studios américains du cinéma.

«Ils sont prêts à lâcher sur le contrôle. Ils ont ouvert le jeu de cartes... Ils m'ont répondu: "Nous sommes prêts à faire de la coproduction si, du côté de l'industrie canadienne, les entreprises sont prêtes à partager les risques financiers".» Cette réponse est apparue fort prometteuse pour le ministre, même si elle n'est assortie d'aucun engagement formel quant au niveau que cette coopération nouvelle devrait atteindre pour satisfaire le gouvernement du Canada.

En raison du contrôle qu'ils exercent déjà sur le marché de la production et de la diffusion cinématographique, les États-Unis ne sont évidemment pas prêts à signer un véritable traité de coproduction comme il en existe déjà avec des pays comme la France.

Selon le ministre Dupuy, qui a notamment discuté avec Jack Valenti, prési-

dent de l'Association des «majors», le contexte général favorise cependant un assouplissement des règles du jeu qui ont permis aux Américains d'accaparer nos écrans au cours des dernières années et d'en chasser les productions canadiennes.

Il y a bien sûr le fait que les actions du gouvernement canadien en matière de protection culturelle inquiètent, depuis que le magazine *Sports Illustrated* a été chassé des présentoirs canadiens et qu'un réseau américain de musique country a perdu sa licence au profit d'un groupe canadien.

Mais plus encore, reconnaît Michel Dupuy, il y a le fait «que les grands studios ont des problèmes financiers considérables et des défis gigantesques de production pour satisfaire la demande».

C'est le temps ou jamais selon lui d'instaurer un certain partenariat qui assure l'industrie canadienne de jouir enfin des retombées financières, «en offrant nos compétences et nos capacités d'entreprise».

Les Américains se sont surtout spécialisés jusqu'ici à utiliser les talents canadiens chez eux ou à l'intérieur de productions américaines, ce qui leur permettait de conserver les droits de propriété et donc

tous les profits. La clé, selon le ministre, ce sont ces droits de production qui vont permettre d'atteindre le double objectif recherché par le Canada, soit d'une part d'avoir une industrie cinématographique solide et en santé, et d'autre part,



Entre la sortie du film «Le déclin de l'empire américain», il y a dix ans, et celle d'«Eldorado» (ci-dessus) cet hiver, la part des longs métrages canadiens dans les salles de cinéma du Québec est passée de 10% à 6%.

d'assurer à nos productions d'être diffusées dans notre marché.

La prise de contrôle cette semaine par la compagnie canadienne Seagram de MCA qui possède les grands studios Universal et qui détient des intérêts très importants dans Cinéplex-Odéon, constitue un autre avantage intéressant selon M. Dupuy.

Étant conscient qu'avant lui, ses prédécesseurs Francis Fox, Flora MacDonald, Perrin Beatty et Marcel Masse se

sont cassés les dents à tenter d'infléchir la volonté américaine par la menace, Michel Dupuy choisit donc de miser sur une approche positive de partenariat pour arriver à ses fins.

Et quant au risque que le cinéma produit en vertu de cette coopération puisse être beaucoup plus américain que canadien, M. Dupuy le rejette du revers de la main. «La coproduction, c'est d'avoir son mot à dire dans toutes les décisions.»

Six Canadiens sur dix votent pour les libéraux La Chrétienmanie à son meilleur!

PIERRE-PAUL NOREAU
Le Soleil

■ QUÉBEC—Rien ne semble vouloir remettre en question la totale domination des libéraux sur la scène politique fédérale. Performance aux Communes, budget, guerre du poisson ou discussions référendaires, tout continue de se conjuguer à l'avantage du gouvernement de Jean Chrétien selon Gallup.

Après le tiers de son mandat, le Parti libéral du Canada (PLC) conserve donc l'appui de six Canadiens sur dix (61%) dans le sondage d'avril, bien loin de tout rival.

Et aucun événement prévisible ne laisse croire qu'il pourrait y avoir des variations significatives avant l'automne.

Le Parti réformiste (PR) ne constitue certes pas une menace à 13%, dirigeant le peloton de queue où se retrouvent Bloc québécois (9%), Parti conservateur (9%) et Nouveau Parti démocratique (7%). Un Canadien sur trois est par ailleurs indécis ou demeure discret sur son choix.

Sauf les Prairies, aucune région n'échappe à cette «Chrétienmanie», y compris le Québec, si on en croit les données régionales de la maison torontoise de sondage. Ces résultats comportent cependant des marges d'erreur élevées.

Ainsi, des chiffres de 60% pour le PLC et de 35% pour le Bloc au Québec ne doivent pas être compris comme des valeurs absolues, en raison de la marge d'erreur de 6% qu'ils contiennent. Il reste que ces chiffres peuvent tout au moins servir à percevoir l'humeur des électeurs québécois.

Dans l'Atlantique, en Ontario et en Colombie-Britannique, l'écart favorable aux libéraux est encore plus grand. Dans les Prairies, libéraux et réformistes sont à égalité.

Ce sondage a été réalisé sur la base de 1005 entrevues téléphoniques auprès d'adultes canadiens entre le 3 et le 7 avril. Avec un échantillon de cette taille, la marge maximale d'erreur reconnue est de 3,1% dans 19 cas sur 20. Cette marge s'accroît sensiblement dans le cas des données régionales.

Le Québec n'échappe pas au mouvement général de popularité

C'est le temps ou jamais d'installer un partenariat, croit le ministre

EN BREF

Jacoby reconduit

C'est fait, le protecteur du citoyen, Daniel Jacoby, a été nommé pour un nouveau mandat, jusqu'en 1997. À l'unanimité, jeudi, l'Assemblée nationale lui a réitéré sa confiance. Son mandat était terminé depuis septembre 1992! Aussi, les parlementaires ont adopté les motions confirmant les nominations de Michel Laporte et Diane Boissinot à la Commission d'accès à l'information et ont renouvelé le mandat de Michel Poirier comme secrétaire de la Commission de la fonction publique.

Comparez nos prix... Vous choisirez la qualité!

Tuiles
Roma, Venezia, Napoli, Palermo
13 1/2" x 13 1/2" (34cm x 34cm)

2⁹⁹
pi. ca.

Plus de 1.000 modèles
différents en inventaire

Douche en verre trempé
arrondi et base en porcelaine
36"x36"

1249^{\$}



Ensemble Bain, lavabo, robinets, toilette.

789^{\$}

Service de plans et devis

Importateur, sans intermédiaire

**CÉRAMIQUE
DÉCOR**
Céramique d'abord!

4220, 3e Avenue ouest, Charlesbourg, Qué. • 627-0122

Marbre antique ROSSO VERONA
4x4 (10cm x 10cm)

1260
pi. ca.

TAILLEZ-VOUS UN POSTE!

Devenez

- Programmeur(euse)-analyste (420.52)
- Technicien(ne) de micro-informatique (901.91)
- Gestionnaire de la micro-informatique appliquée (900.91)

**DÉBUT
DES COURS
LE 1^{er} MAI**

Informez-vous dès cette semaine...
votre avenir en dépend!

Québec: (418) 681-0082
Chicoutimi: (418) 690-0270

Je désire recevoir votre documentation!

Nom

Adresse

Ville

Code postal

Téléphone

2327, boul. du Versant Nord, bureau 220, Sainte-Foy
(Québec) G1N 4C2 FAX: (418) 681-9207

Et plus...

- Prêt d'ordinateur à la maison



Le Collège



À L'ACHAT taux de financement

TOYOTA TOYOTA TOYOTA

JOURS ROUGES

4,9% 24 mois

7,6% 36 mois

8,6% 48 mois

6070, BOUL. DU JARDIN 623-9843

PLAN DE LOCATION

Fini les petits caractères!

435⁹⁵
par mois
48 mois

CAMRY 1995

TOYOTA
Charlesbourg



Pour toujours... Toyota c'est Charlesbourg!

FORMULE TOUT INCLUS!

La location inclut tout: le transport, la préparation, les taxes, la radio AM-FM cassette. Limite de kilométrage: 96 000.

Aucun comptant. Premier versement et dépôt de sécurité (remboursable) exigés.

Applicable à tous nos autres modèles.

Jean Campeau tenté par Big Brother

GILBERT LEDUC

Le Soleil

■ QUÉBEC — Lun des lapins qui pourraient sortir du chapeau du ministre des Finances, Jean Campeau, lors du dévoilement du premier budget du gouvernement péquiste, serait la création d'un centre des opérations financières (COF) qui gèrerait toutes les activités de paiement, de compensation et de recouvrement de la centaine de ministères et organismes du gouvernement du Québec.

Une sorte de Big Brother qui saurait tout, absolument tout, sur le bilan de chaque citoyen avec l'État. Une belle façon de débusquer ceux qui ne paient pas ce qu'ils doivent à l'État.

Actuellement, au gouvernement du Québec, la main gauche ne sait pas toujours ce que fait la main droite (pas moins de 50% des ministères n'ont pas de politique de perception!). Ainsi, le contribuable peut recevoir un retour d'impôt de 1500 \$ du ministère du Revenu alors qu'il doit toujours 1100 \$

au ministère de l'Éducation pour son prêt étudiant et 200 \$ au ministère de la Justice pour une infraction non payée.

Le peu d'échanges d'informations entre les ministères et les organismes fait en sorte que l'État fait souvent des paiements à des contribuables qui n'ont pas réglé leurs dettes avec lui. Avec un COF dans le décor, ce n'est pas un retour d'impôt de 1500 \$ que recevrait notre contribuable mais bien 200 \$; les ministères de l'Éducation et

de la Justice auraient pris soin de « se payer » avant l'émission du chèque par le Revenu.

Le projet, qui est né d'une proposition spontanée du groupe DMR, est dans le collimateur depuis plusieurs mois dans les officines gouvernementales. Des hauts fonctionnaires des ministères du Revenu, des Finances et du Conseil du Trésor ont formé un groupe de travail qui a pondu, en février, une ébauche concernant la conception administrative pour l'optimisation des opérations financières au gouvernement du Québec.

Parallèlement aux activités de ce groupe de travail, des sous-comités composés de fonctionnaires des ministères de l'Éducation, de la Sécurité du revenu et de la Justice se penchent sur les modalités d'organisation du COF.

Si un tel projet devait voir le jour, la Commission de l'accès à l'information devra avoir son mot à dire pour assu-

rer la protection des renseignements personnels. Actuellement, les ministères et organismes ne peuvent échanger des données confidentielles portant sur leurs clients.

PROFITER DU « MOMENTUM »

Dans des documents gouvernementaux, dont LE SOLEIL a obtenu copie, des hauts fonctionnaires estiment que le « momentum » est à son zénith pour la création d'un centre des opérations financières.

« La population est en effet plus exigeante que jamais envers la performance du gouvernement et lui donne son appui dans les actions d'équité, de justice et de rentabilité. En ce sens, il est politiquement plus facile de récupérer ce momentum et il devient acceptable de se doter d'un outil pour réaliser plus efficacement le recouvrement des créances de l'État », souligne-t-on en rappelant l'engagement

du premier ministre Jacques Parizeau de faire en sorte de percevoir tout l'argent qui est dû à l'État dans un souci d'équité fiscale et de rétablissement du lien de confiance avec les citoyens.

Par ailleurs, les dirigeants gouvernementaux insistent sur le fait qu'il faut éviter « d'engendrer des problèmes sociaux » et rendre transparent le fonctionnement du COF. « Il faut différencier la personne de l'entreprise qui ont chacun un comportement différent et moduler les actions de recouvrement en conséquence sans verser dans les préjugés sur tel ou tel groupe cible. De plus, il ne faut pas négliger l'action des groupes de pressions pour la protection des droits individuels ou collectifs ».

Au ministère des Finances, les porte-parole affirment qu'aucune décision n'a encore été prise au sujet de la création d'un centre des opérations financières.

Québec promet des mesures énergiques contre le travail au noir

Il reste beaucoup à faire, admet le ministre des Finances

QUÉBEC — Alors que les comptes à recevoir du gouvernement du Québec frôlent les 2,4 milliards \$, le ministre des Finances et du Revenu, Jean Campeau, promet de mettre les bouchées doubles pour contrer encore plus efficacement le travail au noir et l'évasion fiscale.

« Il reste beaucoup de travail à faire », a soutenu, plus tôt cette semaine, le ministre Campeau lors de la défense des crédits du ministère du Revenu à l'Assemblée nationale.

Questionné par l'opposition libérale sur la stratégie qu'utilisera le gouvernement péquiste pour récupérer les sommes dues à l'État, le grand argenter a invité ses adversaires et la population à attendre le discours sur le budget, qui sera vraisemblablement prononcé au cours des premières semaines du mois de mai, pour connaître les mesures qui seront mises de l'avant afin de mettre la main au collet des contrevenants aux nombreuses lois fiscales.

Il est d'ores et déjà acquis que les activités de vérification et de perception

du ministère du Revenu sont éparpillées de la compression budgétaire de 4,5 millions \$ imposée en 1995-96 au ministère, dont le budget est de 315 millions \$. On assiste même à une majoration des crédits de ces deux directions: le budget de la vérification passant de 55 à 61 millions \$ et celui de la perception de 20 à 22 millions \$.

Depuis l'arrivée au pouvoir des péquistes, des mesures (dont la plupart furent initiées par les libéraux) ont été mises de l'avant pour accroître la perception des sommes dues à l'État et lutter contre le travail au noir et l'économie souterraine. Qu'il suffise de penser à la guérilla policière contre les propriétaires d'appareils vidéo-pokers, au marquage de la bière vendue dans les bars et restaurants ou à l'enregistrement des commerçants pour la perception de la TVQ dans les marchés aux puces.

Le ministre Campeau a révélé qu'au cours des trois derniers mois, l'ensemble des mesures avaient permis de récupérer entre 18 et 20 millions \$. Jean Campeau est toutefois le premier

à reconnaître qu'il reste encore beaucoup de travail à faire pour enrayer l'évasion fiscale.

Ni le ministre Campeau, ni les hauts fonctionnaires du ministère du Revenu n'ont été en mesure, devant la commission parlementaire, de chiffrer exactement l'ampleur du phénomène de l'économie clandestine au Québec. Se référant à une étude menée par des professeurs de l'université Laval, en 1987, puis révisée en 1992, ils avancent que l'économie clandestine serait une affaire variant entre 6 et 7 milliards \$ qui ferait perdre entre 2,5 et 2,9 milliards \$ au gouvernement, compte tenu que ce ne sont pas tous les revenus issus de cette économie au noir qui sont imposables.

En l'espace de quelques années, l'évasion fiscale a fait des bonds prodigieux. En décembre 1986, le rapport du groupe d'étude sur l'application des lois fiscales au Québec, un comité présidé par l'ancien ministre Yves Séguin, estimait que le revenu ayant échappé à la taxation en 1981 avait atteint plus de 1 milliard \$. G.L.



Jean Campeau présentera son budget dans les premières semaines de mai.

EN BREF

Le partenariat entre l'État et ses employés est commence mal

QUÉBEC — L'éventualité de la disparition de 6000 postes au cours des trois prochaines années dans la fonction publique, comme l'a laissé entendre la présidente du Conseil du Trésor, Pauline Marois, amorce fort mal le début d'un nouveau partenariat entre l'État et ses employés, estime la présidente du Syndicat de la fonction publique du Québec, Danielle-Maude Gosselin. « Bien plus que la simple diminution de la liste de paie du gouvernement, une telle décision entraînerait une diminution réelle des services, un horizon bouché pour les jeunes en quête d'emploi et une attaque directe à l'économie de Québec », fait remarquer Mme Gosselin. Alors qu'un secours aux Nordiques de Québec semble se dessiner, le syndicaliste demande à l'État de mettre ses priorités à la bonne place. G.L.

En aimant

chaque humain
devient un être
étonnant,
une
merveille!



Dieu est amour!



LA FONDATION GIGUÈRE AUTOMOBILES

Après plus de **45** années de service au journal Le Soleil, **André Deschênes (ti-nomme)** va enfin profiter d'une préretraite bien méritée. Nous avons décidé de choisir cette journée pour faire une rétrospection de ses exploits.

Attention on arrive!

FÉDÉRATION DE L'INFORMATIQUE DU QUÉBEC INC.
(Section de Québec)
GROUPE D'INTÉRÊT EN MICRO-INFORMATIQUE ET RESEAU
vous invite à participer à une demi-journée sur **L'AVENIR DES RESEAUX A HAUTS DÉBITS** le mercredi 26 avril 1995

Conférencier:
M. Yvan Foster
Informaticien spécialiste en réseau d'IBM Canada

Lieu: **Pavillon La Laurentienne (local 1435) Université Laval**

Heure: 8h30 à 12h

Coûts: Membre 10\$
Non-membre 30\$
Étudiant à temps complet 10\$

Pour réservation:
TÉL.: 684-0248 TÉLÉCOPIEUR: 684-0250

Pour du lait plus frais au goût que Québon, il va falloir le faire vous-même.



En vous faisant livrer une bonne grosse vache, un rouleau de tourbe bien fraîche, un seau et un beau petit tabouret, vous pourriez peut-être en arriver à obtenir du lait plus frais au goût que le bon lait Québon. Et encore! Chez Québon, notre lait respecte rigoureusement les plus hauts standards de qualité, de pureté et de fraîcheur qui soient. Pas étonnant que ce soit le lait le plus bu au Québec. Sérieusement, personne ne peut prétendre faire mieux que Québon.

Natrel
La force du lait

Québon



Y a pas plus frais au goût que Québon.

Petit répit avant le budget

L'équipe Parizeau vit dans la hantise d'une décote de crédit

MAURICE GIRARD
Presse canadienne

■ QUÉBEC — À l'occasion du congé pas-cal, l'équipe ministérielle à Québec reprendra son souffle avant de se lancer dans ce qui pourrait être l'opération la plus importante des premiers six mois du gouvernement Parizeau: la présentation du budget, qui deviendra la pierre angulaire de l'action du gouvernement péquiste à la reprise des travaux de l'Assemblée, le 25 avril.

Le premier budget du ministre des Finances Jean Campeau sera d'autant plus important qu'il suivra de près la rare et douloureuse décote fédérale et qu'il signalera aux maisons de crédit de New York et Toronto le type de contrôle que le gouvernement Parizeau entend exercer sur le déficit du Québec, cherchant au moins à l'endiguer à défaut de pouvoir tout à fait l'enrayer.

L'exercice est doublement crucial car le Québec ne serait pas à l'abri d'une baisse de sa cote de crédit, une menace « tout à fait vraisemblable » qui pend au bout du nez de Jean Campeau, soutient le président du Conseil du patronat du Québec.

« Ce budget sera majeur, croit Ghislain Dufour. Et tout l'exercice pose un problème majeur en raison du déficit très élevé, d'environ 5 milliards\$. Il (M. Campeau) s'en va alors automati-

quement vers une décote. S'il ne fait rien, il va perdre toute crédibilité. »

Le président du CPQ ne voit qu'une seule avenue: révision à la baisse des dépenses de l'État, que la présidente du Conseil du Trésor, Pauline Marois, a établi à 36,3 milliards\$ au dépôt des crédits, à la fin mars.

La déconvenue qui a frappé cette semaine le ministre fédéral Paul Martin a relancé le débat prébudgétaire à Québec. « Ce n'est pas un bon signe... Je trouve ça dommage, parce que le Canada, c'est un tout. Chaque fois que le gouvernement central perd une coche, ça affecte tout le monde », a commenté le ministre Campeau.

La déveine du fédéral a fourni l'occasion au premier ministre Jacques Parizeau de prendre cet engagement, jeudi, à l'Assemblée nationale: « Quand ce budget va sortir, on va se rendre compte de l'ampleur des efforts qui ont été faits, du degré de responsabilité que ce gouvernement assume maintenant... le budget Martin essaie de régler ses problèmes en lançant la neige dans la cour du voisin, nous, on va régler nos affaires sans faire ça. »

Lui aussi inquiet de la conjoncture, le chef de l'opposition, Daniel Johnson, exhorte le ministre Campeau à faire « tout en son possible pour protéger la cote de crédit du Québec ».

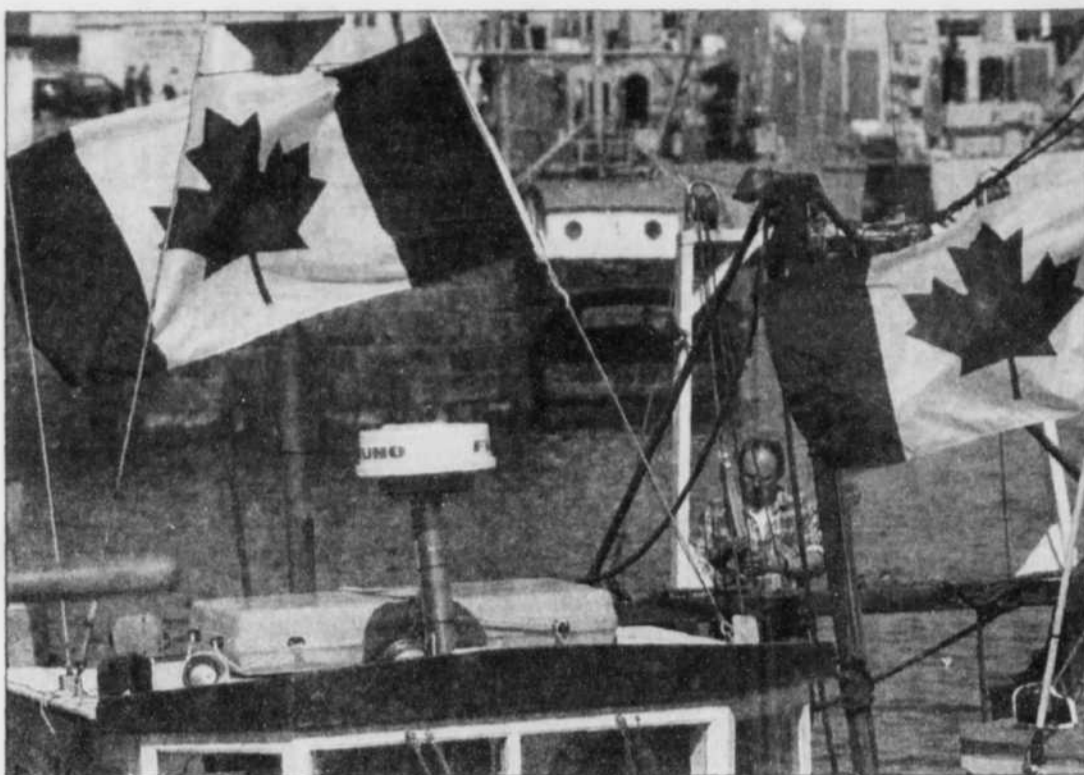
C'est sur les moyens qu'il y a une menace de rupture entre Québec et ses alliés naturels. Depuis plusieurs semaines déjà, la plupart des groupes d'intérêt ont à l'unanimité recommandé au gouvernement de respecter sa promesse électorale de ne pas augmenter les taxes et les impôts des particuliers même si le gouvernement du PQ devra assumer un manque à gagner de 1,5 milliard\$ en raison de la baisse des versements de péréquation en provenance d'Ottawa.

Et le premier ministre Parizeau de leur répondre: « Il n'y a qu'à Fatima qu'on fait des miracles », ajoutant de son cru une équation qu'a relevée Mario Dumont, de l'Action démocratique: Si c'est NON au référendum, le Québec se fera de toute façon, dans deux ou trois ans, « acculé à des hausses de taxes, éventuellement... »

D'où la nécessité, affirme Lorraine Pagé, de la souverainiste Centrale de l'enseignement du Québec, de « rapatrier nos impôts pour maintenir nos services et assurer une cohérence dans notre développement social et économique ». En réduisant les heures de travail de 44 à 40 heures plutôt que la taille de la fonction publique, renchérisseait le président de la CSN, Gérald Larose.

En tout cas, conclut Ghislain Dufour, le ministre Campeau doit se garder de chercher à renflouer ses coffres en faisant de nouvelles ponctions chez les entreprises. Toute hausse des charges sociales sous forme de taxes ou d'impôts additionnels pourrait « pénaliser le développement économique au Québec » et provoquer des réactions « négatives ».

Pour l'instant, le gouvernement n'a pas choisi le moment où le ministre des Finances présentera son budget. « C'est pour la fin avril ou la première moitié de mai », indiquait cette semaine son attachée de presse, Linda Lévesque.



Les pêcheurs britanniques ont continué, hier, de paviser aux couleurs du Canada en guise d'appui.

Tobin menace de reprendre la guerre

Les négos sur le flétan tombent à l'eau

■ OTTAWA (PC) — Le ministre fédéral des Pêches, Brian Tobin, menace de recourir de nouveau à des sanctions contre les chalutiers espagnols qui pêchent au large de Terre-Neuve, maintenant que les pourparlers diplomatiques sur les quotas de pêche du flétan noir sont suspendus.

C'est ce qu'il a déclaré au cours d'une conférence de presse, en fin de soirée, hier. Il a indiqué que les patrouilles canadiennes pourraient en fait intervenir auprès des chalutiers espagnols dès aujourd'hui.

Des sources gouvernementales canadiennes affirment que le bateau-patrouille canadien *Nipigon* aurait déjà quitté le port de Halifax.

Ces sources ont indiqué que 17 bateaux espagnols pêchaient hier dans le nez et la queue du Grand Banc de Terre-Neuve, escortés par deux bateaux-patrouilles espagnols.

Contrairement à toute attente, Canadiens et

Européens ne sont toujours pas parvenus à un accord hier concernant leur différend sur la pêche du flétan noir.

Le litige porte principalement sur la répartition du quota total de pêche de 27 000 tonnes de flétan noir pour 1995.

Visiblement en colère, le ministre Tobin n'a pas hésité à jeter le blâme sur les représentants espagnols. « L'Espagne a systématiquement et à répétition saboté tout projet d'accord. De notre côté, nous n'irons pas plus loin. Nous ne ferons pas de nouvelles concessions », a dit le ministre Tobin.

Selon lui, le Canada est parfaitement dans son droit, la loi canadienne lui permettant d'intervenir pour assurer la conservation des stocks de poisson.

Les menaces à très court terme d'une intervention canadienne en mer ont été transmises aux ambassades des pays concernés.

« Faites sonner vos réveille-matin de bonne heure », a dit le ministre aux journalistes, en quittant la salle où se tenait la conférence.



Le défi est de taille pour Parizeau et Campeau.

LE SOLEIL
Capital
comme
quotidien

ABONNEMENT
686-3344

CONFÉRENCE
LA
SEXUALITÉ
APRÈS
40 ANS

avec
Yvon
Dallaire
psychologue-sexologue
687.1165
Centre Psycho-Corporel
15\$ (membre 12\$)



Suzanne Guay, M.P.



Lucie Bernier, M.P.

SERVICES CONSEILS EN HÉBERGEMENT PRIVÉ POUR LES AÎNÉS

- Vous recherchez une résidence de qualité...
- Vous voulez éviter des erreurs sur le choix...
- Vous devez procéder rapidement...
- Choix de 150 résidences (Rive-Nord - Rive-Sud)

N'agissez pas au hasard
Consultez les professionnels
GUAY-GENEST, BERNIER



8 années d'expertise en consultation

Voilà la solution!

509, Grande Allée Est
Bureau 100
Québec 529-2900

SERVICE GRATUIT
Les honoraires sont
assumés par les résidences

Places
disponibles
1re à 5e Secondaire



ÉCOLE DES URSLINES DE QUÉBEC



«La Rentrée»
photolithographie de l'artiste André Latulippe

4, rue du Parloir, Québec 692-2612

À mettre
sur votre
"lys"
de Pâques!

PRIX SPÉCIAL

6 98\$*
Lys de Pâques
pot de 6 pouces

Emballage personnalisé gratuit

Aux Floralies Jouvence, vous trouverez pour Pâques, des serres remplies de fleurs aux couleurs éclatantes qui vous mettront agréablement dans l'ambiance estivale. Profitez-en pour rencontrer notre équipe de spécialistes en horticulture à votre service.

* prix en vigueur jusqu'au 16 avril ou jusqu'à épuisement de la marchandise.

On remue pelle et terre
pour vous!

FLORALIES JOUVENCE
CENTRE JARDIN

SAINTE-FOY
Boul. Charest Ouest
sortie Jean-Gauvin

LEVIS

4760, boul. de la Rive-Sud

PINTENDRE

828, route Kennedy

BOTANIX

PRISONNIER AU VIETNAM

Hanoi a quadruplé la caution de Trân

VINCENT MARISSAL
Le Soleil

■ QUÉBEC — Au cours des derniers mois, les proches de Trân Triêu Quàn ont décidé de donner une chance à la diplomatie pour obtenir sa libération. Mais quand ils ont appris que la caution demandée par Hanoi est passée de 87 000 \$ à 387 000 \$ US, leur patience a fait place à l'indignation.

« Et encore, 387 000 \$, ça ne permettrait que de commencer à discuter avec les Vietnamiens... », selon Janel Gauthier, un ami de longue date de Quàn.

Même si elle ne croyait pas du tout en la bonne foi du gouvernement Vietnamien, Mme Trân avait tout de même réussi à amasser les 87 000 \$. À défaut de garanties du Vietnam et d'Ottawa, elle n'a toutefois pas envoyé l'argent.

« Le but n'est pas de froisser les Vietnamiens, souligne M. Gauthier, mais de pousser le gouvernement canadien à défendre comme il se doit un citoyen canadien emprisonné injustement dans un pays étranger. »

Le Canada a signé des contrats de plusieurs milliards \$ au Vietnam et ne veut surtout pas embêter ses nouveaux clients asiatiques avec l'affaire Trân, poursuit Janel Gauthier.

« Le ministère des Affaires étrangères a envoyé un émissaire dans le but, paraît-il, de faire avancer la dossier, raconte-t-il. Mais il est revenu à Ottawa sans même avoir rencontré Quàn. Pourtant, un homme d'affaires de Vancouver d'origine vietnamienne a réus-

si à le voir deux jours plus tard. »

En sept mois de détention, les attachés de l'ambassade canadienne ne sont allés visiter M. Trân que trois fois.

Pendant ce temps, Mme Trân garde le moral et affiche un calme stupéfiant en dépit des circonstances.

Elle a finalement réussi à parler à son mari au téléphone il y a deux semaines. Une première conversation de 20 minutes en sept mois.

« Il va bien, dit-elle. Mais il arrive

difficilement à se payer du riz en prison, la seule nourriture qu'il mange. Le plus difficile, c'est qu'il est complètement coupé de l'extérieur. Il ne sait pas ce qui se passe et n'a aucun contrôle sur son sort. Pendant ce temps, le gouvernement canadien me dit qu'il n'y a pas de raisons de craindre pour sa sécurité... »



Mme Trân garde le moral.

Camions: tolérance zéro de la SAAQ

MONTRÉAL (PC) — Après avoir constaté l'an dernier, au cours de vérifications mécaniques, qu'un véhicule lourd sur dix sillonnait les routes de la province était carrément dangereux, la Société de l'assurance automobile du Québec a décidé de les avoir à l'oeil plus que jamais cet été. Pendant qu'en Ontario, où deux personnes sont mortes récemment dans des

accidents impliquant des véhicules lourds, la SAAQ annonce pour sa part qu'elle augmentera cette année le nombre de ses opérations sélectives de vérification. « Cette année, nos opérations vont avoir moins d'envergure, mais seront beaucoup plus fréquentes », explique le directeur de la coordination des opérations de la SAAQ, Pierre Garneau.

VIDÉOPOKERS

La guérilla s'enlise
Des millions dans la saga juridique entre l'État et les exploitantsVINCENT MARISSAL
Le Soleil

■ QUÉBEC — La guérilla juridique qui oppose le gouvernement du Québec aux opérateurs d'appareils de vidéopoker a repris de plus belle. Le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, a annoncé jeudi une nouvelle offensive contre les appareils illégaux, les exploitants répliquent par une demande d'injonction à la cour supérieure du Québec...

Cela fait des mois que ça dure. Et selon toute vraisemblance, la querelle peut encore se poursuivre longtemps.

Au cours des trois dernières années, le secteur privé des vidéopokers a dépensé plus de 1 million \$ en honoraires d'avocats pour mener sa lutte au gouvernement du Québec.

« Ça peut durer encore des années, a déclaré au SOLEIL une source du milieu de l'amusement. En 1991, la dernière année que le gouvernement nous a vendu des permis pour nos appareils, les exploitants du Québec ont déboursé 14 millions \$, nous ne sommes pas sans ressources. Nous avons de bons avocats et nous allons attaquer la loi 50 sous toutes ses coutures. »

Québec n'entend pas reculer non plus. « C'était tellement payant pour les exploitants, dit Serge Ménard. Ils attaquent la loi et nous la défendons. J'ai pratiqué moi-même le droit assez longtemps pour savoir comment ça marche. »

Cette loi 50, qui est venue amender la précédente loi 84 votée sous le régime libéral, a confirmé le monopole de l'État dans l'exploitation des appareils de loterie vidéo.

De plus, la nouvelle loi adoptée en décembre a beaucoup plus de mordant: tout propriétaire de bar ou de dépanneur qui se fait prendre avec un appareil autre que ceux de Loto-Québec perd automatiquement son permis de vente d'alcool.

Cette mesure a eu un impact majeur auprès des commerçants qui ne voulaient prendre le risque de perdre leur principale source de revenus. Bon nombre d'entre eux se sont rapidement départis de leurs appareils illégaux et un nombre grandissant de propriétaires de bars ont joint le réseau d'État.

Mais deux jugements récents sont venus brouiller les cartes d'un dossier déjà fort complexe. Deux juges ont cassé les saisies d'appareils effectuées par la SQ parce que leurs mandats n'étaient pas conformes.

La danse est alors repartie en sens inverse: les dépanneurs, pourtant exclus du réseau, ont récupéré leurs appa-



Plusieurs dépanneurs ont récupéré leurs appareils.

reils et les bars ont boudé Loto-Québec.

Résultat: l'implantation du réseau d'État bat de l'aile, privant ainsi le gouvernement de revenus dont il ne peut se passer en ces années de misère. Le directeur général de la

Société des loteries vidéo du Québec, Simon Brodeur, a admis récemment lors d'une commission parlementaire à Québec que le manque à gagner se situe autour de 140 millions \$.

Ne cédant pas, lui non plus, le ministre Ménard a ordonné jeudi une action d'en-

vergure de tous les corps policiers de la province. Ce à quoi l'Association de l'amusement du Québec répliquera mardi par une demande d'accélération de la requête d'injonction interlocutoire pour empêcher les policiers de saisir ses appareils tant et aussi longtemps que la cour supérieure n'aura pas rendu son jugement concernant les vidéopokers du secteur privé.

Appareils de jeu ou d'amusement? Telle est la question. Les opérateurs prétendent que leurs machines à sous sont des dispositifs d'amusement puisqu'elles ne donnent que des parties gratuites.

« Tellement de parties gratuites que les clients vont le monnayer au bar, mentionne le ministre Ménard. Tandis qu'avec un appareil d'amusement, c'est simple, vous mettez un 25 sous dedans et vous êtes sûrs de la perdre. »

Et pourquoi vous devriez payer si vous n'êtes pas responsable?



LE PLAN RECONNAISSANCE™ DE L'ASSURANCE AUTO BELAIR. Quoi de plus logique que d'être récompensé pour sa bonne conduite? Avec le Plan Reconnaissance de l'assurance auto Belair, votre prime ne vous coûtera pas plus cher si vous avez un accident non responsable. C'est garanti. Alors avant de renouveler votre assurance auto, appelez-nous! Du lundi au vendredi de 8h à 20h et le samedi de 9h à 16h.

BELAIR
COMPAGNIE D'ASSURANCESUn coup de fil suffit.
877-1199
MÊME LE SAMEDI

Démissions surprises au c.a. de Radio-Québec

« Nous étions là pour servir et nous n'avons plus rien à faire »

■ MONTRÉAL (PC) — Nouveau coup d'éclat à Radio-Québec: trois des 15 membres du conseil d'administration, dont le président, ont remis leur démission mercredi au premier ministre et ministre de la Culture, Jacques Parizeau. Ils ont informé le nouveau président de Radio-Québec, Jean Fortier, de leur geste jeudi matin, rapporte *Le Devoir*.

Les trois membres sont les suivants: Pierre Lapointe, président, ainsi que Calude Beaudoin et

Jean Lacouture, tous deux membres du comité exécutif du conseil d'administration, mais surtout membres du comité que le précédent gouvernement avait chargé de redéfinir la mission de Radio-Québec.

« La semaine dernière, nous avions demandé à M. Parizeau que le conseil d'administration travaille avec le comité des sages sur la redéfinition du rôle de Radio-Québec. Hier (avant-hier), il m'a dit qu'il préférerait que le comité des sages soit décisionnel. Ce qui en bout de ligne rend notre travail inutile. Nous étions là pour servir et nous n'avons plus rien à faire », a affirmé Pierre L. Lapointe, ex-président du conseil d'administration.

L'EXPO PISCINE

Montjoie

Piscine, spas, patio, balançoire, abri, gazébo
une promotion spectaculaire
du 13 mars au 15 avril

LE CENTRE-DESIGN
PLACE
LEBOURGNEUF

à l'intersection des autoroutes de La Capitale et Laurentienne

Participez au concours

À GAGNER

1^{er} PRIX
UNE PISCINE "HAUGH'S" EN ACIER de 21 pieds équipée (pompe et filtre) d'une valeur de 3000\$. Tirage le 15 avril à 13h30 au Centre Design Place Lebourgneuf.

2^e PRIX
Un ensemble patio (table, 4 chaises position, coussins, parasol, base) d'une valeur de 1000\$. Tirage le 1^{er} avril à 13h30 au Centre Design Place Lebourgneuf.

POUR PARTICIPER, REMPLISSEZ LE COUPON DE PARTICIPATION ET DÉPOSEZ-LE AU CENTRE DESIGN PLACE LEBOURGNEUF.

Concours: EXPO PISCINE MONTJOIE AU CENTRE DESIGN PLACE LEBOURGNEUF

Nom: _____
Adresse: _____
Ville: _____ Code postal: _____
Tél. rés.: _____ bur.: _____

Question: nommez le centre commercial où vous trouvez tout pour la maison?
Réponse: _____

Un seul coupon par enveloppe. Seuls les fac-similés entièrement reproduits à la main seront acceptés. Les gagnants devront répondre à une question d'habileté mathématique. Règlements disponibles au Centre Design Place Lebourgneuf, au quotidien.

Coupons disponibles chez les marchands du Centre design Lebourgneuf.

CHRC80 LEBOURGNEUF

Montjoie

LE SOLEIL LE SOLEIL et à CHRC80

Moins cher que ça, boss, ça coûterait gratis!

259\$*

PLAN DE FINANCEMENT
DISPONIBLE:
25\$ par mois
(basé sur 12 mois)

* installation et taxes en sus

XR 3320 ANTIVOL
Ensemble radiocassette intégrée
Face détachable
(puissance de sortie 4x20 watts)
incluant **4 haut-parleurs**

SONY

CERTIFICATS-CADEAUX
DISPONIBLES
DES IDÉES CADEAUX
POUR L'AUTO

Lebeau
VITRES D'AUTOS

71 succursales au Québec
Consultez les pages jaunes sous la rubrique radios d'automobiles.

Ton auto est aux oiseaux.

LE SOLEIL

ABONNEMENT 686-3344

L'ENSEIGNEMENT À DISTANCE

une heureuse solution
Un campus à la grandeur du Québec

DÉBUT DES COURS : 8 MAI 1995

EN MAI-JUIN, L'UNIVERSITÉ LAVAL EST CHEZ-VOUS

DES COURS RÉGULIERS AVEC CRÉDITS PAR CORRESPONDANCE (CPC) OU TÉLÉVISÉS (CTV)

<input type="checkbox"/>	ADS-13852	LE SYSTÈME SCOLAIRE DU QUÉBEC I (CTV) 8 mai - 24 juin	PLANTE, J.
<input type="checkbox"/>	ANT-15230	FILMS ETHNOGRAPHIQUES (PEUPLES DE LA TERRE) (CPC) 8 mai - 24 juin	SANTERRE, R.
<input type="checkbox"/>	ANT-16930	VIEILLIR À TRAVERS LE MONDE (CPC) 8 mai - 24 juin	SANTERRE, R.
<input type="checkbox"/>	FRN-19617	GRAMMAIRE ET RÉDACTION (CTV) 5 juin - 31 août	FERLAND, R.
<input type="checkbox"/>	GGR-10564	INTRODUCTION À LA CARTE DU MONDE (CTV) 8 mai - 24 juin	DE KONINCK, R.
<input type="checkbox"/>	JOU-15880	INFORMATION INTERNATIONALE (CTV) 8 mai - 24 juin	SAUVAGEAU, F.
<input type="checkbox"/>	STA-19327	CHIMIE ALIMENTAIRE (CPC) 8 mai - 5 août	MARTEL, R.
<input type="checkbox"/>	STA-19328	ALIMENTS ET MICROORGANISMES (CPC) 8 mai - 5 août	VUILLEMARD, J.-C.
<input type="checkbox"/>	STA-19330	ANALYSES ALIMENTAIRES (CPC) 8 mai - 5 août	MARTEL, R.

Je désire avoir des renseignements supplémentaires par la poste pour le ou les cours cochés.

Nom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Téléphone : _____
Signature : _____

**CARTES DE CRÉDIT VISA ET MASTERCARD ACCEPTÉES
INSCRIPTIONS PAR TÉLÉPHONE ACCEPTÉES**

UNIVERSITÉ LAVAL

Bureau de l'enseignement à distance

LE SAVOIR DU MONDE PASSE PAR ICI

Service des ressources pédagogiques
Porte 0460, Pavillon Charles-De Koninck
Québec (Québec) G1K 7P4

Téléphone : Québec 656-7883 Extérieur 1-800-561-0478 (sans frais)
ou (418) 656-7883 (à frais virés) Télécopieur : (418) 656-3876

LEBOURGNEUF

5500, boul. des Gradins
Place Lebourgneuf
627-2870

Vente de fermeture

TOUT DOIT ÊTRE LIQUIDÉ

Rabais de

40%

sur les prix courant de tous les produits en magasin
Dès maintenant

TOUTES LES VENTES SONT FINALES

VISA, MASTERCARD; DÉBIT DIRECT
ARGENT COMPTANT SEULEMENT. PAS DE CHÈQUE

• AUCUNE LIVRAISON
• PAS DE REMBOURSEMENT, NI DE CRÉDIT, NI D'ÉCHANGE

LE MONDE

Tokyo attend l'hécatombe

■ TOKYO (AFP, AP) — La peur s'est emparée hier des habitants de Tokyo et la police a pris des dispositions exceptionnelles dans l'attente d'un «samedi noir» dans la capitale prédit pour aujourd'hui par le gourou de la secte Vérité suprême d'Aoum, suspectée d'avoir commis l'attentat au gaz dans le métro de la capitale.

Une «prophétie» attribuée à Shoko Asahara affirme que Tokyo sera aujourd'hui le théâtre d'un grand tremblement de terre et d'un autre «événement horrible». Elle a créé une réelle angoisse parmi la population. La police, prenant ces menaces au sérieux, a déclenché pour quatre jours une alerte rouge.

La rumeur, largement reprise dans les médias, fait état d'une possible attentat au gaz sarin dans le quartier de Shinjuku, le Manhattan de Tokyo, avec

ses gratte-ciel de bureaux, ses grands magasins et ses cabarets. La mairie y occupe deux tours et plus de quatre millions de personnes transitent chaque jour par la gare des trains de banlieue.

Dans les magasins, la gare, les stations de métro, des affichettes de la police appellent à la vigilance contre tout événement suspect.

De nombreux habitants ont décidé de ne pas sortir et certains, craignant que l'eau de la ville ne soit empoison-

née, ont fait des réserves d'eau minérale.

Selon le quotidien *Yomiuri*, les autorités ont donné pour instruction aux hôpitaux de stocker de l'antidote du gaz sarin et d'entraîner leur personnel à soigner l'intoxication par ce gaz extrêmement toxique.

Des membres de la secte auraient en outre téléphoné à leurs familles pour les inviter à «faire attention pendant le week-end» en prévision d'un «événement horrible».

Sports Nihon annonce que 100 000 policiers, soit près de la moitié de la totalité des effectifs de la police japonaise, sont sur le pied de guerre aujourd'hui à travers le pays, la surveillance devant être tout particulièrement étroite à Tokyo dans le quartier

des ministères et du siège de la police.

BATCTÉRIES MORTELLES

Ce journal à grand tirage explique qu'un interlocuteur anonyme se présentant comme un membre de la secte a téléphoné aux journaux pour les avertir qu'un hélicoptère déverserait de grosses quantités de bactéries mortelles au-dessus de Tokyo.

«90% de la population de Tokyo va mourir ce jour-là. Personnellement j'étais contre cette décision, mais elle a été entérinée par la direction collégiale de la secte», aurait précisé cette personne.

La police continue entre-temps sa pression sur la secte, suspectée dans l'attentat au gaz dans le métro qui a fait 11 morts et 5500 intoxiqués le mois

dernier. Hier matin, environ 10 000 policiers ont procédé à une nouvelle fouille de 130 locaux d'Aoum Shinrikyo dans tout le pays.

Au pied du mont Fuji, dans les installations de Kamikuishiki, où des tonnes de produits chimiques ont été saisies, les policiers ont évacué 80 enfants dont sept ont moins de six ans.

Des parents, certains au bord de l'hystérie, ont cherché à empêcher les policiers d'emporter les enfants, qui portaient tous le même serre-tête que leurs parents.

Des militants de la secte, souvent coiffés du serre-tête hérissé de fils et d'électrodes qui les met «en contact avec la pensée du maître», ont cherché à s'opposer bruyamment à leur action.

Bombardements russes en Afghanistan: 200 victimes
Extension du conflit au Tadjikistan

■ MOSCOU (d'après AFP) — Le ton montait hier entre Moscou et Kaboul au lendemain de l'annonce par l'opposition tadjike et les autorités afghanes de bombardements aériens russes sur Talokan, le siège de l'opposition islamiste tadjike réfugiée en Afghanistan, qui auraient fait une centaine de morts et plus de 120 blessés.

Sans mentionner les bombardements sur Talokan, la capitale de la province afghane de Takhar, l'ambassade d'Afghanistan à Moscou a élevé une protestation très ferme contre de premiers bombardements effectués les 10 et 11 avril dans la province du Badakhchan, frontalière du Tadjikistan, qui ont fait plus de 10 morts, selon Kaboul.

La Russie avait elle-même condamné mardi l'Afghanistan, accusé «d'abriter» les islamistes tadjiks.

Un porte-parole de l'ambassade afghane a pour sa part vivement dénoncé hier les raids sur Talokan.

SANCTUAIRE ISLAMISTE

Talokan, située plus profondément en territoire afghan, à 50 km au sud du Tadjikistan, abritait l'état-major de l'opposition tadjike en exil, dirigée par Saïd Abduloh Nouri.

Le leader islamiste est indemne, avait indiqué dès jeudi soir l'un de ses proches, le numéro deux du Mouvement de renaissance islamique (MRI), Khadjakbar Touradjonzadeh, cité par l'agence Interfax depuis Téhéran.

Selon la police locale, huit Sukhoï-27 ont lâché 24 bombes, dont plusieurs à fragmentation, et tiré 12 roquettes sur Talokan, dans le plus important bombardement aérien depuis le récent regain de tension entre opposants islamistes tadjiks et garde-frontières, qui a fait au moins 200 morts côté op-

position et 41 parmi les hommes de la CEL.

Les bombardements sur Talokan ont été vigoureusement démentis à Moscou. De son côté, Boris Eltsine, qui achève ses vacances sur les bords de la mer Noire, a demandé que soient «utilisés à leur maximum les moyens et forces (existants) pour la défense de la frontière tadjiko-afghane».

NOUVEAU BOURBIER

Avec des bombardements au cœur du territoire afghan, se profile avec plus d'acuité la menace d'une extension du conflit vers l'Afghanistan, où l'ex-Armée rouge s'était embourbée pendant 10 ans lors de sa longue lutte contre les islamistes afghans, jusqu'à son retrait en 1989.

Une partie des moudjahidine tadjiks sont soutenus par l'Iran. Une autre a été formée au contact des milices du chef intégriste afghan Gulbuddin Hekmatyar, dont le Hezb-I-Islami a reculé de plusieurs zones afghanes qu'il contrôlait au profit des régionalistes dirigés militairement par Ahmed Shah Massoud.

La dernière offensive islamiste, qui correspond comme chaque année à l'arrivée du printemps, prend cette fois plus d'ampleur par sa durée et le soutien militaire apporté pour la première fois ouvertement aux moudjahidine sunnites par les Pamiris, des chites ismaéliens modérés.

Célébrations pascales



Le pape Jean-Paul II s'est fait confesseur, hier à la basilique Saint-Pierre de Rome dans le cadre des cérémonies du Vendredi saint. Le Saint-Père a aussi participé, sous la pluie battante, au chemin de la Croix. Pour la première fois en 17 ans, Jean-Paul II a rompu avec la tradition en partageant avec d'autres personnes, dont trois femmes, le privilège de porter la croix jusqu'au Collisée. Le porte-parole du Vatican, Joaquin Navarro-Valls, a souligné que ce changement protocolaire était destiné à mettre en exergue le caractère oecuménique de la cérémonie et qu'il ne fallait pas l'interpréter comme un signe de détérioration de la santé du pape. Jean-Paul II n'a porté la croix à travers les étroits passages du théâtre antique que pendant les deux premières stations.

O.J. SIMPSON
Criminaliste
en difficulté

LOS ANGELES (AP) — Les avocats de la poursuite dans l'affaire O.J. Simpson ont tenté hier de sauver le témoignage d'un criminaliste en soulignant que s'il avait voulu contrefaire des documents, il aurait fait un meilleur travail.

Le procureur Hank Goldberg a présenté à l'expert en scènes de crime Dennis Fung un rapport sur lequel une note était presque effacée. La défense affirme qu'il s'agit là d'un exemple de la participation de Dennis Fung à un vaste complot contre O.J. Simpson.

«Vous ne semblez pas avoir fait un très bon travail en effaçant cette note?» a demandé Hank Goldberg.

«C'est exact», a répondu Fung, qui avait pour tâche de rassembler les éléments de preuve au condominium où l'ex-femme d'O.J. Simpson et son ami ont été tués, ainsi qu'à la résidence de l'ex-footballeur.

L'avocat a souligné que la note effacée était accompagnée des initiales de Fung et a demandé: «Si vous altériez un document avec quelque intention malveillante, croyez-vous que ce serait une bonne idée que de le dater et d'y mettre vos initiales?»

Une objection de la défense à cette question a été retenue.

La poursuite a également montré au jury une cassette vidéo et une enveloppe pour prouver que Fung avait bel et bien reçu les échantillons de sang d'O.J. Simpson le jour suivant les meurtres et qu'il ne les avait pas laissés à un inspecteur pendant la nuit, ce qui aurait augmenté les chances d'une manipulation.

La cassette vidéo présentée par M. Goldberg au jury, appartenant à la défense elle-même, montre Fung marchant avec son collègue Andrea Mazzola, lequel transporte un sac de plastique noir, à la sortie de la résidence de l'ex-footballeur, le soir suivant les meurtres.

Le sac semble contenir un objet rectangulaire ayant à peu près la taille de l'enveloppe également présentée au jury, dont Dennis Fung dit qu'elle contenait un échantillon du sang d'O.J. Simpson prélevé ce soir-là par l'inspecteur Philip Vannater.

Au cours d'une audience tenue sans la présence du jury, le juge a déclaré que la poursuite n'agissait pas correctement en produisant devant le jury un document découvert tout récemment sans en avoir averti au préalable la défense et la cour.

Le juge Lance Ito a souligné que la poursuite avait l'obligation de remettre une page des notes de Dennis Fung à la défense. Il a dit qu'il expliquerait au jury que la poursuite avait violé un ordre de cour mais qu'il rejetait la requête de la défense visant à faire annuler ce témoignage.

Winnie de nouveau limogée

■ JOHANNESBURG (AFP) — La saga «Mandela contre Mandela» est revenue à la case départ avec l'annonce hier que Winnie Mandela était définitivement limogée par son époux Nelson du gouvernement sud-africain d'unité nationale.

«Après mûre réflexion et conformément aux pouvoirs qui me sont conférés par la Constitution, j'ai décidé de mettre fin aux fonctions» de vice-ministre des Arts, de la Culture, des Sciences et de la Technologie de Mme Mandela, a déclaré le chef de l'État.

Le président a ainsi mis un terme à la confusion entourant le sort de l'«ancienne Mère de la Nation», renvoyée du gouvernement une première fois le 27 mars puis, après son attaque en justice, réintégré mercredi pour des raisons de procédures.

Mais le gouvernement ne sort pas grandi de ses faux-pas qui ont fait les

gorges chaudes de la minorité blanche et ont valu au président d'être qualifié de chef d'une «république bananière». Il n'est pas à l'abri d'une contre-attaque de Mme Mandela qui n'a jamais été femme à baisser les bras.

Elle l'a prouvé ces dernières semaines: d'abord en entraînant la police devant la justice pour obtenir, avec succès, l'annulation des mandats utilisés le 1er mars pour perquisitionner son domicile et ses bureaux. Elle a ainsi récupéré les documents saisis et mis une sourdine aux accusations de corruption dont elle était l'objet.

Découverte d'une réplique du temple de Jérusalem à Naplouse

■ MONT GERIZIM, Cisjordanie (AP) — Grâce à une histoire d'amour antique, un archéologue israélien affirme avoir mis au jour près de Naplouse la réplique exacte du temple de Jérusalem, qui se dressait près du Dôme du Rocher et fut un foyer de vie pour les Juifs pendant des siècles avant d'être détruit, il y a plus de 1900 ans.

Yitzhak Magen, directeur des services archéologiques israéliens pour la Cisjordanie, dit avoir retrouvé les fondations de ce temple samaritain sur le mont Gerizim, au-dessus de Naplouse, avec l'aide des écrits de l'historien Flavius Joseph. Ce dernier avait rapporté l'histoire de Menashe, un prêtre de Jérusalem qui viola la loi religieuse en épousant une non-juive, Nikaso. El-

le était Samaritaine, une secte honnie par les Juifs.

«Ils lui ont dit: Soit vous quittez le temple de Jérusalem, soit vous quittez votre femme. Il a décidé de rester avec sa femme. Ce n'est pas une histoire d'amour, ça?» se réjouit-il.

Selon Flavius Joseph, Sanballat, père de Nikaso et chef des Samaritains, promit à Menashe de lui construire la

réplique exacte du temple de Jérusalem et de faire de lui son grand prêtre.

C'est cette réplique qui a été retrouvée sous les ruines d'une église byzantine du Ve siècle située sur le mont Gerizim, un sommet de 800 mètres qui domine la ville palestinienne de Naplouse, en Cisjordanie. L'équipe de M. Magen a commencé ses fouilles en 1983 mais elle n'a retrouvé ces vestiges que très récemment. Le site devrait être ouvert au public l'an prochain.

Pour l'histoire, le temple samaritain de Naplouse (qui sera détruit en 113 avant J.-C. par l'ethnarque et grand prêtre Jean Hyrcan) est une réplique

du second temple de Jérusalem.

Le premier temple avait été édifié par le roi Salomon en 960 avant J.-C. avant d'être détruit par le roi babylonien Nabuchodonosor en 587 av. J.-C. Les Juifs ont reconstruit en 520 av. J.-C. un second temple qui a été incendié en 70 par les légions romaines de Titus. Les Juifs attendent l'avènement du Messie pour le reconstruire.

LE SECOND TEMPLE

Il ne reste aujourd'hui du second temple que son mur occidental, le célèbre Mur des Lamentations. À Naplouse, la porte nord de la réplique correspond à la description d'une por-

te du Temple de Jérusalem faite dans l'un des parchemins de la mer Morte.

Si les dimensions exactes du second temple restent inconnues, celles du temple du mont Gerizim laissent entrevoir un édifice de 120 mètres sur 170. Sur place, on devine des murs de deux mètres d'épaisseur, des portes et des autels.

M. Magen y a retrouvé des inscriptions en hébreu michnique du IIe siècle av. J.-C. montrant que les Samaritains avaient adopté beaucoup de choses, des prières juives jusqu'aux sacrifices rituels d'animaux, comme en attestent les cendres et les ossements de boucs et de moutons.

L'Élysée nie que Mitterrand soit dans le coma

■ PARIS (AFP) — L'Élysée a nié hier que le président français François Mitterrand soit dans le coma et ait été hospitalisé d'urgence hier matin à la suite d'une brusque aggravation de son état de santé et a démenti les rumeurs qui faisaient état dans la matinée de son hospitalisation et d'une brusque aggravation de sa maladie.

«Je l'ai eu deux fois au téléphone hier matin. Il va très bien. À midi, il était en parfaite santé», a déclaré le secrétaire général adjoint de l'Élysée, Anne Lauvergeon.

Les rumeurs sur une hospitalisation du chef de l'État français étaient nées dans la matinée et avaient circulé dans les salles de rédaction, sans qu'on puisse en identifier l'origine. Elles faisaient suite à des déclarations dans les médias de l'animateur de télévision Bernard Pivot qui a récemment enregistré une longue émission avec M. Mitterrand et l'a trouvé très affecté par son cancer de la prostate.

M. Mitterrand se trouve actuellement «dans le midi» de la France, a ajouté Mme Lauvergeon lors d'une rencontre avec les journalistes de l'association Europresse.

Interrogé par la radio Europe 1, M. Pivot a précisé : «je crois que s'il avait suivi le conseil de ses médecins et s'il s'était écouté lui-même, il aurait dû annuler ou reporter cet entretien, car à l'évidence, son visage portait les marques de la lutte contre la souffrance».

M. Mitterrand, 78 ans, a été opéré à deux reprises d'un cancer de la prostate. Après une chimiothérapie, il a subi une radiothérapie. Une nouvelle phase de ce traitement par rayons, très éprouvant, a commencé il y a quelques jours, a-t-on appris dans son entourage.

Des proches qui ont assisté à l'entretien soulignent que, comme cela s'est déjà produit dans le passé, M.

Mitterrand paraît peiner au début de cette interview, mais qu'en parlant et en défendant ses idées, il retrouve son allant et son enthousiasme.

Crispé en début d'émission, les lèvres serrées, souffrant manifestement de son traitement anticancéreux, M. Mitterrand a évoqué pendant une heure et demie à la télévision française sa vie et son action.

Le président français s'est détendu et animé au fil des questions, plaisantant et racontant des anecdotes.

Au cours de l'émission, M. Mitterrand s'est livré à une méditation sur le pouvoir. «Oui, j'aime l'histoire et m'inscrire dans l'histoire, dans une certaine histoire, a-t-il dit. On se souvient tout juste de Toutankhamon, que dira-t-on même du général de Gaulle, de Pompidou, de Giscard d'Estaing, de moi et du prochain dans quelques milliers d'années!»

Quant au jugement porté sur son action à la tête de l'État dans les innombrables ouvrages qui paraissent sur lui, il a noté : «Le plateau de la balance penche du côté de l'écrasement! On dit n'importe quoi et n'importe quelle bêtise. Ce sont en général des polémistes qui m'attaquent».

L'émission s'est terminée, selon la tradition de *Bouillon de Culture*, par un questionnaire. «Si Dieu existe, qu'aimeriez-vous l'entendre vous dire, à vous François Mitterrand?», a demandé Bernard Pivot. «Eh bien, je pense qu'il serait appelé à me dire: "Enfin tu sais!" J'espère qu'il ajouterait: "Sois le bienvenu"», a dit le président français.

Une reine perd la tête



La statue de la reine Elizabeth II installée lundi à grand bruit à Canberra, en Australie, a été décapitée. La police n'a pu encore retrouver le chef royal. L'œuvre du sculpteur Greg Taylor montrait grandeur nature la reine d'Angleterre affublée de sa seule couronne, assise sur un banc aux côtés de son époux, le prince Phillip en costume d'Adam. La statue, baptisée Près du lac avec Liz et Phil, avait soulevé la colère des monarchistes australiens.

Les assassins du journaliste Mino Pecorelli identifiés

ROME (AFP) — Les deux auteurs présumés de l'assassinat du journaliste Mino Pecorelli dont l'ex-chef de gouvernement démocrate-chrétien Giulio Andreotti est soupçonné d'être le commanditaire, ont été identifiés, 16 ans après les faits, a-t-on appris hier de sources judiciaires à Rome.

Mino Pecorelli, qui s'appretait à publier un article contenant des révélations sur Giulio Andreotti et le cas Aldo Moro, a été tué en 1979 par un homme de main de la mafia sicilienne, Michelangelo La Barbera, et par Massimo Carminati, alors terroriste d'extrême droite. Ils ont été avisés en prison de la nouvelle accusation pesant sur eux.

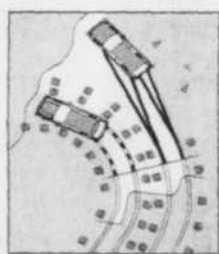
L'enquête sur cet assassinat mystérieux avait été classée en 1982 mais à partir de 1984 les confessions du plus célèbre repenti de la mafia, Tommaso Buscetta, au juge antimafia Giovanni Falcone, assassiné en 1992, ont permis de rouvrir l'enquête.

Buscetta avait affirmé que l'assassinat du journaliste avait été exécuté par un homme de main du parrain sicilien Tano Badalamenti, aujourd'hui emprisonné aux États-Unis où il purge une peine de 45 ans. Le repenti avait ajouté que le crime avait été commandité par Giulio Andreotti et par le juge Claudio Vitalone, un proche du chef de gouvernement démocrate-chrétien.

Badalamenti, chef historique de la mafia, est revenu sur le devant de l'actualité, il y a quelques semaines, quand il avait annoncé, pour ensuite se rétracter, qu'il accepterait de venir témoigner en Italie sur les procès en cours. Le parquet de Palerme, qui accuse Giulio Andreotti d'association avec la mafia et dont le procès commencera en septembre, considère son témoignage comme essentiel.

La toute nouvelle Subaru Legacy à traction intégrale

DU CRAN



La traction est au coeur de l'adhérence à la route et de la conduite sécuritaire. La Subaru Legacy 1995 à traction intégrale s'avère donc idéale pour les gens d'action.

Sur pavé sec ou humide, par beau ou mauvais temps, la technologie de la traction intégrale

de Subaru, qui transfère instantanément la traction aux roues offrant la meilleure adhérence, vous procure un surcroît de mordant et de sécurité, ajoutant ainsi contrôle et confiance au plaisir de rouler.



Saisissante. L'attrait de la Legacy va au-delà de son élégance. Bénéficiant d'une direction à réponse immédiate, d'une accélération rapide et d'un confort hors pair, caractéristiques qui la distinguent de la plupart des véhicules à traction intégrale, il n'est pas surprenant de constater qu'elle est la voiture à traction intégrale la plus populaire en Amérique du Nord.*

La Championne. La Legacy n'est pas uniquement la championne de l'adhérence à la route. Elle a aussi fait sa marque comme "Meilleure nouvelle familiale/fourgonnette" pour 1995 selon l'AJAC! Ainsi la Legacy, également lauréate AJAC en '90, '91 et '93, perpétue sa tradition d'excellence et peut se vanter d'être la seule championne AJAC à 4 reprises.

Faites-en l'essai! Faites l'essai d'une Legacy et découvrez les avantages exceptionnels de la traction intégrale. Pour plus de renseignements et pour connaître les coordonnées du concessionnaire le plus près de chez vous, composez le 1-800-876-4293.

Meilleure nouvelle familiale/fourgonnette de 1995 Titre décerné par l'AJAC AAC

SUBARU
L'atTraction intégraleSM



*Source: R.L. Polk & Co. statistiques d'immatriculation U.S. et données sur l'immatriculation de véhicules canadiens à la fin de 1993. †Titre décerné par l'Association des journalistes automobiles du Canada

Acadia Subaru

999 avenue Galibois, Ville Vanier
(418) 681-6000

Lévis Subaru

72 route Kennedy, Lévis
(418) 833-1960

Option Subaru

2505 boul. Henri Bourassa, Québec
(418) 648-9518

Accueil glacial pour les confessions de McNamara

Désaveu de la guerre du Vietnam

■ WASHINGTON (AFP) — Un accueil glacial a été réservé aux États-Unis aux confessions de Robert McNamara, secrétaire à la Défense du président John Kennedy, qui, pour la première fois, affirme dans ses mémoires que la guerre du Vietnam fut une tragique erreur.

Fait sans précédent dans un pays où les plaies ne sont pas encore cicatrisées sur ce sujet, M. McNamara, aujourd'hui âgé de 78 ans, dévoile les dessous de cette guerre vus du Pentagone et de la Maison-Blanche. « Nous nous sommes terriblement trompés », avoue-t-il dans *In retrospect*.

M. McNamara est à ce jour le plus haut responsable américain à s'exprimer ainsi, mais ses aveux ont choqué. « Désolé, les gars », ironise le *Los Angeles Times* qui, dans un dessin à l'humour noir, le représente face au Monument à la mémoire des Anciens du Vietnam, où sont gravés les noms des 58 000 Américains tués au combat.

Hormis le conservateur *Washington Times*, qui estime que « la guerre du Vietnam reste une cause honorable », les journaux reprochent surtout l'aspect tardif de ces confessions.

Dans son livre, M. McNamara attribue les erreurs commises à « l'innocence et la confiance en soi ». Il cite notamment le fait que Washington jugeait, à tort selon lui, que la sécurité des États-Unis était menacée par la chute du Vietnam dans le giron communiste.

Il avoue que les gouvernements de John Kennedy puis de Lyndon Johnson ne disposaient d'aucun expert sur l'Asie du Sud-Est, tous ayant été victimes des purges du sénateur Joe McCarthy, à l'époque de la « chasse aux sorcières ».

ERREUR COMPLÈTE

Il estime aussi que Washington s'est trompé dès le début en croyant à la théorie des dominos, selon laquelle la chute du Vietnam risquait de provoquer une réaction en chaîne au profit des communistes. Il reconnaît avoir « totalement sous-estimé l'aspect nationalis-

te du mouvement de Ho Chin Minh ».

« De tels jugements mal fondés ont été acceptés sans aucun débat par l'administration Kennedy », écrit-il.

Les anciens du Vietnam ne sont pas convaincus. « Nous savions que cette guerre était mauvaise dès le premier jour où nous y avons été envoyés », explique Lynn, qui tient à Washington un stand de défense des prisonniers de guerre, à quelques pas du Monument à la mémoire des Anciens du Vietnam.

« Il faut que le Congrès et la présidence s'excusent auprès des familles qui ont perdu un fils, un mari, un père ou un frère », ajoute-t-il.

John Catterson, conseiller juridique de l'association Les anciens combattants du Vietnam, prévoit que les confessions de McNamara vont provoquer des tensions, « parce que cela prouve que 58 000 personnes n'avaient pas à mourir ainsi ».

Publié à l'époque, le livre de Robert McNamara les aurait considérablement aidés à se réinsérer dans la société, explique M. Catterson.

Décès de Burl Ives



L'acteur américain Burl Ives, 85 ans, est décédé chez lui hier matin à Anacortes, dans l'État de Washington. Burl Ives est célèbre pour son rôle de Big Daddy dans *La Chatte sur un toit brûlant*. Il a aussi joué dans *À l'est d'Eden* et dans *La Forêt interdite* et a remporté l'Oscar du meilleur second rôle pour sa performance dans *Les grands espaces*.

EN BREF

Clinton de nouveau candidat

Le président Bill Clinton a officiellement lancé hier sa campagne pour la présidentielle de 1996, en déposant sa candidature auprès de la Commission fédérale des élections. Le premier acte du « Comité Clinton-Gore pour les primaires 96 » consistera à envoyer lundi une lettre de M. Clinton « à un million de ses amis les plus proches », a indiqué Michael McCurry, porte-parole de la Maison-Blanche. Bien que le président ne demande pas « directement » aux destinataires d'envoyer de l'argent, la lettre contient une enveloppe « au cas où quelqu'un aurait le désir » de le faire, a commenté avec un sourire M. McCurry.

Prix concurrentiels

Pontiac Firefly #166 2 portes, 5 vitesses 10 500\$	Buick Regal 1995 #421 22 550\$
Buick LeSabre 1995 #396 29 350\$	GMC Pick up "S" #135 13 200\$

BOUCHARD PONTIAC BUICK GMC
7680, boul. Sainte-Anne, Château-Richer
824-4201
Ouvert tous les soirs, fermé samedi

1173, Boul. Charest Ouest, Québec
Bur. 300-9
GIN 2C9

Uniform-Québec annonce un événement majeur sur la connectivité réseau et les systèmes ouverts

INTEROP@QUÉBEC

Connectivité réseau, Unix, SGBD, client/serveur et Internet
Les 3 et 4 mai 1995, Québec Hilton, 7 Place Québec, Québec

Programme préliminaire
Journée de formation (3 mai 1995)
Deux cours en parallèle dispensés par la formation continue de l'Université Laval

A) Connectivité et sécurité TUP/IP - INTERNET
B) SENDMAIL (Configuration du courrier électronique sur Unix)

Conférences et salon des exposants (4 mai 1995)
Conférences du tronc commun (45 minutes)

- « Unix and the Internet at 25: How did we get here? »
Monsieur Peter H. Salus (Usenix, Boston)
- « Critères de sélection d'une passerelle Internet sécurisée »
Monsieur Hervé Schaner (HSC consultants, Paris)

Une quinzaine de conférences sur 3 pistes en parallèle (30 minutes) dont voici quelques titres:

- Interface WWW à des bases de données.
- Le côté noir du client / serveur: la gestion des environnements technologiques.
- Le raccordement d'une entreprise ou d'un ministère à l'Internet.
- L'installation et la gestion d'un serveur HTTP pour un site WWW.
- Solution de gestion de réseaux et de systèmes.
- Solution de réseautage et inter-reseautage (Ethernet, Token-Ring, FDDI, ATM).
- Rapport interactif de bases de données.
- La stratégie pour la gestion des systèmes pour les environnements multiplateformes.
- Evolution de technologies de réseaux locaux.
- Base de données dans le monde UNIX parallèle.
- Base de données et la réplication symétrique.
- Technologies relatives à la qualité de l'alimentation C.A.
- Logiciel de l'entrepôt de données.
- Développement et objets distribués dans l'environnement UNIX.

Information et réservation: 684-0249
Télécopieur: 684-0250
Internet: information@quebec.uniform.ca
Courrier électronique: information@quebec.uniform.ca
Serveur Internet: http://www.quebec.uniform.ca

HEWLETT PACKARD, XEROX, BELL, IRISCO, COMPUTER ASSOCIATES, A.N.I.Q., ORACLE, MICRO LOGIC, Sun, IBM, ANIXTER, gandalf, CRIM

UN RETOUR AUX ÉTUDES... POURQUOI PAS ?

Réorienter sa carrière par des études à l'Université... pourquoi pas ? Améliorer ses conditions de travail et de vie en décrochant un diplôme universitaire... pourquoi pas ? Se perfectionner en choisissant un cours à l'Université... pourquoi pas ? QUE VOUS DÉTENEZ OU NON UN DIPLÔME D'ÉTUDES COLLÉGIALES, L'UNIVERSITÉ LAVAL EST À VOTRE PORTÉE.

SOIRÉE D'INFORMATION Stationnement gratuit disponible à côté du pavillon La Laurentienne.

Le mercredi 19 avril de 19h30 à 21h30
Auditorium Jean-Paul-Tardif
Pavillon La Laurentienne

Téléphone : (418) 656-3202
1-800-561-0478 poste 3202
Télécopieur : (418) 656-5538

SI VOUS COUSEZ, SAUTEZ SUR L'OCCASION!

FABRICVILLE

OUVERT LUNDI DE PÂQUES 17 AVRIL

VENTE SURPRISE POUR PÂQUES

DÉBUTANT LE MERCREDI 12 AVRIL EN VIGUEUR DURANT LE WEEK-END PASCAL ET JUSQU'AU MARDI 18 AVRIL

TOUT EST REDUIT EN MAGASIN

SANS EXCEPTION!!!

TOUS LES NOUVEAUX TISSUS PRINTANCIERS

TOUS LES TISSUS DE BASE

TOUS LES TISSUS POUR LA MARIÉE

TOUS LES TISSUS POUR LA DÉCORATION

TOUS LES ARTICLES DE COUTURE

TOUS LES ACCESSOIRES DE TENTURES

CHAQUE MÈTRE DE TISSU... EN MAGASIN

CHAQUE ARTICLE... EN SOLDE

TOUS LES PATRONS EN MAGASIN SONT... RÉDUITS!

Avec achat de tissus - Carte d'or

FABRICVILLE

SAINTE-FOY - PLACE LAURIER
2740, boul. Laurier
3e étage sur la Promenade
651-3489
Lundi au mercredi: 9h30 à 17h30.
Jeudi et vendredi: 9h30 à 21h.

QUÉBEC
1505 rue d'Estimauville
661-6128
Samedi 9h à 17h.
Dimanche 12h à 17h.

En raison de manque d'espace, tous les articles ne sont pas disponibles dans tous les magasins.

UN GRAND

OPÉRA

S'AMÈNE!



**AUX GALERIES
POUR PÂQUES,
SPECTACLES GRATUITS**

avec des artistes de renommée internationale :

Acrobatie, trapèze, fil de fer,
corde lisse et bien sûr,
le célèbre clown **CHOCOLAT!**

JEUDI 19 h
VENDREDI 13 h et 19 h
SAMEDI 11 h et 13 h
COUR CENTRALE

Visitez notre petite ferme de Pâques et
rencontrez **Toutétourdi**, notre mascotte,
qui distribuera du chocolat
aux tout-petits.



LES
**GALERIES DE
LA CAPITALE**

IMAX
LE THÉÂTRE

C'est pour bientôt!



LE SOLEIL



LE SOLEIL
LE MONDE

LE SAMEDI 15 AVRIL 1995

Civitavecchia va-t-elle devenir une nouvelle Lourdes ?

■ (AP) — Le business du miracle prend ses quartiers à Civitavecchia, cette paisible cité balnéaire italienne située à 65 km au nord-ouest de Rome, et brutalement plongée dans l'actualité lorsqu'une petite fille de cinq ans vit il y a dix semaines une statue de la Vierge pleurer du sang.

Depuis, les travailleurs municipaux ont travaillé d'arrache-pied pour aménager 5000 places de stationnement et construire une rampe pour fauteuils roulants conduisant à l'église de Sant'Agostino, qui abritait il y a peu la désormais célèbre statue de 43 centimètres de haut.

Dans les rues, on pouvait recenser hier au moins cinq vendeurs ambulants de sandwiches, alors que la Croix-Rouge italienne a mis sur pied un hôpital de campagne. Au restaurant, les cuisiniers se sont affairés: tout ce petit monde a attendu de pied ferme l'arrivée de dizaines de milliers de pèlerins s'appêtant à affluer pour la procession du Vendredi saint. Las, peu sont venus.

En raison d'un conflit entre la justice et l'Église, la Madone est en effet restée confinée dans la résidence de l'évêque Girolamo Grillo, sur ordre d'un magistrat instruisant en vertu d'une loi sur « l'abus de la crédulité du public ».

Depuis le début de l'affaire, la Vierge de Civitavecchia a déchaîné les passions et occupé un grand espace dans les médias. Depuis



Les touristes ont déserté hier la petite église Sant'Agostino de Civitavecchia, lieu d'un soi-disant miracle. La statue que l'on aperçoit remplace celle de la Vierge pleureuse, mise sous séquestre à la résidence de l'évêque, en attendant la fin de l'enquête.

février, le nombre de Vierges pleureuses a explosé pour atteindre au moins 13 en Italie. Mais beaucoup n'étaient que des canulars.

À Civitavecchia, Mgr Grillo avait pourtant affirmé dans un premier temps que la statue avait pleuré du sang alors qu'il la tenait dans ses propres mains. Mais après une interven-

tion du Vatican qui lui a recommandé de faire montre de plus de prudence dans ses propos, le prélat s'est rétracté. Selon les tests en laboratoire ordonnés par le juge Antonio Albano, le liquide rouge prélevé sur la statue est du sang humain de type masculin. Mais les tests se poursuivent encore.

Aujourd'hui et lundi!

Dites adieu aux faces de carême!

Les Aubaines mystère sont de retour!



**10 % à 25 %
de rabais**

VASTE CHOIX D'ARTICLES
À PRIX ORDINAIRE, DE SOLDE
OU DE LIQUIDATION!

- Vêtements (sauf les chemises de ville pour homme), accessoires mode et chaussures (sauf les chaussures Brown) pour femme, homme ou enfant
- Bijoux mode • Appareils électriques d'hygiène personnelle • Articles ménagers • Articles de sport
- Lampes • Friandises et plus encore!

*Liste complète des exceptions en magasin et au verso de la carte Aubaines mystère.

50 % de rabais

Sur le prix ordinaire de ces articles : bijoux en or 10 ct ou 14 ct (sauf les bijoux en or dont le prix vedette se termine par 99 c et les bagues), matelas et sommiers (sauf les matelas et sommiers L'avantage des meilleurs prix), vaisselle de porcelaine Royal Albert et les batteries de cuisine à plus de 250 \$ ainsi que les articles suivis assortis.

Les rabais Aubaines mystère de 10 % à 25 % et de 30 % à 50 % ne s'appliquent pas à cette offre spéciale.

**30 % à 50 %
de rabais**

UN BEL ASSORTIMENT
D'ARTICLES À PRIX ORDINAIRE!

- Chemises de ville pour homme • Montres
- Bijoux en perles de culture, rondes ou d'eau douce
- Bijoux en jade • Gravures • Oreillers
- Serviettes • Articles-cadeaux du rayon de la verrerie • Verres à pied
- Linge de table et bien plus encore!

*Liste complète des exceptions en magasin et au verso de la carte Aubaines mystère.

Pas de TPS**

Sur le prix ordinaire de ces articles : tous les gros électroménagers de marques nationales, matelas et sommiers L'avantage des meilleurs prix, aspirateurs, fours à micro-ondes, produits de traitement de l'air, téléviseurs, magnétoscopes, caméscopes, chaînes stéréo et meubles Home Studio.

**Nous vous accorderons un rabais équivalant à la TPS.

Les rabais Aubaines mystère de 10 % à 25 % et de 30 % à 50 % ne s'appliquent pas à cette offre spéciale.

Les rabais Aubaines mystère de 10 % à 25 % et de 30 % à 50 % ne peuvent être combinés entre eux.
Cet événement Aubaines mystère n'a cours que dans la province de Québec.



la **Baie**

Compagnie de la Baie d'Hudson

L'AVANTAGE DES MEILLEURS PRIX®

L'Ukraine voudrait oublier Tchernobyl

■ KIEV (AFP) — L'Ukraine voudrait bien oublier Tchernobyl, la centrale nucléaire maudite qui lui colle à la peau comme une tache indélébile depuis le 26 avril 1986, date de l'explosion d'un réacteur qui a provoqué la plus grave catastrophe du nucléaire civil.

C'est pour cette raison que le président ukrainien Leonid Kouchma s'est engagé jeudi, devant une délégation du G7 et de l'UE, à fermer Tchernobyl « avant la fin du siècle ».

Il a voulu marquer sa volonté de tourner la page pour que l'image de son pays ne soit pas systématiquement associée à Tchernobyl.

M. Kouchma a pris de court son influent lobby nucléaire qui s'était manifesté le matin même lors d'une conférence de presse du directeur de Tchernobyl, Sergueï Parachine. L'arrêt de la centrale, avait affirmé M. Parachine, « occasionnera une perte de 4,4 milliards \$ pour les 16 ans pendant lesquels la centrale peut encore fonctionner ». Il avait évoqué la construction d'une centrale thermique à gaz de 3000 MW à Slavoutitch, ville de 30 000 habitants à 45 km de Tchernobyl, qui vit essentiellement de la centrale.

Changeant de ton l'après-midi, lorsque la délégation du G7 et de l'UE, conduite par le ministre français de l'Environnement, Michel Barnier, est reçue par M. Kouchma. Il place à ses côtés le ministre de l'Environnement et de la sûreté nucléaire, Iouri Kostenko et se réjouit que Mikhaïl Oumanets,

le chef du Comité d'État à l'énergie nucléaire, soit assis de l'autre côté de la table. Fin mars, M. Oumanets avait déclaré que l'insistance des pays occidentaux à exiger la fermeture de Tchernobyl, était « sans fondement technique ».

La discussion avec la délégation UE-G7 n'a pas commencé directement sur Tchernobyl, mais sur la balance des paiements de l'Ukraine. Pour 1994, l'UE avait décidé d'une aide de 85 millions d'euros, mais le versement avait été conditionné à une décision de fermeture de la centrale. Pour 1995, le déficit de la balance des paiements est évalué à 5,7 milliards \$ par le FMI.

Les 85 millions d'euros ne devraient être débloqués qu'après la publication du calendrier de fermeture de Tchernobyl. Un prêt européen de 220 millions d'euros sera étudié ensuite.

M. Kouchma a ensuite mis sur la table son projet de fermeture du site avant l'an 2000, compensé par la construction d'une centrale thermique à gaz. Progressivement, les réacteurs I et III encore en fonctionnement seront fermés et le réacteur II ne sera pas remis en marche, comme cela était prévu par M. Oumanets.

Cancers en hausse chez les enfants

PARIS (AFP) — Neuf ans après la catastrophe de Tchernobyl, « l'un des faits indiscutables et aujourd'hui très marquant est la poursuite de l'augmentation des cancers de la thyroïde, surtout chez l'enfant en Biélorussie, en Ukraine et en Russie », affirme un document de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) français.

Des régions importantes de ces trois pays se sont en effet trouvées sous le nuage radioactif dû à l'explosion du réacteur IV de la centrale.

Travaillant avec les organismes de santé de ces pays, l'IPSN souligne qu'en Biélorussie, entre 1986 et 1994, « le taux de cancer de la thyroïde chez les enfants âgés de moins de 15 ans au moment du diagnostic a été multiplié par 30 » pour atteindre 333 cas, alors que « chez l'adulte, l'incidence a été multipliée par trois ». Néanmoins « l'impact de l'augmentation de ces cancers thyroïdiens est plus important chez l'adulte que chez l'enfant » en nombre de cas. Même chose en Ukraine et en Russie.

En revanche, selon les chercheurs de l'IPSN, « aucune étude ne montre aujourd'hui d'excès de cancers hormis ceux de la thyroïde dans la population. Il n'y a pas non plus d'augmentation des leucémies ».

Autres conséquences de la catastrophe : des insomnies, des fatigues chroniques, des états dépressifs et autres symptômes liés au stress.


Casque bleu tué à Sarajevo



Ce petit garçon de Sarajevo faisait hier un signe de paix d'une main, tandis que de l'autre, il tenait une arme jouet. Un casque bleu français a été tué hier, par un tireur embusqué dans un faubourg de Sarajevo. Le soldat, un sous-officier du 1er régiment étranger de Cavalerie d'O-range, a été atteint d'une balle dans la gorge alors qu'il traversait dans un véhicule le quartier de Dobrinja, entre l'aéroport et le centre-ville, un quartier situé à proximité de la ligne de front entre Serbes et Bosniaques. Il n'a pas été possible de déterminer d'où est parti le coup de feu.

ADMA
ORDRE DES ADMINISTRATEURS AGRÉS DU QUÉBEC

SOUPER-CONFÉRENCE



M. Jacques Jobin
Conseiller municipal à la Ville de Québec
Vice-président associé de Propage Communication inc.

Thème: L'avenir économique de Québec après l'état providence
Date et heure: 25 avril 1995 à 18h30
Lieu: Hôtel Québec
2115, boulevard Laurier
Sainte-Foy (Québec)
Coût: 28 \$ pour les membres
35 \$ pour les non-membres
Réservations: Caroline au
(418) 627-3666

CONFÉRENCE



Lorraine Pagé, présidente CEO

Thème: À la veille des États généraux sur l'éducation, quelle devrait être l'école du 21^e siècle ?
Date: Mercredi, le 19 avril 1995
Lieu: Hôtel Québec Hilton
Salon Les Plaines du Québec
Heure: 12 h à 14 h
Prix: 28 \$

Confirmer votre présence auprès de Micheline St-Pierre avant le 18 avril en composant le numéro de téléphone : (418) 657-2485

Pour les membres de l'ADENAP, l'activité est gratuite

ADENAP

La Société de promotion économique du Québec métropolitain

Nomination



Ghislain Théberge

Le Conseil d'administration de La Société de promotion économique du Québec métropolitain (SPEQM) est heureux d'annoncer la nomination de monsieur Ghislain Théberge au poste de président du Conseil. Monsieur Théberge est présentement président de HUMACOM inc. et il possède une longue expérience de l'administration tant publique que privée. Il succède à monsieur André Lemieux, associé-directeur au bureau de KPMG à Lévis, qui continuera de siéger au Conseil de la SPEQM. La SPEQM a pour mandat de promouvoir à l'échelle nationale et internationale, la vocation industrielle et technologique de la région métropolitaine de Québec.

Pétez-vous les bretelles
sans vous serrer
la ceinture.



Pontiac Firefly 1995
199\$ / mois*

- Très grande économie d'essence
5,4 l/100 km en ville (52 mi/gal)
4,3 l/100 km sur la grande route (66 mi/gal)**
- Boîte manuelle 5 rapports
- Suspension indépendante aux 4 roues
- 2 sacs gonflables
- Poutrelles de sécurité latérales
- Freins antiblocage (ABS) disponibles en option

Personne ne vous en offre autant!



L'Association marketing des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec

*Financements mensuels basés sur un bail de 36 mois avec versement initial (ou échange équivalent) de 1 240 \$. Sous l'approbation du crédit. Dépôt remboursable de 3000 \$ exigé. Frais de 5 \$ du kilomètre après 72 000 km. Préparation et transport inclus. Taxes en sus. Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers. L'équivalent aux véhicules neufs 1995 en stock. Photos à titre indicatif seulement. **D'après le guide de consommation de carburant de Transport Canada. L'Assistance Routière et la Garantie GM Total™ sont offertes sur les modèles Pontiac 1995 pour une durée de 3 ans ou 60 000 km selon la première éventualité. **Habitat aux diplômés taxable et accordé selon les critères établis par le manufacturier. Voyez votre concessionnaire participant pour tous les détails.



PLUTONIUM

La mise en scène des services secrets allemands se confirme

■ BONN (AFP) — Les soupçons pesant sur les services de renseignement allemands (BND) et la police, suspectés d'avoir mis en scène une saisie record de plutonium, se sont alourdis hier de nouveaux indices, la télévision confortant l'hebdomadaire *Der Spiegel* dans ses accusations.

D'après la première chaîne publique ARD, qui se fonde sur des procès-verbaux d'auditions, la police criminelle de Bavière a elle-même commandé auprès de trois trafiquants du plutonium pouvant entrer dans la fabrication d'une arme atomique et en a suscité l'importation en Allemagne.

Selon ARD, un policier et un interprète ont négocié incognito sur la quantité de plutonium et sur les modalités de paiement avec un trafiquant qui avait finalement déclaré : « Bien, je vais à Moscou en avion et je rapporte 500 grammes de plutonium ».

Ces informations étayaient les révélations du *Spiegel* selon lesquelles la saisie, le 10 août 1994 à Munich, de 363,4 grammes de plutonium 239 a été

montée de toutes pièces par le BND.

Cette saisie, qui s'était effectuée à la descente d'un avion en provenance de Moscou, avait provoqué l'émoi de la communauté internationale et une tension certaine entre Bonn et Moscou. Le *Spiegel* expliquait que la manœuvre prouvée au BND avait pour but de montrer la réalité d'un nouveau danger venu de l'ex-URSS après la chute du communisme. Trois trafiquants présumés doivent comparaître le 10 mai devant le tribunal.

Aux dires du *Spiegel* à paraître lundi, l'opération avait été engagée dès fin 1993. Le journal dément ainsi des propos du chef du BND, Konrad Porzner, selon lequel le renseignement n'avait été informé que le 18 juillet 1994 du tra-

fic quand les trafiquants se trouvaient déjà en Allemagne avec un échantillon. M. Porzner allègue que la police criminelle avait alors été alertée et avait pris en charge le dossier. ARD désigne d'ailleurs le doigt la police criminelle tandis que le *Spiegel* maintient ses accusations contre le BND.

Sur ARD, un spécialiste de droit pénal, Winfried Hassemer, a déclaré que si ces mises en cause étaient fondées, « les fonctionnaires ont fait exactement ce que la loi veut empêcher, à savoir l'introduction chez nous de ces substances dangereuses sans un bon ni réel protocole ».

Le gouvernement allemand avait pour sa part récusé lundi les accusations du *Spiegel*. Malgré ces démentis, le *Spiegel* affirme dans un communiqué avant parution que deux agents du BND opérant en Espagne ont « longuement » cherché à acquérir du plutonium en faisant des offres à d'éventuels vendeurs. Cette affaire a suscité un violent orage politique à Bonn en début de semaine.

Le décès de Guillaume rappelle les destinées diverses des « taupes »

■ BONN (AFP) — Les « taupes » de l'Est démasquées en RFA avant la chute du Mur de Berlin ont connu des destinées diverses, croupissant encore en prison ou coulant des jours paisibles loin des appareils du pouvoir, comme la plus illustre d'entre elle, Guenter Guillaume, mort cette semaine à 68 ans.

Turnant une page d'histoire, une insuffisance cardiaque a emporté celui qui n'avait entraîné dans sa chute rien de moins que le chancelier Willy Brandt. Mais, depuis qu'il avait été condamné à 13 années d'emprisonnement en 1975 pour trahison, puis « échangé » avec la RDA en 1981, Guenter Guillaume avait embrassé une vie plus tranquille.

Certains l'ont imité, d'autres n'ont pas eu cette faculté. Cinq ans après la réunification, les établissements pénitentiaires allemands renferment quelques espions qui rappellent les temps passés de la guerre froide, selon le parquet fédéral de Karlsruhe, compétent en la matière.

Aucune amnistie n'a été prononcée et des procédures continuent d'être diligentées : 5500 depuis la réunification, essentiellement contre des ressortissants de l'ancienne Allemagne de l'Ouest et essentiellement pour leurs « activités d'agents secrets » des services de renseignements de RDA, selon le parquet de Karlsruhe.

Des mandats d'arrêt ont toujours cours, contre Joachim Tiedge par exemple, un informateur est-allemand dans les renseignements généraux de RFA, qui vivait désormais près de Moscou sous la protection des services secrets russes.

Guenter Guillaume avait acquitté sa dette. Le protagoniste de l'une des plus persévérantes entreprises d'infiltration (entrée en RFA en 1956 comme prétendu fugitif pour ne passer les portes de la chancellerie qu'en 1970) avait été arrêté le 24 avril 1974. Willy Brandt, dont Guenter Guillaume était un proche collaborateur, présentait sa démission le 7 mai.

Condamné puis « échangé » comme nombre d'autres, celui qui avait déclenché la plus retentissante affaire d'espionnage de l'après-guerre s'était retiré dans une coquette maisonnée d'Eggersdorf, près de Berlin. Cet homme rond qui persistait à se dire « espion de la paix » et qu'un journaliste tirait occasionnellement de son silence, subsistait grâce à sa pension d'officier de l'armée est-allemande quand le renseignement n'aurait jadis grassement.

Sa première femme, Christel, arrêtée en même temps que lui et condamnée à huit ans de détention, survit quant à elle dans le dénuement à Berlin, rapporte le quotidien populaire *Bild*.

Le maître de Guenter Guillaume et de ses homologues, « l'Espion qui venait du froid », l'homme dont les services secrets occidentaux ne conurent pas les traits avant les années 70 alors qu'il opérait depuis 1958, « Micha », alias Markus Wolf, a été condamné lui aussi pour trahison.

Mais les six ans de prison infligés en décembre 1993 n'ont pas encore été exécutés. Markus Wolf attend à Berlin qu'il soit statué sur son pourvoi. Il se consacre à ses travaux de publicitaire dont il tire un appréciable profit.

Parmi les moyens de son pourvoi, « Micha » avance qu'il n'a pas trahi puisqu'il n'était pas citoyen de RFA. La réponse des magistrats s'avèrera lourde de conséquences. Le sort réservé par la justice à Erich Mielke, 87 ans, chef de la redoutable Stasi (police secrète de RDA), avait déjà suscité la controverse, en particulier sa condamnation pour un double meurtre qui remontait au début des années 30 (Erich Mielke purge six années de prison pour ces faits).

ENCAN EXPO INC. ENCAN EXPO INC. ENCAN EXPO INC.

ATTENTION: ENCAN PUBLIC UN AUTRE ENCAN PUBLIC AURA LIEU PAR ENCAN EXPO INC.

DATE: LE SAMEDI 22 AVRIL 1995, À 9H A.M.
LIEU: 750, CHEMIN OLVIERE, BERNIÈRES, QUÉBEC G7A 2N2
TÉL.: (418) 831-3003
TÉLÉC.: (418) 831-3017

ROULOTTES MOTORISÉES: Southwind 27, mot. Chys. 440 S/N 10007RC, tout équipé • Winnebago 26, mot. Chys. 440, S/N 788LVJ, tout équipé • Honey 21, mot. Dodge 360, S/N 8V736614, tout équipé • Holiday 22, mot. Ford 351, S/N 34974AJ, tout équipé • Unité 21, mot. GM 350, S/N 100906, tout équipé • Continental 21, mot. GMC 454, S/N 456AB, tout équipé • Road Bear, mot. GMC 305, S/N 11MGV, tout équipé • Dodge, mot. Dodge 360, S/N 253851, tout équipé • Econo Camp, mot. Ford 351, S/N 5024LF, tout équipé • Campeur GMC, mot. 350, S/N 9681LL, • Fifthwheel Terry 32, S/N 44971G, tout équipé • Artis 14, S/N 3082CA • Corsair 17, S/N 91439 • Tente roulotte Starcraft S/N 2451SG • Roulotte pour pick-up • BATEAU: Crist Craft 27'10", mot. OMC 5.7, S/N 7065PA • Pantoon Discovery • PICK-UP: Nissan King Cab, trans. manuelle 5 vit. boîte en fibre de verre, S/N GW111018, 4 pneus et roue de secours, tout équipé. GMC 3/4 S/N 1503405. • Auto Toyota (mécanique refaite) • CAMION: Inter R199 S/N C524H, avec équipements pour transplantation d'arbres • Lift ent. 50, cap. 5000 lb • Air Track Gardner Denver • Compresseur Jeger 600 • Fardier 9 t, 3 essieux • Van ferme 45', 2 essieux • Soudouses Lincoln, Hobart • Outillages de garage. Outillages divers, pompe à eau, scie à béton, génératrices, plaque vibrante, vibreur à béton, etc. • Outillages de quincaillerie divers. • Équipements de bureau: ordinateurs, claviers, imprimantes, écrans, dactylos, calculatrices, bureau, chaises, filières, classeurs, etc.

Les roulettes motorisées seront vendues à 13h
Plusieurs autres équipements se rajouteront d'ici l'encan.
Pour renseignements composez (418) 831-3003

ENCAN EXPO INC. ENCAN EXPO INC. ENCAN EXPO INC.

AVIS D'INTÉRÊT

Renseignements sur les locaux à louer, pour usage d'entreposage dans le Québec Métropolitain.

Le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada a besoin d'un espace d'entreposage d'une superficie approximative de 186 mètres carrés ayant une hauteur intérieure libre de 4.3 mètres.

La date d'occupation a été fixée au 1er juillet 1995 pour un terme de 5 ans avec 2 possibilités de prolongation d'une année chacune.

Les locaux devront obligatoirement être situés à l'intérieur du périmètre délimité de la façon suivante:

Nord: Autoroute de la Capitale
Sud: Limites du Cap
Est: Autoroute Laurentienne
Ouest: Autoroute Duplessis

Les locaux devront être totalement accessibles aux personnes handicapées, répondre aux exigences opérationnelles de l'occupant, être munis de deux portes de garage de 3.7 mètres de hauteur par 3.4 mètres de largeur, situés près des grands axes routiers et offrant des facilités de manœuvre pour reculer des remorques à l'intérieur.

Les personnes intéressées doivent répondre par écrit à l'adresse suivante avant le 27 avril 1995:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Politique et Administration des marchés
Gare Maritime Champlain
901, Cap Diamant, Bureau 266
Québec (Québec)
G1K 4K1

Les personnes intéressées doivent faire parvenir les informations suivantes: l'adresse de l'immeuble, la superficie offerte ainsi que les coordonnées de la personne responsable à contacter pour la visite des locaux.

Renseignements: Raynald Hardy
Tél.: (418) 649-2746
Télé.: (418) 649-2733

Il s'agit seulement d'une demande de renseignements sur la disponibilité des locaux. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ne s'engage en aucune façon à louer l'un des locaux proposés. Le Ministère se réserve le droit d'utiliser la liste des personnes intéressées pour lancer des appels d'offres pour ce projet.

NOTICE OF INTEREST

Information request for space available within the Québec Metropolitan area.

Public Works and Government Services Canada has a requirement for a storage area of approximately 186 square metres with an inside clearance height of 4.3 metres. The accommodation will be required for occupancy by July 1st, 1995, for a lease term of 5 years with 2 one year option.

The accommodation offered must be within the boundary area as follows:

North: Autoroute de la Capitale
South: Borders of the Cape
East: Autoroute Laurentienne
West: Autoroute Duplessis

The building offered must be fully accessible to the handicapped, suitable to the tenant operational needs, have 2 garage doors of 3.7 metres height by 3.4 metres wide, located nearby the access of the Highway and offer the space needed to easily back up trailers in the building.

Interested parties should reply in writing to the following address, no later than April 27, 1995:

Public Works and Government Services Canada
Contract and Policy Administration
Champlain Harbour Station
901, Cap Diamant, Room 266
Québec (Québec)
G1K 4K1

Interested parties should give the following information: the address of the building, the area of the space offered and the name and phone number of the person which must be contacted for visiting the premises.

Information: Raynald Hardy
Tel.: (418) 649-2746
Fax: (418) 649-2733

This is only an inquiry as to the availability of space and Public Works and Government Services Canada will not necessarily lease any of the space identified. The Department reserve the right to use the list of interested parties to invite tenders for this project for public tenders requirements.

LOI SUR LA FAILLITE

Avis est, par les présentes, donné que SABLICO INC., ayant son siège social au 1745, route de l'Aéroport, AVICENNE-LORETTE (Québec) et sa place d'affaires au 93, 1^{re} Avenue, FORESTVILLE (Québec), ayant déposé un avis d'intention le 19^e jour de janvier 1995 et ayant déposé une proposition le 20^e jour de mars 1995 entre les mains de Raymond, Chabot inc., syndic dans la ville de Québec, province de Québec, et que ladite proposition n'ayant pas été acceptée par les créanciers, la débiteur est réputé, en conformité de l'article 57 de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité, avoir fait cession de ses biens le 19^e jour de janvier 1995, et que la première assemblée des créanciers fut tenue le 10^e jour d'avril 1995.

DATE DE QUÉBEC, ce 12^e jour d'avril 1995

RAYMOND, CHABOT INC.,
SYNDIC aux biens de SABLICO INC.
Par: André Champagne, c.a. syndic

RAYMOND, CHABOT INC.
Syndic de faillite

888, rue Saint-Jean, bureau 200
Québec (Québec) G1R 5H6

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DIVISION DE QUÉBEC
NO COUR. 200-11-000393-952
SUR.: 071877

COUR SUPÉRIEURE

(En matière de faillite et d'insolvabilité)
DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE VILLAGE WESTERN ST-TITE-DES-CAPS INC., corporation légalement constituée ayant son siège social au 341, boulevard 138, St-Tite-des-Caps, Québec GOA 4J0

DÉBITRICE
Avis est par les présentes donné que VILLAGE WESTERN ST-TITE-DES-CAPS INC., a déposé une cession le 11^e jour d'avril 1995 et que la première assemblée des créanciers de la débitrice sera tenue le 4^e jour de mai 1995, à 10h30, au bureau du sequestre officiel, 1040, avenue Belvédère, bureau 114, Sillery, Québec.

Par: Luc Poulin, c.a., C.I.P., syndic
5900, boul. des Galeries
Bureau 600
Québec (Québec)
G2K 2B5
(418) 624-3333
LES CONSEILLERS EN
INSOLVABILITÉ

Samson Bélair
Deloitte &
Touche

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE KAMOURASKA
No. 250-11-000024-958
No Surintendant: 43-071845

COUR SUPÉRIEURE

(en matière de faillite)

Dans l'affaire de la faillite de:
DENYSE ROBITAILLE, femme d'affaires,
domiciliée et résidant au 306, Place Jean-Yves Côté, RIVIÈRE-DU-LOUP (Québec)
G5R 3Y4

DÉBITRICE
Avis est, par les présentes, donné que DENYSE ROBITAILLE, du 306, Place Jean-Yves Côté, RIVIÈRE-DU-LOUP (Québec) a fait cession de ses biens le 10^e jour d'avril 1995 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 27^e jour d'avril 1995 à 15h30, au 5, rue Irberville, RIVIÈRE-DU-LOUP (Québec).

DATE DE QUÉBEC, ce 13^e jour d'avril 1995

JEAN-GERMAIN HUOT &
ASSOCIÉS INC.,
SYNDIC aux biens de
Denyse Robitaille

38, rue Dalhousie
Québec (Québec)
G1K 8R8
Tél.: (418) 694-2212
Fax.: (418) 694-2134

COMMISSION SCOLAIRE DE RIVIÈRE-DU-LOUP

APPEL D'OFFRES

PROJET :
TRANSFORMATION ET AMÉLIORATION DE L'ÉCOLE PRIMAIRE SAINT-MODESTE

PROPRIÉTAIRE : Commission scolaire de Rivière-du-Loup
464, rue Lafontaine
Rivière-du-Loup (Québec)
G5R 3Z5
Téléphone : (418) 862-8201

ARCHITECTE : Jocelyn Sirois, architecte
307, rue Bisson, C.P. 932
Rivière-du-Loup (Québec)
G5R 3Z5
Téléphone : (418) 867-3295
Télécopieur : (418) 867-4008

INGÉNIEUR : Jean-Paul Roy, ingénieur
12, rue Principale
Saint-Modeste (Québec)
G0L 3W0
Téléphone : (418) 867-2145
Télécopieur : (418) 867-1457

La Commission scolaire de Rivière-du-Loup demande des soumissions pour ses travaux de transformation et d'amélioration de l'École Saint-Modeste.

Les plans, devis, documents contractuels et autres renseignements pourront être consultés à compter du 18 avril 1995 au bureau du propriétaire ou obtenus contre un dépôt de cent dollars (100 \$) qui sera remboursé au soumissionnaire s'il remet les plans et devis en bon état dans les trente (30) jours qui suivent l'ouverture des soumissions.

Les soumissions dans des enveloppes cachetées et adressées au soussigné seront reçues à la Commission scolaire de Rivière-du-Loup, 464, rue Lafontaine à Rivière-du-Loup jusqu'à 11 heures, heure locale le mardi 9 mai 1995 pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque visé équivalant à 10 % du coût des travaux à l'ordre du propriétaire, la Commission scolaire de Rivière-du-Loup, ou d'un cautionnement de soumission établi au même montant, valide pour une période de quarante-cinq (45) jours de la date d'ouverture des soumissions. Cette garantie de soumission devra être échangée à la signature du contrat pour une garantie d'exécution et une garantie des obligations pour gages, matériaux et services. Lorsque ces garanties sont sous forme de cautionnement, le montant de chacune d'elles correspond à 50 % du prix du contrat et lorsqu'elles sont sous forme de chèque visé, le montant de chacune d'elles correspond à 10 % du prix du contrat.

Seules seront considérées aux fins d'octroi du contrat, les soumissions des entrepreneurs ayant un établissement au Québec ou, lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, au Québec ou dans une province ou un territoire visé par cet accord, et détenant, le cas échéant, la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., c. B-1.1).

Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant pour leur solvabilité que pour le contenu de leurs soumissions.

Toutes les soumissions devront être faites conformément aux dispositions du Règlement sur les contrats de construction des immeubles des commissions scolaires en vigueur depuis le 16 août 1990.

Le propriétaire ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues.

Marcien Proulx,
Directeur général

MÉTIVIER & ASSOCIÉS SYNDIC

LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ

Avis est, par les présentes, donné que MICHEL COUTURE du 1516, Emerson, app. 1, VAL-BÉLAIR (Québec) ayant fait affaires sous la raison sociale de "CON-SULTANTS FINANCIERS SPA" a déposé une proposition concordataire le 17^e jour de mars 1995 et que lors de la première assemblée tenue le 6^e jour d'avril 1995, les créanciers ont refusé la proposition et le débiteur est donc réputé avoir fait cession de ses biens rétroactivement au 17^e jour de mars 1995.

DATE DE SAINTE-FOY, ce 11^e jour d'avril 1995

ERIC MÉTIVIER, C.I.P., SYNDIC
à l'effet de Michel Couture
BUREAU DE MÉTIVIER & ASSOCIÉS,
SYNDIC

• QUÉBEC Berville III, 2960, boul. Laurier
• Victoriaville Bureau 210, Sainte-Foy (Québec)
• Saint-Joseph G1V 4S1 Tél.: (418) 651-5500
(Beauce) Téléc.: (418) 651-8077

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE KAMOURASKA
No. 250-11-000021-954
No Surintendant: 43-071845

COUR SUPÉRIEURE

(en matière de faillite)

Dans l'affaire de la faillite de:
GARAGE MICHEL ALAIN ET FILS INC.,
corporation légalement constituée ayant
son siège social et principale place d'affaires
au 109, Principale, ST-HONORÉ (Québec)
G0L 3K0

DÉBITRICE
Avis est, par les présentes, donné que GARAGE MICHEL ALAIN ET FILS INC., du 109, Principale, ST-HONORÉ (Québec) a fait cession de ses biens le 7^e jour d'avril 1995 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 27^e jour d'avril 1995 à 15 heures, au 5, rue Irberville, RIVIÈRE-DU-LOUP (Québec).

DATE DE QUÉBEC, ce 13^e jour d'avril 1995

JEAN-GERMAIN HUOT &
ASSOCIÉS INC.,
SYNDIC aux biens de
Garage Michel Alain et Fils Inc.

38, rue Dalhousie
Québec (Québec)
G1K 8R8
Tél.: (418) 694-2212
Fax.: (418) 694-2134

MUNICIPALITÉ DE CAP-SAINT-IGNACE

APPEL D'OFFRES

La Municipalité de Cap-Saint-Ignace demande des soumissions pour la fourniture d'une pépinière de 4 roues motrices. Les personnes intéressées doivent se procurer un devis disponible au bureau de la Municipalité. Les soumissions seront reçues jusqu'au 27 avril 1995 à 16h au bureau de la Municipalité situé au 850, du Souvenir, GOR 1H0. Les soumissions devront être remises dans une enveloppe scellée portant la mention "SOUMISSION POUR PÉPINE", elles seront ouvertes en présence des personnes intéressées à 16h. La Municipalité ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Donné à Cap-Saint-Ignace, ce 5^e jour d'avril 1995.

Donald Bernier
Secrétaire-trésorier

Il y a 83 ans, le Titanic sombrait



Edith Haisman, âgée de 98 ans, la plus vieille survivante du naufrage du R.M.S. Titanic, inaugurerait hier, à Greenwich, en Grande-Bretagne, le jardin commémorant l'épopée du Titanic. Le jardin a été érigé sur le terrain du Musée maritime national. Le navire ultramoderne, qui effectuait sa première traversée le 14 avril 1912, est entré en collision avec un iceberg peu avant minuit. Plus de 1000 passagers ont péri.

GRANDE-BRETAGNE

Le sosie fabriqué du fils de Saddam Hussein en exil

■ LONDRES (AFP) — Latif, un Irakien de 30 ans, vit aujourd'hui en exil en Grande-Bretagne après avoir été durant plusieurs années le sosie, fabriqué par la médecine, du fils aîné du président irakien Saddam Hussein.

Latif Yehyah al-Saleh a raconté à l'AFP son histoire qui a commencé en 1987 alors qu'il effectuait en Irak son service militaire. Remarqué pour sa ressemblance avec Oudai Saddam Hussein, actuellement directeur à Bagdad du quotidien *Babel*, le jeune homme est un jour convoqué par ce dernier au palais présidentiel.

« Tout le monde dit que tu me ressembles, nous sommes tous les deux nés en juin 1964, je veux que tu deviennes mon sosie. Si tu acceptes, tu auras tout ce dont tu rêves, si tu refuses, nous n'en parlons plus », lui lance Oudai. Latif refuse. Mais il est arrêté et finit par céder, de son propre aveu, « au bout d'une semaine » aux injonctions d'Oudai.

Installé dans la résidence luxueuse du fils du président irakien, dans un quartier huppé de Bagdad, Latif fait rapidement connaissance avec le luxe que lui confère sa nouvelle fonction. « Je dormais dans la chambre d'Oudai, dans un grand lit à commandes électriques. Le lustre était en or massif et je disposais de toutes sortes de gadgets électroniques », assure-t-il.

Il affirme avoir dû subir très vite des opérations de chirurgie plastique des-

tinées à peaufiner sa ressemblance avec Oudai. « Des médecins étrangers, qui ne parlaient pas arabe, m'ont doté d'une fossette au menton et d'une nouvelle dentition », ajoute-t-il.

Des chaussures compensées lui ont été fournies pour le hisser à la taille - 1,89 mètre - du fils du président. Au bout de six mois d'initiation intensive, Latif avait adopté les gestes, les poses, les attitudes, le langage et l'accent de son modèle.

Utilisant les voitures d'Oudai, flanqué de gardes du corps et bénéficiant de tous les honneurs dus au fils du président, Latif est ainsi devenu Oudai sans que personne, hormis les membres des services de renseignements, ne découvre le subterfuge.

En février 1991, en pleine guerre du Golfe, il est convoqué par Saddam Hussein qui lui demande d'inspecter les forces irakiennes déployées à la frontière avec le Koweït. Le président entend démentir les rumeurs selon lesquelles sa famille a fui l'Irak. Le vrai Oudai se trouve alors en Suisse.

Latif, accompagné du ministre de la Défense Hussein Kamel, se rend sur le front, sous les objectifs des caméras de la télévision nationale qui rendent

largement compte de cette tournée au front. À son retour, le convoi du sosie d'Oudai est attaqué par des inconnus. Latif est blessé et quatre de ses gardes sont abattus. À Bagdad, la rumeur embrase les esprits : « Oudai a été tué ». Latif étant hospitalisé, le président irakien rappelle son fils qui rentre de Suisse pour apparaître à la télévision.

En décembre 1991, lors d'une soirée privée, Oudai, en état d'ébriété se dispute avec son sosie et tire sur lui, mais sans l'atteindre. Latif n'hésite plus. Accompagné de sa femme, il s'enfuit vers Zakho, dans l'extrême nord de l'Irak, alors sous contrôle des séparatistes kurdes, où il se présente à un officier américain, le colonel John Nab, auquel il demande l'asile politique.

Doté de passeports des Nations unies, le couple est évacué vers la Turquie puis vers l'Autriche. Une bombe placée sous sa voiture est « miraculeusement » découverte à temps, en février dernier à Vienne. Latif s'exile alors en Grande-Bretagne où, affirme-t-il, il se sent plus en sécurité.

PÉTROLE

Quota imposé à l'Irak

■ NEW YORK (AFP) — L'ONU a autorisé hier l'Irak à exporter des quantités limitées de pétrole à des fins humanitaires, mais cet arrangement sous contrôle international a aussitôt été dénoncé par Bagdad comme une tentative américaine visant à empêcher la levée totale des sanctions.

La réaction irakienne, qui contient des termes virulents contre Washington, a été diffusée par le vice-premier ministre Tarek Aziz, qui n'a cependant pas indiqué explicitement si Bagdad coopérerait ou non avec le marchandage « pétrole contre nourriture » proposé par les Nations unies.

Dans une résolution adoptée à l'unanimité, les 15 pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont autorisé l'Irak à exporter des quantités limitées de pétrole et de produits pétroliers. Les recettes ne pouvant dépasser un milliard de dollars par période de 90 jours.

Des mécanismes contraignants sont prévus pour les modalités d'exportation du pétrole et pour l'affectation des fonds ainsi générés à la distribution de vivres et de médicaments à une population irakienne exsangue après quatre ans et demi d'embargo.

Certaines sommes seraient destinées aux programmes de secours des Nations unies vers le Kurdistan irakien. D'autres fonds serviraient à financer les activités des experts en désarmement qui effectuent des missions régulières en Irak.

Bref, ce n'est pas la levée totale des sanctions, recherchée par l'Irak, mais une « mesure temporaire » visant à « répondre aux besoins humanitaires de la population » irakienne soumise à de sévères restrictions depuis l'inva-

sion du Koweït en août 1990 et la défaite des troupes de Bagdad l'année suivante. La résolution « pétrole contre nourriture » est une version sensiblement améliorée de deux résolutions (706 et 712) adoptées après la guerre du Golfe et qui avaient déjà autorisé l'Irak à exporter des quantités limitées de pétrole à des fins humanitaires et sous contrôle international.

Bagdad avait refusé de les mettre en oeuvre, affirmant que ces résolutions portaient atteinte à sa souveraineté.

Le nouveau texte, parrainé par cinq pays (États-Unis, Grande-Bretagne, Argentine, Oman, Rwanda), a fait l'objet de longues tractations cette semaine avec la Russie et la France, qui ont obtenu des amendements. Tarek Aziz, présent à New York, a lui-même personnellement participé aux négociations en rencontrant notamment les délégués argentin et britannique.

Sitôt la résolution 986 votée, Tarek Aziz a accusé Washington d'avoir précipité son adoption, non pas pour alléger les souffrances de la population irakienne, mais pour empêcher la levée totale des sanctions économiques.

« Je regrette que les efforts positifs et sincères accomplis ces dix derniers jours pour parvenir à une résolution qui pourrait être réalisable et sans motivations politiques biaisées, aient été bloqués par les États-Unis », a déclaré le vice-premier ministre irakien.

ville de SAINTE-FOY

APPEL D'OFFRES
HOTEL DE VILLE

Des soumissions sont demandées pour des travaux relatifs à la construction de l'hôtel de ville. Les travaux visés par le présent appel d'offres sont les suivants:

Soumission numéro	Titre	Montant du cautionnement	Dépôt documents
2701	Granit	25 000,00 \$	60,00 \$
2702	Céramique	6 000,00 \$	30,00 \$
2703	Peinture	15 000,00 \$	60,00 \$
2704	Ameublement intégré	7 000,00 \$	30,00 \$
2705	Divisions et accessoires de salles de toilettes	3 000,00 \$	30,00 \$
2706	Tapis et revêtements de sol souples	22 000,00 \$	60,00 \$

Les plans, devis, documents contractuels, conditions et autres renseignements, pour cet appel d'offres, pourront être obtenus à compter du mardi 11 avril 1995, à l'endroit suivant:

J.E. VERREAULT ET FILS LTÉE

1130, route de l'Église
Sainte-Foy (Québec)

G1V 4X6
Tél.: (418) 653-7867

À l'attention de M. Raymond Leblanc

Un dépôt, non remboursable, au montant susmentionné (incluant les taxes), sous forme de chèque, fait à l'ordre de la Ville de Sainte-Foy, sera exigé pour l'obtention de ces documents.

La soumission devra être accompagnée d'un cautionnement de soumission, fait à l'ordre de la Ville de Sainte-Foy, au montant mentionné dans l'appel d'offres.

Une réunion d'information aura lieu le jeudi 20 avril 1995, à 9 heures, au bureau de chantier de J.E. Verreault et fils ltée, situé au 1130, route de l'Église, 2^e étage, Sainte-Foy.

Les soumissions sont reçues au bureau du greffier, à la division des Archives, jusqu'à 15 heures, le lundi 8 mai 1995, à l'endroit suivant:

Hôtel de ville de Sainte-Foy

1000, route de l'Église
1^{er} étage
Sainte-Foy (Québec)

À l'attention de M. René Dampousse, greffier

L'ouverture se fait à la salle du Conseil, située au deuxième étage de l'édifice Place de Ville, à 16 heures, le même jour.

La Ville ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

Sainte-Foy, le 5 avril 1995

LE GREFFIER DE LA VILLE
RENÉ DAMPOUSSE

Appel d'offres

Projet: 94-761

Projet: Commission scolaire de Chapais-Chibougamau
Nouveaux locaux de la Régie Régionale de la Santé et des Services Sociaux Nord-du-Québec

Propriétaire: Commission scolaire de Chapais-Chibougamau

596, 4^e Rue
Chibougamau (Québec)

G8P 1B3

Tél.: (418) 748-7621

Fax: (418) 748-2440

Architecte:

Jean-Claude Lebeuf, architecte

1641, rue des Saules
Dolbeau (Québec)

G8L 1B5

Tél.: (418) 276-3484

Fax: (418) 276-8899

Ingénieurs:

Groupe-conseil Ungava

124, rue des Forces Armées
Chibougamau (Québec)

G8P 3A1

Tél.: (418) 748-8128

Fax: (418) 748-4868

La Commission scolaire de Chapais-Chibougamau, Propriétaire, demande des soumissions pour les travaux relatifs aux nouveaux locaux de la Régie Régionale de la Santé et des Services Sociaux Nord-du-Québec à Chibougamau.

Les plans, devis, documents contractuels et autres renseignements pourront être consultés à partir du 24 avril 1995 au bureau de l'architecte au 1641, rue des Saules à Dolbeau, G8L 1B5, contre un dépôt de cent vingt-cinq dollars (125 \$) qui sera remboursé au soumissionnaire s'il remet les plans et devis en bon état dans les trente jours qui suivent l'ouverture des soumissions.

Les soumissions dans des enveloppes cachetées et adressées au soussigné seront reçues à la Commission scolaire à l'adresse mentionnée plus haut, au bureau de monsieur Roger Pelletier, jusqu'à 14 heures, heure en vigueur localement, le 10 mai 1995 pour être ouvertes publiquement à la salle Mistassini du centre administratif de la Commission scolaire de Chapais-Chibougamau.

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque visé ou d'un cautionnement de soumission, à l'ordre du propriétaire, au montant de 10% du montant de la soumission valide pour une période de 60 jours de la date d'ouverture des soumissions. Cette garantie de soumission devra être échangée à la signature du contrat pour une garantie d'exécution et une garantie des obligations pour gages, matériaux et services.

Lorsque ces garanties sont sous forme de cautionnement, le montant de chacune d'elles correspond à 50% du prix du contrat et lorsqu'elles sont sous forme de chèque visé, le montant de chacune d'elles correspond à 10% du prix du contrat.

Seules seront considérées aux fins d'octroi du contrat, les soumissions des entrepreneurs ayant un établissement au Québec ou, lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, au Québec ou dans une province ou un territoire visé par cet accord, et détenant le cas échéant, la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., c.B.-1.1).

Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant pour leur solvabilité que pour le contenu de leurs soumissions.

Toutes les soumissions devront être faites conformément aux dispositions du Règlement sur les contrats de construction des immeubles des Commissions scolaires en vigueur depuis le 16 août 1990.

Le Propriétaire ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues.

Léo-Paul Larouche
Directeur général

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE BEAUCHE
No 350-11-000062-956
No Surintendant: 43-071945

COUR SUPÉRIEURE
(en matière de faillite)

Dans l'affaire de la faillite de:

LA MAISON DU SPAGHETTI, STE-MARIE (1993) INC., corporation légalement constituée ayant eu sa principale

place d'affaires au 126, Notre-Dame Nord, Ste-Marie-de-Beauce (Québec) G6E 3C1

DÉBITRICE

Avis est, par les présentes, donné que LA MAISON DU SPAGHETTI, STE-MARIE (1993) INC. ayant fait affaires au 126, Notre-Dame Nord, Ste-Marie-de-Beauce (Québec) a fait cession de ses biens le 12e jour d'avril 1995 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 1er jour de mai 1995 à 14h30, au 39, rue Dalhousie, Québec (Québec).

Daté de Québec, ce 13e jour d'avril 1995.

JEAN-GERMAIN HUOT & ASSOCIÉS INC.,
SYNDIC aux biens de
LA MAISON DU SPAGHETTI,
STE-MARIE (1993) INC.

39, rue Dalhousie
Québec (Québec)
G1K 8R4
Tél.: (418) 694-2212
Fax: (418) 694-2134

Jean Germain Huot
& Associés

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

242923

AVENTURE
ÉLECTRONIQUE

CORRECTIONS

Veuillez noter que dans la circulaire
Aventure Électronique distribuée les 12-13 avril 1995:

À la page 3

Le four à micro-ondes SANYO (M607) à 179 \$ est un
0,6 pi cu. et a une capacité de 600 watts.

À la page 6

Le téléviseur TOSHIBA (TV32D70) à 1999 \$ n'est pas
« CINEMA SERIES ».

À la page 8

La radiocassette Sony (CFSW455) à 129 \$ n'a pas de
lecteur laser.

Nous nous excusons des inconvenients
que cela a pu causer à notre clientèle.

SOMHADEC
TERRAIN "ENTREPÔT LÉGÉRÉ"
APPEL D'OFFRES D'ACQUISITION
ET DE DÉVELOPPEMENT

Avis public est, par les présentes, donné que des offres d'acquisition pour achat et développement des lots vacants 2017-A-3 et 2018-A, rue Saint-Paul, sous enveloppe cachetée et adressée au directeur général de la SOMHADEC au 295, boulevard Charest Est, bureau 170, Québec, G1K 3G8, seront reçues de toute société, corporation ou personne intéressée à y construire un bâtiment et ce, jusqu'à 11 heures le 5 mai 1995.

Ce terrain de 1497,4 m² offre un potentiel construit de 6738,3 m³. Il pourrait être utilisé à des fins résidentielle et/ou commerciale et/ou publique et/ou récréatif.

Les personnes intéressées peuvent se procurer le document d'appel d'offres d'acquisition en s'adressant au secrétaire de la SOMHADEC, au numéro de téléphone 691-7860. Pour informations additionnelles, les personnes intéressées pourront communiquer avec M. Yvon Robitaille.

Un dépôt de vingt-cinq dollars (25 \$) sera exigé pour l'obtention du document d'appel d'offres d'acquisition. Ce dépôt ne sera pas remboursable. Le document peut être consulté sur place sans frais.

Les offres devront être présentées selon les exigences présentées dans le document d'appel d'offres d'acquisition et être accompagnées d'une garantie de proposition en faveur de la SOMHADEC au montant de 10 000 \$.

Les offres d'acquisition seront ouvertes immédiatement après l'heure de réception et clôture. Les proposants sont invités à y assister.

La SOMHADEC n'est pas tenue d'accepter aucune des propositions reçues et le proposant ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni contester, pour quelque motif que ce soit, le choix de la SOMHADEC.

Le directeur général,
Michel Beaumont, ing.

VILLE DE CHARNY
APPEL D'OFFRES
RÉFECTION DE L'INTERSECTION
AVENUE DES ÉGLISES ET
AVENUE DE L'EAU-VIVE

AVIS est par les présentes donné que des soumissions cachetées portant la mention "RÉFECTION DE L'INTERSECTION AVENUE DES ÉGLISES ET AVENUE DE L'EAU-VIVE" seront reçues au bureau du soussigné, jusqu'au mardi 2 mai 1995, dix heures (10h), pour ouverture le même jour, à la même heure et au même endroit.

Les soumissionnaires pourront se procurer les documents de soumission au secrétariat des Services techniques et Travaux publics, à l'Hôtel de Ville de Charny, au no 5333, rue de la Symphonie, Charny, G6X 3B6, moyennant un montant non remboursable de 30 \$ (taxes incluses). (Chèque payable à l'ordre de la VILLE DE CHARNY).

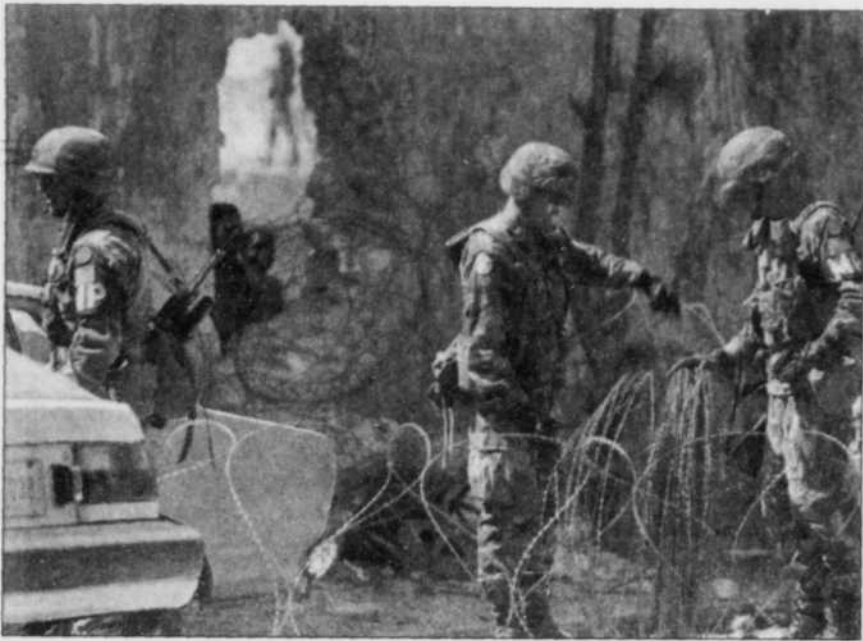
Les travaux, qui devront débuter au mois de juin 1995, comprennent sommairement la reconstruction des fondations existantes, construction de trottoirs (600 m ca), pose de bordures de béton et de granite et pavage (770 t. m.).

Chaque soumission devra être accompagnée d'une garantie de soumission de 25 000 \$.

La Ville de Charny ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions présentées.

Donné ce 15 avril 1995.

MICHEL HALLÉ, avocat
Greffier de la Ville



La police des Nations unies installe des fils barbelés autour du pénitencier national de Port-au-Prince, pour isoler le trou de plus d'un mètre fait à travers le mur par des prisonniers qui ont tenté de fuir jeudi.

Les Haïtiens espèrent toujours une vie meilleure

DOMINIQUE LEVANTI
Agence France-Press

■ PORT-AU-PRINCE (AFP) — Six mois après le retour spectaculaire à Port-au-Prince, le 15 octobre 1994, du président Jean Bertrand Aristide, les Haïtiens attendent encore que se concrétisent leurs espoirs d'une vie meilleure dans un pays marqué par la vie chère et la violence.

Idole des pauvres, majoritaires dans la république caraïbe, M. Aristide a pu regagner le palais national sous la protection des soldats américains. Les chefs militaires qui l'avaient renversé en 1991, étaient, eux, contraints à leur tour de prendre le chemin de l'exil.

Mais six mois après le démantèlement des forces armées et l'effondrement de la police, autrefois fer de lance de la répression politique, l'insécurité s'est généralisée.

La police intérimaire, forte de 1.500 hommes, reste dépourvue de moyens, en attendant la nouvelle police civile formée par des instructeurs américains, canadiens et français. Quant à la force multinationale et à celle de l'ONU, toutes deux à dominante américaine, elles se sont refusées, pour éviter toute perte, à mener des actions de

désarmement en profondeur et à trop s'impliquer dans des tâches de police.

INSÉCURITÉ

À Port-au-Prince, 90 personnes ont trouvé la mort au mois de mars, dont 45 voleurs présumés lynchés par la population exaspérée. 45 autres personnes ont été tuées dans des agressions armées.

Des convois de nourriture humanitaire française ont également été attaqués et délestés d'une partie de leur chargement, souvent à la sortie du port de la capitale. Un nombre croissant d'Haïtiens commence à voir dans l'insécurité un phénomène également politique.

À commencer par le président Aristide, qui a appelé au dialogue les anciens militaires compromis dans le banditisme et qui voit « une main der-

rière la vie chère et l'insécurité, la main qui n'a jamais accepté la démocratie ». Le meurtre spectaculaire le 28 mars d'un opposant farouche du chef de l'État, Mireille Durocher-Bertin, a alourdi l'atmosphère et relancé les haines politiques, partisans et adversaires de M. Aristide se rejetant mutuellement la responsabilité de l'assassinat.

En outre, le coût très élevé de la vie est de plus en plus insupportable à la majorité des millions de démunis pour qui le retour du président élu et la fin de l'embargo international étaient synonymes de rapide changement voire de prospérité.

Baromètre de la misère de l'île, les départs clandestins de « boat-people » ont repris pour la première fois depuis le retour du président Aristide et 138 d'entre eux ont été rapatriés le 8 avril par un garde-côtes américain « avec l'aval du gouvernement haïtien ».

Autre signe des temps, sur la route de l'aéroport, devant le Camp Democracy, où il y a six mois les GIs étaient acclamés par des foules enthousiastes, des dizaines de jeunes chômeurs en colère ont lancé ces derniers jours des pierres sur les soldats de la force de l'ONU pour réclamer du travail.

LASER VERRES DE CONTACT CLINIQUE D'OPHTALMOLOGIE RICHARD

1045, chemin Sainte-Foy
QUÉBEC
Face Hôpital Saint-Sacrement

Richard Bazin, md
Dan Bergeron, md
Gaëtan Richard, md
Pierre Turcotte, md
683-4450

		RÉSULTATS Loto-Québec	
La Mini Tirage du 95/04/14 NUMÉROS: 717475, 17475, 7475, 475, 75 LOTS: 50 000 \$, 5 000 \$, 250 \$, 25 \$, 5 \$ 71747 ■ 1 000 \$ 7174 ■ 100 \$ 717 ■ 10 \$		Quintessence Tirage du 95/04/08 au 95/04/14 SAMEDI 997 1191 DIMANCHE 179 0003 LUNDI 706 1765 MARDI 438 1432 MERCREDI 831 6849 JEUDI 725 1378 VENDREDI 948 6572	
Banco Tirage du 95/04/14 01 04 09 11 21 23 28 29 30 31 34 35 37 38 43 44 49 55 58 59		INTER Tirage du 95/04/14 NUMÉROS: 466552, 66552, 6552, 552, 52 LOTS: 250 000 \$, 2 500 \$, 250 \$, 25 \$, 10 \$	

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

		RÉSULTATS Loto-Québec	
La Mini Tirage du: 95-04-14 NUMÉROS: 717475, 17475, 7475, 475, 75 LOTS: 50 000 \$, 5 000 \$, 250 \$, 25 \$, 5 \$ 3 Geo Metro 1995 (modèle Berlina)* (numéros non décomposables) 459A722 646A094 742B759 *Chaque voiture est échangeable contre un lot de 15 000 \$.		50 lots bonis de 500 \$ chacun (nos non décomposables) 149A013 417A619 695A573 313B848 600B301 170A839 458A991 711A280 372B308 608B322 186A766 466A320 795A328 468B591 629B078 276A622 485A602 102B452 479B288 676B044 287A376 516A655 114B328 479B693 680B733 291A056 578A490 146B798 484B579 710B162 307A797 595A065 247B943 534B821 739B341 349A714 626A476 255B404 550B043 752B835 359A488 629A429 277B976 573B441 765B222 399A349 673A491 308B778 587B048 771B778	

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

53 autres lots bonis le vendredi 21 avril

CAMPS de VACANCES

ASSOCIATIONS CAMPS DU QUÉBEC

RÉPERTOIRE DES CAMPS DE VACANCES: Le répertoire est distribué gratuitement dans tous les CLSC du Québec. Il renferme toute l'information nécessaire sur les 104 camps de vacances et 33 camps de jour accrédités par l'Association. C'est l'outil essentiel pour choisir le camp d'été de votre enfant. Choisir un camp accrédité, c'est opter pour une valeur sûre!

CHARLEVOIX
CENTRE ÉCOLOGIQUE DE PORT-AU-SAUMON: Écologie, astronomie, croisière aux baleines. Au cœur de la région de Charlevoix, c'est toute une aventure! Inscriptions: (418) 434-2209

LAURENTIDES
CAMP OOLAHWAN - YWCA: Fondé en 1917. Initiation à l'anglais par le jeu. Plaisir garanti: tir à l'arc, natation, canot, hébertisme, arts plastiques, etc. Moniteurs qualifiés. Site enchanteur de 400 acres avec lac privé. Hébergement en chalet. Séjours d'une ou deux semaines. Filles (6-15 ans) et garçons (6-13 ans). Rabais familial. Information et réservations: (514) 866-9941, poste 222

MONTÉRÉGIE
MUSI-SCIENCE: St-Athanase d'Iberville, 4 à 17 ans, séjours de 2 jours et plus, entre le 30 juillet et le 25 août. Programmes: musique, musique harmonie, éveil musical, théâtre, sciences naturelles et arts plastiques. Inf.: (514) 346-7104

SAGUENAY / LAC ST-JEAN
LA GRANDE AVENTURE... EN ANGLAIS! IMMERSION TOTALE EN ANGLAIS (7 à 16 ans). Au mont Lac Vert, Hébertville * le camping sauvage * le canotage * le vélo de montagne * la planche à voile * ateliers avec moniteur de langue * Toutes les activités se font en anglais. "It's fun!" Inf.: 1-800-ANGLIAN ou (418) 693-0343, fax: (418) 693-8165.

Aristide président pour trois ans de plus

Une élection pour choisir le successeur du président Jean-Bertrand Aristide est prévue pour décembre en Haïti, mais la pression monte parmi ses partisans pour que son mandat soit rallongé de trois ans, afin de compenser sa période d'exil forcé, indique-t-on dans les milieux politiques de Port-au-Prince. Une telle hypothèse accroîtrait à coup sûr la tension entre Washington et le président haïtien, qui n'a fait qu'augmenter ces derniers mois, notamment après l'assassinat d'une opposante connue, Mireille Durocher. (AFP)

la Baie

CORRECTIONS

Veillez prendre note des corrections suivantes à apporter aux cahiers: **Solde présaison à votre avantage!** (roto 3.2A) et **Le solde présaison... bien plus avantageux!** (roto 3.3), publiés par la Baie en avril 1995. **Solde présaison à votre avantage!** (roto 3.2A)
PAGE 56, Article 9. On aurait dû lire: possibilité de télécommande.
Le solde présaison... bien plus avantageux! (roto 3.3)
PAGE 5, Article 5. On aurait dû lire: Articles unicolores faits d'un mélange de polyester et de coton; articles rayés faits de pur coton. De plus, on aurait dû lire: **Plus que 7 jours! En vigueur jusqu'au dimanche 23 avril.**
PAGE 41, Article 4. On aurait dû lire: Épingles et broches Principles exceptées.
PAGE COUVERTURE ARRIÈRE, Articles 5 et 6. Non offerts.
NOTRE CLIENTÈLE VOUDRA BIEN EXCUSER CES ERREURS ET CONTRETEMPS. 243192

FONDATION QUÉBÉCOISE DU CANCER VOUS INVITE...

"Atelier d'information sur les prothèses capillaires et le maquillage"

Lors des traitements de radiothérapie ou de chimiothérapie, l'apparence des personnes atteintes de cancer subira peut-être des changements temporaires (cheveux, sourcils, cils, peau et ongles). Heureusement, il existe plusieurs alternatives pour pallier à ces effets.

Invités: Mme Louise Perreault Professeure de coiffure
M. Yvon Coulombe Professeur de maquillage

Le mardi 18 avril à 19h30
N.B.: La rencontre aura lieu à la salle Gladys au pensionnat du Collège Jésus-Marie, 2047, chemin Saint-Louis à Sillery
VEUILLEZ VOUS INSCRIRE EN NOUS CONTACTANT AU 681-9989 ou 1-800-363-0063

LE SON ROCK DE QUÉBEC

LE SOLEIL et **CHOI 98.1 FM** VOUS OFFRENT UNE MOTO!

COUREZ LA CHANCE DE GAGNER UNE HONDA SHADOW - 600 VIX D'UNE VALEUR DE 7 200 \$

Pour ce faire, remplissez et déposez le coupon ci-joint aux endroits prévus à cet effet aux Galeries de la Capitale ou chez Lavertu Équipement de Brossayville et écoutez CHOI-FM entre 7 h et 19 h. Une fois à l'heure, les animateurs de CHOI dévoileront le nom d'une personne chanceuse qui aura alors 5 minutes pour nous rappeler. Si elle le fait, cette personne deviendra éligible pour le tirage final qui aura lieu le 29 avril aux Galeries de la Capitale.

LE SOLEIL 98.1 FM
COUPON DE PARTICIPATION

NOM: _____
ADRESSE: _____
TÉLÉPHONE: _____
ÂGE: _____

CHOI 98.1 FM LE SOLEIL

Fais le tour des concessionnaires participants, demande ton coupon et cours la chance de gagner la clef qui te donnera accès au grand prix:

5000\$+

À gagner à chaque semaine
1 BON D'ACHAT de 25\$ D'ESSENCE par concessionnaire

As-tu ton COUPON-CLÉ LE SOLEIL?

LE SOLEIL

<p>3001, Kepler Sainte-Foy (sortie Blaise-Pascal, près du Club Price) 659-6420</p> <p>MARLIN Chevrolet GENC Océanographique inc 2145, boul. Charest Ouest, Québec (418) 688-1212</p> <p>Montcalm Automobiles 901, 1^{re} Av., Québec 529-2131</p> <p>LA DIFFÉRENCE SUR LA RIVE SUD Rinfret Auto Inc. 5355, boul. de la Rive-Sud, Lévis 833-2133</p> <p>Lachance 5095, Louis-H. Lafontaine, Lévis (autoroute 20, sortie 325 nord, 1^{er} lumière à gauche) 837-8897</p>	<p>PAQUET NISSAN 3580, boul. de la Rive-Sud Lévis, 838-3838</p> <p>SATURN SAAB ISUZU Sainte-Foy (angle Duplessis et Charest) 3330, rue Watt, Sainte-Foy, 653-1312</p>	<p>MAISONNEUVE 47, boul. René-Lévesque Est 138, rue Maisonneuve, Québec (à côté du Grand Théâtre de Québec) 524-8135</p> <p>Intersection autoroute de la Capitale et boul. Pierre-Bertrand CAPITALE DODGE CHRYSLER 687-2604</p> <p>ACADIA SUBARU Boulevard de la Capitale (sortie Pierre-Bertrand) Vanier 681-6000</p> <p>LA MAISON CHRYSLER 5070, boul. du Jardin, Charlesbourg 622-4700</p> <p>Charlesbourg 6070, boul. du Jardin, Charlesbourg 623-9843</p>	<p>Citadelle 89, route Kennedy, Lévis 835-1171</p> <p>120, Marais Québec (angle boul. de la Capitale et Pierre-Bertrand) 683-6565</p> <p>BOULEVARD</p>
--	---	---	--

DOSSIERS

ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ÉDUCATION

Un premier consensus



M. Arthur Tremblay, qui fut membre de la célèbre commission Parent, déclare: «Il est plus que temps de faire un bilan global.»

Paul Gérin-Lajoie et Arthur Tremblay applaudissent la remise en question globale prônée par Jean Garon



Vincent Cliche

■ QUÉBEC — Le ministre de l'Éducation, Jean Garon, vient d'enclencher le processus des États généraux de l'éducation, qui s'échelonnent sur 15 mois. Le vœu exprimé par le ministre est d'en arriver en bout de ligne à établir des consensus les plus larges possible sur les grands problèmes qui enrayent le système scolaire québécois.

M. Garon, par sa décision de passer à l'action, a déjà dégagé un premier consensus: la remise en question globale d'un système vieux de 30 ans et la forme de consultation proposée reçoivent un appui rarement vu au Québec.

Même les créateurs du système d'enseignement tel qu'on le connaît, qui a pris naissance à la suite du rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement (le rapport Parent) au début de la décennie 1960, applaudissent l'initiative de M. Garon.

L'école qui ferme à 15 h 30 est un non-sens dans notre société

« Ah oui! La formule d'États généraux à ce moment-ci du développement de l'éducation est une idée que j'approuve sans réserve », déclarait, en entrevue cette semaine, M. Paul Gérin-Lajoie, qui fut le père de la Révolution tranquille en éducation.

Même son de cloche entendu chez M. Arthur Tremblay, un autre grand visionnaire de l'époque, qui fut membre de la célèbre commission Parent: « Ma réponse est clairement oui, s'exclame-t-il; il est plus que temps de faire un bilan global. Déjà en 1984, je considérais que le moment était venu. »

Ces deux hommes, tout au long de leur vie, sont restés profondément attachés au monde de l'éducation. Paul Gérin-Lajoie y est encore immergé puisqu'il dirige depuis 17 ans une fondation consacrée à la cause de l'éducation en Afrique francophone. Arthur Tremblay a partagé sa passion entre la politique et les questions constitutionnelles, mais il revient constamment, comme conférencier invité ou comme auteur d'articles, à ses premières amours.

« Examiner le problème morceau par morceau, comme nous le faisons depuis quelques années, nous a, en fait, caché la vision d'ensemble qu'on



« La formule d'États généraux à ce moment-ci du développement de l'éducation est une idée que j'approuve sans réserve », déclare M. Paul Gérin-Lajoie, le père de la Révolution tranquille en éducation.

doit avoir d'un système d'éducation en relation avec la société dans laquelle on vit, dit M. Gérin-Lajoie. Car, il ne faut jamais oublier, ajoute-t-il, qu'un système d'éducation n'existe pas pour ses propres fins, mais pour servir une société. Par conséquent, son contenu et son mode de fonctionnement doivent être organisés pour répondre à l'état d'une société. »

M. Gérin-Lajoie constate que le système d'éducation, qu'il avait mis sur pied, n'a pas suivi l'importante évolution de la société depuis 30 ans. M. Tremblay est de son avis. Selon lui, le système aurait dû posséder son propre mécanisme autocorrecteur; une sorte de commission Parent permanente. Le Conseil supérieur de l'éducation aurait dû jouer ce rôle, mais, pour une raison ou pour une autre, ça n'a pas fonctionné ou on ne l'a pas écouté.

Pour M. Gérin-Lajoie, les deux phénomènes sociaux majeurs qui ont modifié en profondeur

notre société et que n'a pu prévoir la commission Parent sont, d'une part, l'éclatement du cadre familial et, d'autre part, l'omniprésence de la télévision et, en général, des médias dans notre vie.

« Il faut le dire; le système d'enseignement n'a pas suivi et ne tient pas compte de ce nouvel environnement. L'école doit trouver des moyens pour remplacer, dans une certaine mesure et dans la mesure nécessaire, l'absence de milieu familial. L'école qui ferme à 15 h 30 est un absolu non-sens dans la société actuelle », déclare M. Gérin-Lajoie. Il précise que les enseignants ne sont pas seuls en cause dans cette situation et que le blâme revient aussi aux commissaires d'école, à l'administration scolaire et à la direction des écoles qui ne savent pas faire preuve d'imagination pour trouver des solutions.

Par ailleurs, M. Gérin-Lajoie pense que le mandat des États généraux doit également privilé-

gier la question des contenus de l'enseignement qui, eux non plus, n'ont pas suivi l'évolution de la société. « C'est assez paradoxal de constater qu'en 1960, on disait que les élèves avaient besoin de plus de formation spécialisée et que les collèges classiques ne menaient à rien, tandis qu'aujourd'hui, on déplore des lacunes du côté de la formation générale. Il faut donc réexaminer la question, sans pour autant revenir aux années 1950 », analyse M. Gérin-Lajoie.

Enfin, les deux hommes mettent en garde les commissaires des États généraux de tomber dans le piège d'un débat stérile sur les structures qui ne mènera nulle part.

LA RECHERCHE DES CONSENSUS

M. Arthur Tremblay est d'avis que, si la réforme du système d'enseignement a pu voir le jour dans les années 1960, c'est parce qu'un large consensus s'était installé dans la population.

En 1984, il écrivait: « En régime démocratique, ce n'est pas à partir de la volonté d'un seul, ni de la volonté d'une oligarchie ou d'une technocratie que se prennent les orientations durables du devenir collectif; c'est à partir d'une volonté commune ou, à tout le moins, d'un consensus dominant dans la société... Aussi, il s'impose que nous cherchions à identifier et à circonscrire les zones où existent toujours, j'en ai l'espoir sinon la conviction, cette volonté commune et ce consensus dominant en ce qui concerne l'évolution de notre système d'enseignement. »

Il ne peut donc qu'être d'accord avec la démarche établie par le ministre Garon, même s'il est conscient, tout comme M. Gérin-Lajoie, que la formule comporte des dangers.

M. Gérin-Lajoie insiste particulièrement sur un point: il est essentiel que la formule de consultation des États généraux permette l'expression libre de toutes les opinions et préoccupations de la population.

Par contre, les spécialistes du monde de l'éducation et tous les artisans de l'école au jour le jour ont également leur mot à dire dans le débat. C'est pourquoi, estime M. Gérin-Lajoie, le rôle des 15 commissaires des États généraux sera très important. D'une part, ils devront faire l'équilibre entre les opinions de la population et celles des spécialistes du monde de l'éducation et, d'autre part, ils devront faire la synthèse et mettre de l'ordre parmi toutes ces opinions pour susciter et développer les consensus souhaités par le ministre. « Pour cela, les commissaires devront faire preuve de leadership », croit M. Gérin-Lajoie.

M. Arthur Tremblay pense également que les commissaires devront faire plus qu'écouter la population. Selon lui, sans créer nécessairement des comités d'études, ils devront prendre connaissance des travaux qui se font à l'heure actuelle sur l'état et les besoins du système d'enseignement. Ils devront également faire le lien entre ces travaux de spécialistes et les besoins exprimés par la population.

AUTRES TEXTES

- La carte cachée de Garon Page A 30
- Un cadeau à faire aux élèves Page A 30

Le système aurait dû posséder son propre mécanisme correcteur

DOSSIERS

ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ÉDUCATION

La carte cachée de Garon

Après l'école Sainte-Marie de Batiscan, Lucie Demers s'apprête à sauver tout le système de l'enseignement

■ QUÉBEC — « J'espérais un petit coin dans les États généraux. On peut dire que j'ai été servie... »

Lucie Demers, 36 ans, enseignante à statut précaire — « mais par choix », dira-t-elle — est la carte cachée que s'était réservée le ministre Jean Garon pour ses États généraux sur l'éducation, lancés en début de semaine. La jeune femme qui a sauvé l'école primaire Sainte-Marie de Batiscan va maintenant devoir sauver tout le système d'éducation québécois au complet.

« Ouf! Beau programme. « Si j'ai été surprise d'être choisie? Et comment! » confiait-elle en tête-à-tête, un matin de cette semaine, autour d'une salade de fruits et d'un café avalés

dans un resto de sa ville ombilicale pour les 15 prochains mois. « Ce qui m'a frappée, en revenant à Québec, ce sont les grandes ombres causées par les tours à bureau. »

La coprésidente des États généraux du Québec sur l'éducation ne connaissait même pas l'autre moitié de son duo, Robert Bisailon. Elle le savait président du Conseil supérieur de l'éducation mais ne l'avait jamais rencontré. « Tout s'est fait tellement vite, dit-elle. Ça s'est réglé sur un coup de coeur, comme tout ce que j'ai fait auparavant. C'est la vie qui m'a amenée là. Elle me propose des choses, je saute dessus. »

Lundi matin, Lucie Demers a embrassé Geneviève, neuf ans, Alexandre, sept, et Antoine, cinq, dans leur grande

maison antique de Batiscan, sur le bord du fleuve, puis a roulé 90 minutes en direction de son nouveau bureau de l'édifice G, où « il n'y a ni les chiens, ni les traînées ni la décoration qui me stimulent tellement quand je travaille à la maison. J'ai rencontré là, dit-elle, des fonctionnaires empilés les uns sur les autres à travers plein de machines. Je pense que j'ai commencé à comprendre certaines choses... »

Rassurez-vous. La jeune femme a aussi embrassé le père des trois enfants, avant de partir ce matin-là. Elle a toujours pu compter sur son homme; et ce qui la rendait d'autant plus à l'aise de relever le défi Garon. « J'ai lancé aux enfants un peu à la blague: maman a une job avec un salaire, elle va pouvoir vous payer une gardienne! » Lucie Demers a grandi à Bernières, sur la Rive-Sud de Québec, aux côtés de trois soeurs et quatre frères. Le père a été cultivateur jusqu'à ce qu'une maladie le réduise à moins de train-train. La mère « avait trop d'ouvrage pour aller travailler », dira la fille en paraphrasant Yvon Deschamps.

Après le cégep de Sainte-Foy, la petite Demers s'en va étudier l'enseignement spécialisé à Montréal. À 20 ans et « tannée des bancs de l'école », une histoire d'amour la conduit dans l'Ouest canadien en moins de deux. Elle enseigne à des petits Albertains de la maternelle. « L'anglais que j'ai appris est celui des bambins de cinq ans. Je me demande si ça va faire pour les journalistes! » s'exclame-t-elle dans un grand éclat de rire... un peu nerveux.

Devenir soudainement public comme ça lui vaut un certain trac. « Je crains surtout les jugements qu'on portera sur moi, dit-elle. Peut-être que je devrai me forger une carapace... »

Elle complète un bac en enseignement spécialisé au retour des Prairies. Déniche des contrats à Montréal. Lâche tout une autre fois, pour aller bâtir une famille à Batiscan, sur un autre coup de coeur qui a cette fois la forme d'une maison.

« Je sais que je vais devoir apprendre et subir beaucoup de choses, dans cette aventure. Mais je n'ai pas de plan de carrière, et ma grande protection est ma sincérité; ce qui semble avoir impressionné le ministre Garon, dans le dossier de l'école du village. Je suis là pour ce



Alain Bouchard

que je représente à la base. Le reste, je le découvrirai. C'est excitant ce qui m'arrive, non? Je suis aux premières loges d'un très grand événement. Je me considère privilégiée. »

Lucie Demers a le teint pâle, les cheveux blonds. Elle n'est pas très grande, fort mince. Elle rit beaucoup, parle en douceur. Plein de gens ne voient pas venir la bourlingueuse et la fonceuse qu'elle est. Et se ramassent Gros-Jean-comme-devant. « Mes parents m'appelaient la tête de cochon, dit-elle. Je crois beaucoup à l'exemple du petit arbre fragile que nous avons planté comme symbole de notre bataille, à Batiscan. Dehors, il a l'air faible, presque mourant. Dans la terre, les racines sont fortes, l'arbre va grandir. Je pense avoir des racines. » La coprésidente n'a pas de plan de match pour les États généraux, sinon d'écouter. « J'ai été tellement impressionnée, dit-elle, par ces hommes et ces femmes des commissions régionales sur la souveraineté qui sont venus parler au micro tout en sueurs, tremblotants, sans salive. »

Elle n'a pas non plus de vision arrêtée de ce que devrait être le système; en tout cas n'est pas assez malhabile pour le dire au début d'une année justement consacrée à le définir.

Mais des choses la chicotent plus spontanément que d'autres.

Les énormes dédales administratifs. « Un jour que je travaillais avec des handicapés lourds, on nous a demandé de remplir des grilles d'évaluation. J'ai souvent choisi de fermer les livres pour bercer les enfants dans mes bras. »

Le pelletage des lacunes et problèmes familiaux à l'école. « Quel équilibre peut-on garder là-dedans? Quelle est l'em-

prise du prof sur l'enfant qui est battu ou qui ne mange pas à sa faim? »

La rareté des écoles alternatives. « J'ai toujours été frappée par l'extrême curiosité des enfants qui passent par là. »

Lucie Demers ne pense pas pouvoir changer le monde en 15 mois. Mais elle envoie un énorme signal, à ceux, par exemple, qui veulent mettre l'école au service de l'économie.

« Je trouve ça très particulier de me retrouver au coeur d'une opération qui vise à réformer un système que j'ai déjà trouvé assez consommateur et assez compétitif pour avoir souvent envie d'aller élever mes enfants au fin fond des bois. »

« L'école, déclare-t-elle, doit d'abord viser l'épanouissement de l'enfant. »

« Je crains surtout les jugements que l'on portera sur moi. Peut-être que je devrai me forger une carapace. »



« Tout s'est fait tellement vite, dit Lucie Demers. Ça s'est réglé sur un coup de coeur, comme tout ce que j'ai fait auparavant. »

Il faut redonner aux élèves des profs qui ont le goût d'enseigner

Le professeur Antoine Baby croit que le temps est venu de décentraliser les responsabilités

VINCENT CLICHE
Le Soleil

QUÉBEC — « Le plus beau cadeau que les États généraux de l'éducation pourraient faire aux élèves québécois, ce serait de leur redonner des profs qui sont heureux d'être profs, qui sont fascinants et qui les entraînent littéralement à leur suite. »

Antoine Baby sait de quoi il parle. Professeur à la faculté des sciences de l'éducation de l'université Laval, il est également le directeur du Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire (CRIRES), fondé sur un partenariat avec la Centrale de l'enseignement du Québec.

Sans vouloir que le débat ne dérape sur la sempiternelle question des structures, M. Baby croit cependant que le temps est venu de décentraliser les responsabilités en éducation.

« Ça fait deux fois en 10 ans que le Conseil supérieur de l'éducation se penche sur la condition enseignante. Ces gens-là n'ont à peu près plus d'intérêt à la chose, parce qu'ils

Il faut varier les pédagogies pour rejoindre le plus d'élèves possible

sont complètement dépossédés et ne décident rien, ni des pédagogies, ni des manuels, ni des contenus de programmes. Ils sont devenus des exécutants de directives de bureaucrates du ministère de l'Éducation qui sont souvent très loin de la ligne de feu », explique M. Baby.

Le gouvernement actuel dit qu'il veut régionaliser et décentraliser selon le vœu des commissions scolaires;

« mais moi je dis que cette décentralisation doit dépasser le niveau des commissions scolaires et se rendre jusque dans l'école et même dans la classe », ajoute M. Baby.

Pour appuyer cette volonté de décentralisation, il avait proposé que les États généraux, une fois les consensus nationaux réalisés, passent à une quatrième étape, soit la tenue d'assises régionales de mise en oeuvre pour permettre aux régions de s'approprier ces consensus et de les adapter à leur milieu. « Ça cloche quelque part. Je crois qu'il ne faut pas décentraliser seulement la conception du projet éducatif; il faudrait également décentraliser son application. »

« Pour le reste, je suis d'accord avec la formule proposée par les États généraux, dit le professeur Baby. Ce n'est pas le moment de faire des commissions d'enquête ou des énoncés de politique sous la forme de livre blanc, beige ou d'une autre couleur. À ce moment-ci de l'histoire du Québec en éducation, ce dont on a besoin, c'est que tous les gens concernés par le système d'enseignement, y compris les dirigeants

d'entreprises, se réunissent et se parlent. »

M. Baby croit que les États généraux devraient baser la consultation selon trois grands champs de discussions. D'abord, les sujets sur lesquels il semble se dégager de grands consensus; ensuite, amorcer le débat sur les sujets qui, à première vue, ne suscitent pas de consensus, comme le statut de l'école et, enfin, poser les questions sur les problèmes nouveaux, comme l'autoroute électronique et les nouvelles technologies de l'information.

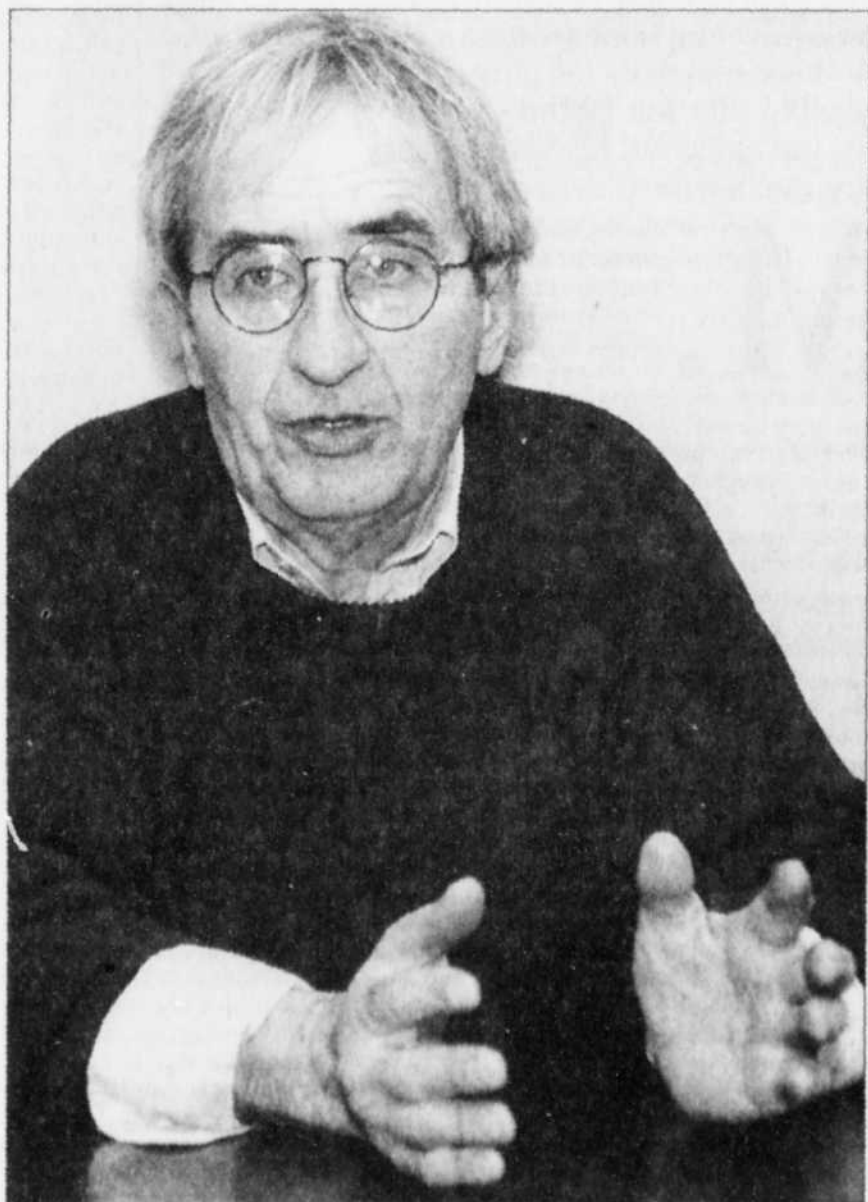
L'ESSENTIEL

Rappelant qu'il faut mettre de côté les débats sur la réforme des structures, qui ont toujours servi d'alibis pour masquer les autres problèmes, le professeur Baby croit qu'il faut aller à l'essentiel.

« Selon moi, l'essentiel ce sont les contenus d'enseignement et les approches pédagogiques », dit-il. Par contenus d'enseignement, il entend les programmes, les matières, les disciplines et les niveaux de matières. Quant aux approches pédagogiques, ce sont tout simplement les façons d'enseigner et d'apprendre.

Selon lui, on a de nouveau besoin d'un projet éducatif au Québec: définir ce que les jeunes Québécois doivent apprendre, jusqu'où ils doivent l'apprendre et les différentes façons qui leur permettra d'apprendre.

« Il faut en arriver à varier les pédagogies pour pouvoir rejoindre le plus d'élèves possible et leur assurer une



« À ce moment-ci de l'histoire du Québec en éducation, ce dont on a besoin, c'est que tous les gens concernés par le système d'enseignement se réunissent et se parlent », déclare le professeur Antoine Baby.

scolarisation optimale », dit M. Baby. Selon lui, cet objectif national ne peut se réaliser et s'appliquer localement,

revenant ainsi à son idée première concernant la décentralisation essentielle du système d'enseignement.

OPINIONS

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

Président du conseil d'administration PIERRE DES MARAIS II
 Président et Éditeur GILBERT LACASSE
 Rédacteur en chef GILBERT LAVOIE
 Directeur de l'édition J.-JACQUES SAMSON
 Directeur de l'information ANDRÉ FORGUES

ÉDITORIAL

Panique à l'hôpital

La plus grande pagaille règne actuellement dans le milieu de la santé au Québec. Personne n'est en mesure de préciser le type de services dont la population disposera au cours des prochaines années. Le ministre de la Santé et des Services sociaux, M. Jean Rochon, a annoncé des compressions budgétaires sans précédent et d'autres sont à venir, année après année, en raison des coupes dans les transferts fédéraux prévues par le budget Martin. Les citoyens sont complètement perdus dans la valse des millions amputés et pire, ils n'ont aucun mot à dire. Il va de soi, semble-t-il, de tenir des audiences publiques avant de déplacer un pylône d'Hydro-Québec, mais on ne voit pas l'importance de les impliquer lorsqu'il s'agit du service qui les touche au premier degré.

M. Rochon a d'autre part transmis aux régies régionales ses paramètres budgétaires et leur laisse le fardeau de leur application. Des luttes de pouvoir se sont donc engagées un peu partout sur le territoire. Pendant que l'on se gargarise sur le maintien des normes nationales dans le secteur de la santé au Canada, nous n'avons aucune garantie qu'il ne résultera pas de l'opération un réseau très asymétrique d'une région à l'autre, comme l'évoquait avec justesse le nouveau président de l'Association des directeurs généraux d'établissements, M. Pierre Lamarche.

D'autre part, les relations entre les gestionnaires essouffés s'enveniment. Dans le Bas-Saint-Laurent, une véritable mutinerie est en cours, 16 des 26 établissements du réseau désavouant la répartition des compressions budgétaires gérées par la régie régionale.

Le ministre, du haut de sa tour, regarde les administrateurs d'hôpitaux et de régies s'entre-déchirer comme des loups depuis des mois, un peu partout à travers le Québec, pour le partage des budgets, des lits, des spécialités, quand ce n'est pas autour de la fermeture complète de certains centres.

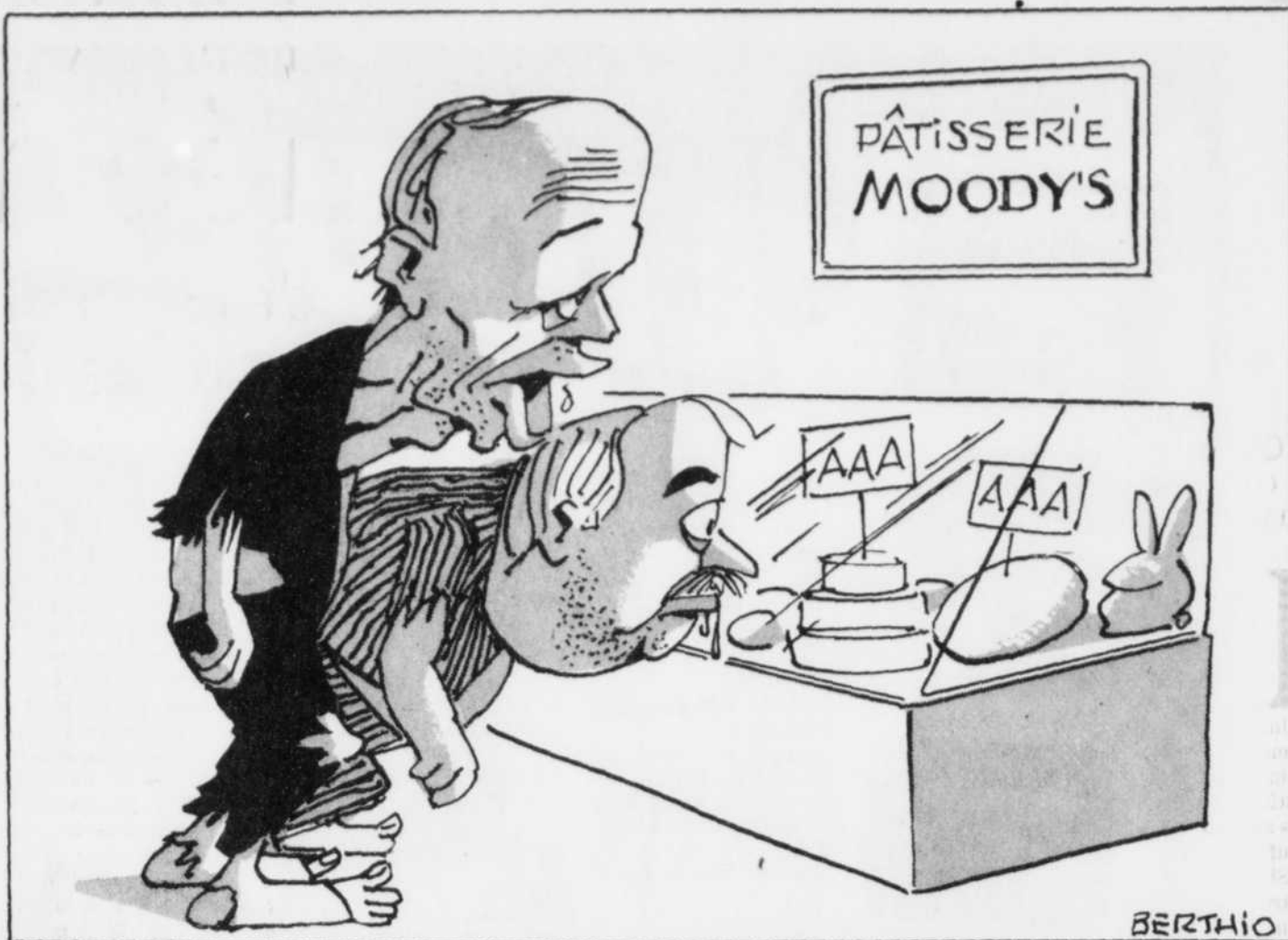
Il faut espérer qu'il existe quelque part un plan d'ensemble mais cela n'est pas évident. À preuve, la façon dont s'amorce le « virage ambulatoire ». Pour des impératifs budgétaires, les patients seront retournés illico à domicile dans le plus grand nombre possible de cas après une intervention chirurgicale. Qui assurera les soins requis ? Quels seront les critères pour déterminer si une personne jouit du soutien familial nécessaire ? Quels seront l'effectif et les budgets alloués ? On coupe d'abord et on ramassera les dégâts par la suite, a-t-on la désagréable impression.

La hausse galopante des coûts de la santé devait être arrêtée. Mais la façon dont on applique les freins actuellement provoque un carambolage dans le système. Le ministre Rochon doit montrer à la population la maquette du réseau de la santé, région par région, dans cinq ans, pour permettre des débats sur sa « reconfiguration » et s'assurer que les choix qui sont faits sont endossés par le plus grand nombre de payeurs de taxes. C'est beaucoup plus urgent que de mettre sur pied une assurance-médicaments pour tous.

Il faut espérer qu'il existe quelque part un plan d'ensemble



J.-Jacques Samson



BERTHIO

CHRONIQUE POLITIQUE

Le spleen de Gérald Tremblay

Quand Gérald Tremblay s'est levé pour poser une question à l'Assemblée nationale, il y a une dizaine de jours, c'est comme si un fantôme était apparu. Si volubile à l'époque où il était ministre, M. Tremblay est méconnaissable depuis le 12 septembre. Il est toujours un peu difficile de passer du pouvoir à l'opposition, mais dans son cas, on peut vraiment parler d'un traumatisme. Visiblement, cet homme est malheureux.

D'ailleurs, il ne s'en cache pas, il déteste le style d'opposition qui se pratique à l'Assemblée nationale. Il est tout simplement incapable de s'opposer pour s'opposer, sans rien proposer, en attendant que le principe de l'alternance fasse son oeuvre. C'est contre sa nature irrémédiablement positive.

En 15 ans de couverture politique, je ne me souviens pas avoir rencontré pareille candeur. Encore moins dans l'opposition. « Pourquoi est-ce que je poserais des questions quand je connais les réponses ? » demande-t-il. Qu'est-ce que vous voulez répliquer à ça ?

Le père des grappes industrielles ne s'est pas formalisé le moins du monde que son successeur à l'Industrie et Commerce, Daniel Paillé, fasse de l'humour à ses dépens en parlant des « raisins secs ». Quand il a vu que le principe des tables de concertation n'était pas remis en question, il n'a pas insisté.

M. Tremblay connaît M. Paillé depuis des années et trouve que c'est un bon gars. Pourtant, on peut difficilement trouver deux tempéraments aussi opposés. À cause de ses fonctions antérieures, qui lui ont permis d'acquiescer une parfaite connaissance des dossiers, il croit même avoir un certain « devoir de réserve ».

Le fait est que M. Paillé est un des ministres les moins occupés durant la période de questions. C'est même remarquable quand on pense que le programme électo-



Michel David

ral du PLQ se limitait pratiquement au mot « emploi »!

La question que M. Tremblay a posée la semaine dernière lui ressemblait. Il se demandait comment son vis-à-vis avait pu amputer de 350 000 \$ le budget des sept corporations de développement économique de Montréal. « Une économie de bouts de chandelle qui aura des incidences importantes sur les plus démunis de la société... » Cette fois, il n'avait pas la réponse.

Les plus démunis, les chômeurs... M. Tremblay en avait perdu le sommeil quand il était ministre. Dans un parti qui a pris résolument le virage néo-libéral, sans jeu de mots, le député d'Outremont fait figure de marginal. Imaginez donc, les plus démunis !

Je reconnais avoir moi-même ironisé à quelques reprises sur le côté boy-scout de M. Tremblay, sa ligne 1-800-461-AIDE pour les entreprises en difficulté, sa croisade pour la « qualité totale », sans parler des grappes.

Mais il faut lui reconnaître un désir sincère de contribuer au bien public. Il y a beaucoup de cynisme à l'endroit de gens comme lui dans le milieu politique et journalistique. Lui-même se demande s'il est bien fait pour la politique. Peut-être pas. Mais il serait dommage que tous les Gérald Tremblay en arrivent à la conclusion que le dévouement est une carte perdante.

Tout un contraste avec le nouveau rat pack du PLQ, les Thomas Mulcair, Jean-Marc Fournier, Fatima Houde-Pépin, aux-

quels se joignent volontiers des vétérans comme Pierre Paradis, André Bourbeau, John Ciaccia, Christos Sirros, qui se délectent des « affaires » juteuses et n'hésitent pas à jouer sur la corde des tensions inter-ethniques.

Quand M. Mulcair crie au « népotisme » parce que l'épouse de Bernard Landry a été nommée juge ou que M. Paradis revient pour la énième fois sur l'affaire Malavoy, Gérald Tremblay n'applaudit jamais.

Il n'est d'ailleurs pas le seul au sein du caucus libéral que ce style vidangeur rend mal à l'aise. Remarquez, on fait avec ce qu'on a. Il n'est pas donné à tous d'avoir de la grandeur d'âme.

Ce que j'arrive moins à comprendre, c'est l'acharnement avec lequel les libéraux s'emploient à se mettre l'électorat francophone à dos. Par exemple, avec ce ridicule procès par association qu'on a voulu faire à Bernard Landry, cette semaine.

Imaginez, le ministère des Affaires internationales a eu le malheur de laisser passer dans une brochure un paragraphe rédigé maladroitement par Jean-Éthier Blais, qui aurait déjà fait l'apologie de Charles Mauras dans un ouvrage consacré à l'abbé Groulx. Donc Bernard Landry est un raciste.

Mme Houde-Pépin pense peut-être marquer des points auprès des communautés culturelles, déjà largement acquises au PLQ. Mais association pour association, il se trouve que M. Landry est aussi un francophone. À la place de la députée de Lapinière, je ferais attention.

Il est évident aussi que des nationalistes « mous » comme M. Tremblay ou Liza Frulana ne se reconnaissent pas davantage dans ce genre de discours que dans le fédéralisme inconditionnel de Daniel Johnson.

En fait, il y a bien des libéraux qui ne se reconnaissent plus dans leur parti, point. Je ne sais pas si M. Johnson s'en rend compte, mais il devrait y voir.

P.S. L'auteur de cette chronique fera lâche la semaine prochaine.

CARREFOUR DES LECTEURS

La forêt pour qui ?

(Lettre à M. François Gendron, ministre Ressources naturelles)
 Vous et votre gouvernement prêchez un projet de société où tous les Québécois doivent participer. Au fur et à mesure que le temps presse pour vous, nous nous rendons bien compte que le principe de forêt habitée dont tout le monde parle est une forêt où on va habiter dans des camps de fortune, dans des tentes et où les travailleurs, pour survivre, devront travailler de 14 à 16 heures par jour et ce, dans des conditions exécrables pour réussir à avoir un salaire de misère. La chambre nuptiale semble déjà faite avec le gouvernement en place et les industriels. Les dés sont jetés. Vous êtes en train de créer une force de *cheap labor* au service d'une minorité qui ne pense qu'à son enrichissement personnel et non pour l'ensemble des habitants de nos forêts. Qui habite plus la forêt qu'une personne demeurant à Saint-Charles Garnier, Causapsca, Gaspé ou La Rédemption ? La volonté de ces personnes de travailler à un salaire de 9,75 \$ l'heure, plus 2,00 \$ l'heure pour les équipements qu'ils fournissent, est beaucoup trop élevée pour votre projet de société. Tous ces travailleurs qui habitent à proximité de la forêt verront passer devant leur maison des camions remplis de ressources forestières et tous savent qui empochera les profits mais ils ne pourront y participer afin d'en assurer la pérennité.
 Réjean Lagacé, Causapsca

Bellevue, mes amours

C'est avec nostalgie et beaucoup de tristesse que j'ai appris la fermeture du Collège Notre-Dame de Bellevue l'an prochain. Il faut rendre à ces religieuses (Congrégation Notre-Dame) ce qui leur est dû : la reconnaissance. En effet, ces femmes ont su inculquer aux étudiantes la tolérance, la discipline, la propreté, les bonnes manières, le partage... Mes chères soeurs, sachez que je compatis sincèrement à votre malheur. Ne considérez pas cette fermeture comme un échec mais bien comme l'effet d'une mauvaise conjoncture économique. Que de jeunes filles ont reçu du corps professoral et de votre congrégation un enseignement privilégié et le respect des valeurs sociales. Un pensionnat pour jeune fille, ça devient rare de nos jours. En repensant à ces années passées chez vous, je ne peux oublier ces liens qui se sont créés avec les autres filles de mon groupe, ces amitiés mémorables qui sont demeurées constantes malgré les années. Je vous souhaite du succès dans ce que vous entreprenez dans la communauté et du respect de la part de votre entourage. C'est avec dignité que je vous lève mon chapeau !

Renée Larouche,
 une finissante du collège, 1970,
 Saint-Raymond

Quelle citoyenneté ?

(Lettre au premier ministre Parizeau)
 Je vous écris dans le but d'être inscrite à titre d'électrice sur les listes électorales hors Québec. J'aimerais aussi exprimer mon incertitude quant aux exigences actuelles d'inscription au référendum, à savoir si je pourrai participer au prochain référendum au Québec. Née à Montréal, je suis démenagée en Alberta il y a 14 ans. Mon N.A.S. m'identifie comme Québécoise et mon certificat de naissance indique évidemment que je suis née à Montréal. Je m'inquiète que le résultat de votre référendum puisse avoir un effet sur ma citoyenneté. Je comprends que le paragraphe 5 de la Loi sur la souveraineté du Québec déclare que, lorsque le Québec deviendra souverain, les résidents du Québec détenant la citoyenneté canadienne deviendront citoyens du Québec. Je considère que le processus référendaire ne sera vraiment démocratique que si les personnes nées au Québec mais domiciliées ailleurs ont l'opportunité de participer à un processus qui aura un effet sur leurs droits au sein du nouveau Québec ou du nouveau Canada. Par exemple, dans un Canada qui n'inclut plus le Québec, suis-je citoyenne canadienne ou québécoise ? Est-ce que je jouis de la double citoyenneté ? Mes enfants ont-ils la double citoyenneté ?

Karen Leibovic, Edmonton, Alberta

Le chien devenu maître

Les Québécois qui débarquent à Paris pour la première fois sont frappés par la quantité de croquettes de chiens qui jonchent les trottoirs. Le fait est connu à travers le monde et le souligner est même devenu une façon de se gausser des Parisiens. Québec — plus particulièrement les quartiers Montcalm et Saint-Jean-Baptiste — est en train de livrer une sérieuse concurrence à la Ville-Lumière. Depuis quelque temps, le nombre de cabots a décollé, tandis que le taux de civisme de leur propriétaire semble plutôt suivre une courbe inverse. Des gens chics et manifestement bien élevés laissent leurs bêtes se soulager n'importe où sans rien ramasser. Les adeptes du petit sac de plastique retourné dans la main sont peu nombreux et certains d'entre eux sont des frimeurs. J'ignore quels sont les règlements de la ville à ce sujet, mais on devrait obliger, sous peine d'amende, les propriétaires de chiens à gérer les déjections de leurs protégés. Et si jamais une telle loi était contraire à la Charte des droits et libertés (tout est possible !), il faudrait mettre sur pied un service de nettoyage comme celui de Paris : des aspirateurs montés sur des motos qui s'insinuent dans les moindres recoins.

Nando Michaud, Québec

Pas si bon le poisson

BOSTON (AP) — Manger du poisson trois fois par semaine ne met pas plus à l'abri des troubles cardiaques que d'en consommer une seule fois par mois.

C'est ce qui se dégage d'une vaste étude réalisée par des diététiciens de l'école de santé de Harvard et publiée jeudi, dans le *New England Journal of Medicine*.

L'enquête réalisée auprès de 44 895 professionnels de la santé sur leurs habitudes alimentaires, est la plus importante réalisée sur le sujet. Elle ne permet d'établir aucun lien entre la

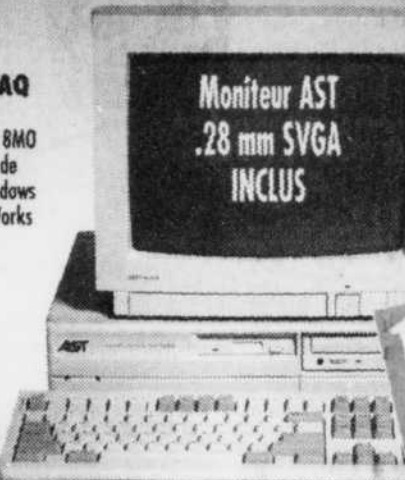
consommation de poisson et le risque de troubles coronariens, de crises cardiaques ou la nécessité de recourir à des interventions chirurgicales comme le pontage ou l'angioplastie.

CLIQUEZ SUR NOS BAS PRIX!



COMPAQ
ORDINATEUR COMPAQ PRESARIO
524 CDS 486 DX 2/66 8/420. 8MO RAM, disque dur 14.400, carte de son 16 bits. Inclus DOS 6.2 Windows 3.1, Quicken SE CD-ROM, MS Works CD-Rom, Encarta CD-ROM et plusieurs autres titres CD-ROM

2499⁰⁰



Moniteur AST
.28 mm SVGA
INCLUS

1999⁰⁰

AST
ORDINATEUR
486 DX 2/66 4/
540 2X CD-ROM
4 MO RAM, disque dur 540 MO.
CD-ROM à double vitesse.
Moniteur 14" SVGA. Inclus DOS,
Windows, Works, Encarta.
3 ans de garantie,
1^{re} année sur place.



GARANTIE DE 1 AN

brother
TÉLÉCOPIEUR BROTHER 620 AVEC COUPE-PAPIER
Rouleau de papier thermique de 98 pieds, plateau d'alimentation de 10 pages, 16 tons de gris mémoire de 15 numéros, coupe-papier, antiroulement du papier.

395⁰⁰



EPSON
IMPRIMANTE LASER EPSON ACTION 1100
Imprime 4 pages par minute, résolution 300 ppp, fonction de répartition égale de couleur, panneau de contrôle pour logiciels DOS et Windows. Compacte et légère. Inclus 30 types de polices. Mémoire 1MO et cartouche de photoconducteur pour 400 pages

ADAPTABLE POUR IMPRESSION COULEUR POUR MOINS DE 60\$

429⁰⁰

599⁹⁹



EPSON
IMPRIMANTE COULEUR EPSON STYLUS
Très grande qualité d'impression avec une résolution de type Epson. Compatible avec Windows. Inclus plateau d'alimentation automatique pour papier format lettre et légal, enveloppes et acé-tates.

699⁰⁰

HEWLETT PACKARD
IMPRIMANTE A JET D'ENCRE HEWLETT PACKARD 540
Imprime 600 x 300 ppp sur papier ordinaire, papier format lettre et légal. Adaptable pour impression couleur pour moins de 60\$. Garantie de 3 ans.

NOUVEAUX PRIX MUSIQUE

TOUS NOS MEILLEURS VENDEURS
TOUS LES AUTRES DC 16.99 OU MOINS

JEAN-PIERRE FERLAND
ECOUTE PAS-CAI
\$12.79 DC CASSETTE \$7.99

MARJO BOHEMIENNE
\$12.79 DC CASSETTE \$7.99

CHARLES AZNAVOUR
20 CHANSONS D'OR
\$12.79 DC CASSETTE \$7.99

ELTON JOHN
MADE IN ENGLAND
\$12.79 DC CASSETTE \$7.99

DURAN DURAN
THANK YOU
\$12.79 DC CASSETTE \$7.99

THE TEA PARTY
THE EDGE OF TWILIGHT
\$12.79 DC CASSETTE \$7.99

GRANDE PROMOTION SUR TOUS NOS LIVRES

LES PINARDES
Par Daniel Pinard
\$19.95 P.S. \$24.95

L'HEURE DES SORCIERES
Par Anne Rice
\$27.95 P.S. \$34.95

LA MAISON DE JACQUES
Par Ed McBain
\$19.95 P.S. \$24.95

LES BANDES DÉSINÉES TINTIN
\$8.76 P.S. \$10.95

CHOSSES CRUES
Par Lise Bissonnette
\$13.50 P.S. \$16.95

L'ÉVANGILE DE LA VIE
Par Jean-Paul II
\$8.99 P.S. \$12.95

LOGICIELS

QUICKEN DELUXE 4.0 CD-ROM 79 ⁹⁵	HARRAP'S SHORTER électronique 64 ⁹⁵	MS DINOSAURES V1.0 CD-ROM Version française 62 ⁹⁵	MS ANCIENT CIVILIZATIONS CD-ROM Version française 69 ⁹⁵	PC CORPS HUMAIN 3.0 CD-ROM Version française 84 ⁹⁵	SPORTSCAPE SPORTSPACK CD-ROM 39 ⁹⁵
TURBO CAD V1.0 WINDOWS Version française 89 ⁹⁵	DELIRINA FAX PRO Version française 129 ⁹⁵	HUGO PLUS LE DICTIONNAIRE V8.0 WINDOWS 48 ⁹⁵	LOTUS SMARTSUITE V3.0 WINDOWS Version française 619 ⁹⁵	KID DESK FAMILY EDITION WINDOWS Version française 34 ⁹⁵	FIFA SOCCER Avec 1 manette GRAVIS 62 ⁹⁵

*Excepté DC doubles, coffrets et importations

Les prix sont valides jusqu'au 21 avril ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Certaines restrictions s'appliquent. Voir détails en magasin. En vigueur pour un temps limité seulement.

CLUB BIZ

HEURES D'AFFAIRES
Lundi - Vendredi : 9 h - 21 h
Samedi : 9 h - 17 h
Dimanche : 10 h 30 - 17 h

Place Fleur de Lys
552 Wilfrid Hamel
Québec

